

# REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi



## MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET



## PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR L'ANNEE 2021

Table des matières

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS .....	3
I. POURQUOI UNE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE ?.....	3
A- Pour combattre les conséquences de la pandémie là où elles ont été les plus pénibles : .....	3
B- Pour en finir avec la pandémie grâce à une vaccination de masse : .....	5
II. QU'APPORTE DE NOUVEAU LA LFR ? .....	6
A- Un programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socio-économique des jeunes (XËYU NDAW GNI) : .	6
B- Une stratégie universelle de vaccination : .....	10
III. QUEL IMPACT CONCRET SUR LE BUDGET 2021 ? .....	10
A. Ce qui change : des variations dans les grandes masses du budget.....	10
B. Ce qui ne change pas : le sérieux budgétaire, en dépit des circonstances difficiles .....	15
EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE .....	18
PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT .....	19
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT .....	19
TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES.....	21
DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES .....	24
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS .....	24
TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES.....	25
PROJET DE LOI .....	37
PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT .....	38
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT .....	38
TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES.....	39
DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES .....	42
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS .....	42
TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES.....	43
ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE .....	54
ANNEXE II : TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES.....	55
ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL.....	56
.....	57
ANNEXE IV: DEFICIT STANDARD .....	90
ANNEXE V : RESERVE DE PRECAUTION .....	91
ANNEXE VI : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE .....	92
ANNEXE VII : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST.....	93
ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST.....	96
ANNEXE IX : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST.....	101
ANNEXE XI : LISTE DES MINISTERES ET INSTITUTIONS PILOTES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DECONCENTRATION DE L'ORDONNACEMENT .....	102

# EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

## **RENFORCER LA RIPOSTE BUDGETAIRE FACE A LA PANDEMIE COVID – 19**

A travers la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020 portant loi de finances pour l'année 2021, l'Assemblée Nationale validait la stratégie de l'Etat destinée à sortir le Sénégal de la crise due à la pandémie Covid-19, tout en replaçant notre pays sur la trajectoire de l'émergence.

A présent, le Gouvernement souhaite faire usage des dispositions des articles 5 et 47 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 abrogeant et remplaçant la loi organique n°2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances, modifiée par la loi n°2016-34 du 23 décembre 2016. Lesdites dispositions prévoient que la loi de finances de l'année puisse être modifiée par une loi de finances rectificative (LFR), dans l'une des trois hypothèses suivantes :

- si les grandes lignes de l'équilibre budgétaire ou financier défini par la loi de finances de l'année se trouvent bouleversées, notamment par l'intervention de décrets d'avances ou d'annulation de crédits ;
- si les recettes constatées augmentent ou diminuent sensiblement par rapport aux prévisions de la loi de finances de l'année ;
- s'il y'a intervention de mesures législatives ou réglementaires affectant de manière substantielle l'exécution du budget.

Les finances publiques du Sénégal se trouvent actuellement dans le premier cas de figure. Toutefois, nouvelle loi de finances ne signifie pas nécessairement nouveau budget.

La présente LFR ne remplace pas le budget 2021 par un autre ; elle **adapte** le budget 2021 à de nouveaux paramètres, issus d'une crise sanitaire dont les effets multiformes n'ont pas encore fini de mettre à l'épreuve les systèmes nationaux de finances publiques, contraints en permanence à se réinventer.

## **I. POURQUOI UNE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE ?**

### **A- Pour combattre les conséquences de la pandémie là où elles ont été les plus pénibles :**

Depuis le début de l'année 2020, le monde entier ou presque est en guerre contre un seul et même ennemi : le coronavirus Sars-CoV-2. Les fronts sont partout et en même temps, car aucun pays n'est épargné. L'épicentre de la crise s'est certes déplacé vers l'Asie et l'Amérique du Sud, où l'ennemi a muté en de redoutables variants ; mais au sein d'un monde globalisé, ceux-ci font planer une lourde menace sur toutes les régions de la planète.

Dans cette guerre sanitaire, la stratégie défensive du Sénégal a reposé sur deux piliers :

- 1- réduire au strict nécessaire les interactions sociales, tout en menant une communication bien ciblée, pour limiter la circulation du virus ;
- 2- déployer le maximum de moyens, pour dépister et prendre en charge les personnes contaminées.

D'un point de vue strictement sanitaire, cette stratégie est un succès : la gestion de la pandémie par le Sénégal figure en haut des palmarès internationaux.

Mais le prix pour y parvenir a été particulièrement lourd. Car lorsqu'on bride les rapports sociaux pour sauver des vies, on paralyse en même temps la dynamique sociale qui constitue le moteur de l'activité économique, ce qui fragilise à terme un nombre plus important de vies.

C'est pour cela que la loi de finances initiale (LFI) pour l'année 2021 avait été placée sous le signe de la relance de l'économie, une relance adossée au Programme d'Actions Prioritaires Ajusté et Accéléré (PAP 2A) du Plan Sénégal Emergent (PSE), avec pour objectifs de restaurer les bases d'une croissance solide.

Mais après quelques mois de mise en œuvre, alors que les voyants de l'économie sont en train de revenir au vert, il s'impose l'urgence de renforcer le volet « emploi des jeunes » de la politique de relance, en procédant aux réorientations budgétaires nécessaires.

L'enjeu, c'est de donner plus de perspectives d'emplois à la jeunesse, en favorisant ses capacités entrepreneuriales, en valorisant davantage son talent et son envie de s'épanouir socialement par le travail.

Depuis le début de la crise sanitaire, la jeunesse est apparue comme la frange de la population la plus touchée. Son mode de vie naturel lui a fait ressentir plus durement que les autres tranches d'âges, les mesures de confinement social.

Le ralentissement de l'économie a eu des effets dévastateurs sur la situation de milliers de jeunes, atteints pour certains dans leur pouvoir d'achat, alors que d'autres voient les opportunités d'emplois et de revenus se réduire avec la crise.

Lorsqu'on est jeune, le plus souvent :

- ✓ soit on se trouve aux portes du marché du travail, lesquelles sont restées fermées à cause de la crise ;
- ✓ soit on occupe un emploi dans l'économie informelle, or celle-ci repose sur des interactions sociales que la pandémie a réduites au minimum ;

- ✓ soit on occupe un des emplois du secteur formel qui constituent les premières variables d'ajustement des entreprises en cas de difficultés (stages, contrats à l'essai, contrats à durée déterminée, etc.).

Les jeunes ont donc été parmi les premières victimes de la Covid-19, au plan économique, alors que, paradoxalement et sur un plan strictement sanitaire, ils constituent la frange la plus résiliente au coronavirus.

L'Etat a donc marqué sa volonté d'assurer la même protection aux victimes physiques et économiques du coronavirus ; les deux thérapies nécessitant l'intervention du Budget.

## **B- Pour en finir avec la pandémie grâce à une vaccination de masse :**

Lorsque le choix devait être fait entre la santé et l'économie, lorsqu'il fallait arbitrer entre sauver des vies et sauvegarder des revenus, le Gouvernement avait choisi la première option. Un choix douloureux mais d'autant plus responsable qu'à l'époque, le virus était trop mal connu pour éviter de prendre des risques avec la santé des Sénégalais.

Les premières mesures mises en œuvre à partir de mars 2020 étaient donc dictées par l'urgence, mais aussi par les lacunes informationnelles au sujet d'un mal qui avait surpris et déstabilisé le monde entier.

Un an plus tard, la situation a évolué et les progrès de la Science ont mis à la disposition de l'Humanité un certain nombre de vaccins contre la Covid-19, dont l'efficacité est scientifiquement prouvée et dont le bilan risques/avantages n'autorise pas la moindre hésitation.

Le Sénégal a donc fait le choix de vacciner massivement sa population contre le coronavirus Sars-CoV-2, l'objectif étant d'atteindre l'immunité collective dans un délai raisonnable ; cette option ne signifie pas la fin de la pandémie mais elle a le mérite de permettre un retour à une certaine normalité dans la vie quotidienne des Sénégalais.

Néanmoins, le Gouvernement n'a pas pour autant décidé de rendre la vaccination obligatoire, au nom du respect de la liberté individuelle. Il compte plutôt sur le bon sens des citoyens, leur esprit de responsabilité, le sens élevé du commun désir de vivre en communauté des sénégalais, tout en développant une communication appropriée pour l'adhésion de tous à la stratégie vaccinale.

Autrement dit, la vaccination anti-Covid 19 exige toute une stratégie, dans laquelle la disponibilité des vaccins n'est qu'un paramètre parmi d'autres.

La mise en œuvre de cette stratégie nécessite une LFR, dans la mesure où lorsque la LFI était en préparation, les découvertes de vaccins contre la Covid 19 étaient encore trop récentes et les stratégies vaccinales encore moins documentées. Ce qui ne permettait pas de prendre des décisions motivées pour impacter le cadrage budgétaire du Sénégal.

De plus, ce projet de LFR 2021 a été préparé sur la base des directives de Monsieur le Président de la République portant sur la réorientation des allocations budgétaires au titre de 2021 « *pour améliorer de façon substantielle et urgente les réponses aux besoins des jeunes en termes de formation, d'emploi, de financement de projets et de soutien à l'entrepreneuriat et au secteur informel* ».

## **II. QU'APPORTE DE NOUVEAU LA LFR ?**

### **A- Un programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socio-économique des jeunes (XËYU NDAW GNI) :**

L'emploi des jeunes n'est pas une préoccupation récente pour le Gouvernement. Toutefois, il prend une autre dimension avec la crise née de la pandémie de la COVID-19.

Pour preuve, en 2012, l'une des premières décisions du Président de la République Macky SALL, nouvellement élu, avait consisté à annuler le projet de réhabilitation de la route Thiès-Séo-Diourbel pour réorienter le financement (accordé par la Banque Africaine de Développement) vers le Projet d'appui à la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes, d'un montant de **19,5 milliards** de FCFA.

Depuis lors, pas moins d'une trentaine de projets et programmes orientés vers l'emploi des jeunes ont été ou sont en cours de mise en œuvre, pour un coût estimatif global de **700 milliards** de FCFA.

La jeunesse sénégalaise a également été le premier bénéficiaire de la politique de recrutement dans la Fonction publique. Or ladite politique n'a jamais été aussi dynamique que depuis 2012, comme en témoigne l'évolution des effectifs des agents de l'Etat :

- **65 887** en **2000** ;
- **91 401** en **2012 (+25 514** en valeur absolue et **+38%** en valeur relative, **en douze ans**) ;
- **154 641** en **mars 2021 (+63 240** en valeur absolue et **+69,2%** en valeur relative, **en 9 ans**).

Certes, beaucoup a été fait mais beaucoup reste encore à faire.

C'est parce que le premier employeur dans un pays ne peut pas être l'Etat mais le secteur privé, or celui-ci ne trouve l'intérêt, ou même la possibilité, de recruter que si ses carnets de commandes sont remplis.

C'est pourquoi, le PSE a érigé en axe numéro un de sa stratégie « la transformation structurelle de l'économie et l'accélération de la croissance », afin que puisse se

réaliser le théorème bien connu en économie « *les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain* ».

Autrement dit, la solution la plus viable au chômage endémique des jeunes, c'est de développer un système économique suffisamment performant et productif pour occuper une main-d'œuvre abondante. Mais encore faudrait-il que cette dernière soit bien formée et qualifiée, raison pour laquelle le Gouvernement met beaucoup l'accent sur la formation professionnelle et technique, le développement de l'apprentissage et de mécanismes de certification.

Concrètement, le programme « *XËYU NDAW GNI* » combine quatre leviers différents :

- la création directe d'emplois publics (pour renforcer des services publics qui en étaient déficitaires et développer de nouvelles créations de services publics) à travers notamment la mise en place d'un guichet unique dénommé « **Pôle-Emploi et Entrepreneuriat pour les jeunes et les Femmes** » installé dans chacun des 46 départements pour servir de cadre d'accueil, de conseil et de financement des porteurs de projets;
- l'aide à la création d'emplois privés et à l'insertion socioprofessionnelle (par le truchement de la Convention nationale Etat – Employeurs pour la promotion de l'emploi des jeunes) ;
- le renforcement des capacités à travers l'apprentissage et la formation ;
- la promotion de l'auto-emploi à travers l'octroi de crédits et l'accompagnement des bénéficiaires.

Parmi les emplois publics créés, une attention toute particulière est accordée à quatre secteurs, qui vont être les principaux bénéficiaires des prochains recrutements :

- 1- **la sécurité** (trois mille agents de sécurité et trois mille auxiliaires de police en plus) : plusieurs décennies de croissance démographique, d'urbanisation mal contrôlée et de ses effets pervers, la perte de repères et le mal vivre ont eu des effets néfastes, qui se sont traduits par une recrudescence de la violence et un sentiment d'insécurité pour une partie de la population sénégalaise. Or les couches populaires sont les premières victimes de l'insécurité. C'est donc à l'Etat de renforcer la tranquillité des citoyens vivant dans les quartiers les plus densément peuplés, les plus mal éclairés et les plus sujets à toutes sortes de trafics malveillants.

De même, l'Etat protecteur doit renforcer sa présence dans certaines régions frontalières où la liberté de circulation dans l'espace communautaire rend notre pays vulnérable aux phénomènes de criminalité transfrontalière, dans un contexte sous régional marqué par des conflits et la présence de réseaux de trafics de toutes sortes.

Sécuriser les citoyens en tout temps et en tout lieu demeure le crédo de l'Etat.

- 2- **l'environnement** : le Sénégal mène une politique écologique ambitieuse, qui s'appuie sur le triptyque suivant :
- (i) la production électrique nationale encourage les projets basés sur des énergies propres (le solaire et l'éolien notamment) et le gaz dans un proche avenir ;
  - (ii) la lutte contre les déchets plastiques produit des résultats satisfaisants, malgré le poids des habitudes sociales ;
  - (iii) le reverdissement du territoire national, grâce à d'intenses campagnes de reboisement, de préservation et de restauration des écosystèmes.

C'est ce dernier volet qui justifie, dans le programme « *XËYU NDAW GNI* », l'enrôlement de dix (10 000) mille jeunes, qui vont travailler comme contractuels auprès de l'administration des Eaux & Forêts.

- 3- **l'hygiène publique** : au-delà du volontarisme des pouvoirs publics, maintenir nos villes propres est d'abord une question de changement de mentalités. Mais un tel changement ne peut être spontané ; il doit être accompagné d'un double travail de proximité : surveillance de l'état de propreté et sensibilisation des populations sur le respect des mesures d'hygiène et de propreté.

C'est à ces tâches que sont dédiés depuis 2019 des Volontaires de la Propreté, au nombre de 1519. L'expérience s'étant avérée concluante, le Gouvernement a décidé de l'amplifier. Aux Volontaires de la Propreté, vont succéder douze mille (12 000) Volontaires du Progrès, soit autant de jeunes qui vont sortir de l'inactivité et de l'oisiveté, tout en ayant l'occasion d'être utiles à la communauté en contribuant à maintenir le cadre de vie sain ;

- 4- **l'éducation** : cinq mille (5 000) enseignants supplémentaires vont être recrutés. L'éducation reste un des premiers postes de dépense du Budget, et les ressources que lui consacre l'Etat sont en constante augmentation tous les ans.

Cet effort consenti par la Nation est une forte exigence, car le Gouvernement est persuadé que c'est là que se joue le sort du Sénégal dans les prochaines décennies.

Dans un monde soumis aux vents de la globalisation et à la fulgurance des avancées technologiques, un peuple bien formé aura de meilleures chances de trouver une place de choix dans le concert des grandes Nations. Tandis que les Etats qui n'auront pas suffisamment investi dans leur capital humain se retrouveront en queue de peloton. Le Sénégal réclame une place au banquet de l'Universel.

PROGRAMME EMPLOI DES JEUNES : REPARTITION PAR PILIER					
Piliers	Objet	Prévisions 2021	Prévisions 2022	Prévisions 2023	Total Général
Recrutement Spécial	Recrutement de 5 000 enseignants	9 750 000 000	14 750 000 000	14 750 000 000	39 250 000 000
	Recrutement de 6000 agents de sécurité	4 800 000 000	7 200 000 000	7 200 000 000	19 200 000 000
	Recrutement 12 000 jeunes volontaires du progrès pour le programme de nettoyage	7 680 000 000	11 520 000 000	11 520 000 000	30 720 000 000
	Emplois de 10 000 jeunes pour le reboisement	6 400 000 000	9 600 000 000	9 600 000 000	25 600 000 000
	Volontaires de la santé (400)	256 000 000	384 000 000	384 000 000	1 024 000 000
	Volontaires du service civique national (750)	480 000 000	720 000 000	720 000 000	1 920 000 000
	Animateurs socio-éducatifs (500)	320 000 000	480 000 000	480 000 000	1 280 000 000
	Guides touristiques (200)	128 000 000	192 000 000	480 000 000	800 000 000
	Stadiers	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000
	<b>Total 1</b>	<b>30 064 000 000</b>	<b>45 096 000 000</b>	<b>45 384 000 000</b>	<b>120 544 000 000</b>
Projets publics d'intérêt communautaire	Pavage (4 000)	<b>2 858 571 429</b>	<b>5 715 714 286</b>	<b>7 145 714 286</b>	<b>15 720 000 001</b>
	PROMOVILLES (2 000)	1 428 571 429	4 285 714 286	4 285 714 286	10 000 000 000
	AGETIP (2 000)	1 430 000 000	1 430 000 000	2 860 000 000	5 720 000 000
	Entretien courant des routes non classées (11 150)	<b>4 460 000 000</b>	<b>6 690 000 000</b>	<b>6 690 000 000</b>	<b>17 840 000 000</b>
	<b>Total 2</b>	<b>7 318 571 429</b>	<b>12 405 714 286</b>	<b>13 835 714 286</b>	<b>33 560 000 000</b>
Emplois au secteur privé aidés	Convention Etat-Employeur (15 000)	7 499 999 970	14 999 999 940	14 999 999 940	37 499 999 850
	<b>Total 3</b>	<b>7 499 999 970</b>	<b>14 999 999 940</b>	<b>14 999 999 940</b>	<b>37 499 999 850</b>
Projet d'investissement publics à haute intensité de Main d'Œuvre	Projet d'aménagement des fermes intégrées valorisant les Energies Renouvelables et Développement des Filières Horticoles (PAFIVERFH/ANIDA) (25 950)	9 000 000 000	8 500 000 000	6 500 000 000	24 000 000 000
	<b>Total 4</b>	<b>9 000 000 000</b>	<b>8 500 000 000</b>	<b>6 500 000 000</b>	<b>24 000 000 000</b>
Apprentissage - Formation	Programme Sénégalais pour l'Emploi des Jeunes (PSE J) (3 300)	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	4 500 000 000
	Apprentissage (30 000)	6 588 000 000	10 608 000 000	11 483 500 000	28 679 500 000
	Formation professionnelle (40 000)	3 000 000 000	6 000 000 000	3 000 000 000	12 000 000 000
	<b>Total 5</b>	<b>11 088 000 000</b>	<b>18 108 000 000</b>	<b>15 983 500 000</b>	<b>45 179 500 000</b>
Financement Entreprenariat et Autonomisation	Nano crédits (236 842)	12 784 248 918	14 284 248 918	16 284 248 918	43 352 746 754
	Appui aux secteurs et métiers (115 864)	62 245 179 683	26 606 036 856	27 012 536 856	115 863 753 396
	<b>Total 6</b>	<b>75 029 428 601</b>	<b>40 890 285 774</b>	<b>43 296 785 774</b>	<b>159 216 500 150</b>
Subvention aux tenues scolaires	Appui : Subvention aux tenues scolaires	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	<b>30 000 000 000</b>
	<b>Total 7</b>	<b>10 000 000 000</b>	<b>10 000 000 000</b>	<b>10 000 000 000</b>	<b>30 000 000 000</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>150 000 000 000</b>	<b>150 000 000 000</b>	<b>150 000 000 000</b>	<b>450 000 000 000</b>

## **B- Une stratégie universelle de vaccination :**

Le Sénégal a pris l'option d'une stratégie de vaccination étendue à toute la population, en deux phases :

- (i) une première phase de vaccination centrée sur les cibles prioritaires, lesquelles représentent environ 20% de la population, afin d'assurer la protection des cibles les plus fragiles (personnes âgées) et les plus exposées (personnels sanitaires et de sécurité, personnes souffrant de comorbidités), pour assurer leur protection et éviter ainsi les cas graves et les décès ;
- (ii) une seconde phase de vaccination étendue aux 80% restants, afin d'assurer leur protection et interrompre ainsi la chaîne de transmission de la maladie.

Pour mettre en œuvre cette stratégie, la LFR consacre un accroissement du budget du Ministère de la Santé et de l'Action sociale d'un montant de **40 milliards** de FCFA, sur financement de la Banque mondiale (intégrant un élément don de 50%).

Par ailleurs, la LFR consacre un **financement complémentaire au secteur de l'énergie**, suite à la remontée des cours mondiaux du pétrole (compensation tarifaire et pertes commerciales), pour un montant de **64 milliards FCFA** qui vient s'ajouter aux 46 milliards FCFA déjà prévus dans la LFI 2021, soit au total 110 milliards FCFA.

## **III. QUEL IMPACT CONCRET SUR LE BUDGET 2021 ?**

### **A. Ce qui change : des variations dans les grandes masses du budget**

Le premier changement est fondamental : il s'agit de la prévision de croissance pour 2021, qui est corrigée de **5,2% à 3,7%**.

Il faut dire qu'en 2020, le Sénégal faisait partie des rares pays au monde à avoir terminé l'année avec un PIB en hausse, de **1,5%**, à la faveur de performances agricoles record et de la mise en œuvre du PRES, qui, sur le plan macroéconomique, avaient réussi à atténuer les effets dévastateurs de la pandémie sur les autres secteurs économiques, notamment le tourisme, l'hôtellerie, la restauration, les transports et, dans une certaine mesure, le secteur secondaire.

Pour 2021, le Gouvernement s'est inscrit dans un volontarisme économique justifié, en misant sur un programme de relance ambitieux, le PAP 2A, articulé à une nouvelle loi sur les contrats de partenariat public-privé, ce qui justifiait la prévision de croissance économique de 5,2%.

Mais il se trouve que l'économie sénégalaise est imbriquée dans des chaînes de valeurs mondiales et notre politique économique dépend aussi de la bonne santé des économies de nos partenaires extérieurs. Or chez certains d'entre eux, et pas des moindres (Union européenne, Inde, Turquie, etc.), la reprise sera plus lente que prévue, la faute à des deuxième, troisième, voire quatrième vagues de Covid-19.

Le principe de prudence oblige donc le Sénégal à revoir à la baisse sa prévision de croissance, ce qui entraîne des effets en cascade sur le contenu du Budget.

Ainsi, la présente LFR pour 2021 est arrêtée à **3 170,4 milliards** de FCFA en recettes et **3 987,5 milliards** de FCFA en dépenses, ce qui dégage en valeur absolue un déficit budgétaire de **817 milliards** FCFA, en hausse de **73,1 milliards** de FCFA, soit une progression de 0,4 point du PIB (il se situait à **5%** dans la LFI).

Ce déficit sera financé à hauteur de **556 milliards** de FCFA par des tirages sur les prêts-projets, les emprunts programmes pour **105 milliards** de FCFA et les autres emprunts nets pour **156 milliards** de FCFA.

Il faut dire que l'Etat, tout en reprenant le sentier de la consolidation budgétaire, a pris la responsabilité de desserrer la contrainte du déficit pour se donner l'espace budgétaire suffisant lui permettant de répondre notamment aux préoccupations de la jeunesse.

C'est loin d'être une hérésie car si la Covid-19 a réussi à créer un consensus parmi les économistes du monde entier, c'est bien celui-là : l'heure n'est plus aux économies, à l'équilibre des comptes publics, mais à la dépense, celle susceptible de préserver l'activité économique et son corollaire, l'emploi. Le système doit être irrigué pour éviter son effondrement, qui serait fort préjudiciable à la situation sociale.

C'est la raison pour laquelle, comparativement à la LFI 2021, qui était arrêtée en recettes à **3 225,9 milliards** de FCFA et en dépenses à **3 969,9 milliards** FCFA, la LFR :

- ✓ acte une baisse des recettes de **55,5 milliards FCFA (-1,7%)**, en raison principalement de la diminution des dons-projets pour **40 milliards** de FCFA, ainsi que celle des recettes non fiscales pour **15,5 milliards** de FCFA ;
- ✓ constate une hausse des dépenses pour **17,6 milliards** de FCFA (**+0,5%**).

Dans le détail, les recettes se répartissent comme suit :

- recettes fiscales : **2 564,5 milliards** de FCFA, maintenues au même niveau que pour la LFI ;
- recettes non fiscales : **118 milliards** de FCFA contre **133,5 milliards** de FCFA dans la LFI ; soit une baisse de **15,5 milliards** de FCFA ;
- recettes exceptionnelles : **60 milliards** de FCFA, attendues du programme de cessions foncières dans la zone de l'Aéroport Léopold Sédar SENGHOR, confié à la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- tirages sur dons-projets : **228 milliards** de FCFA contre **268 milliards** de FCFA dans la LFI, soit une baisse de **40 milliards** de FCFA ;
- dons budgétaires : **64 milliards** de FCFA, soit au même niveau que pour la LFI.

Pour ce qui concerne la fiscalité intérieure, de nouvelles mesures de politique et d'administration fiscales seront mises en œuvre pour atteindre les prévisions de recettes, avec un rendement total escompté de 60 milliards de FCFA. Il s'agira :

- de clarifier le champ d'application de la loi instituant le prélèvement pour défaut de conformité fiscale (10 milliards de FCFA attendus) ;
- d'instituer une taxe sur les bouillons alimentaires (25 milliards de FCFA attendus) ;
- de revoir à la hausse la taxation des jeux de hasard (1,5 milliard de FCFA de recettes supplémentaires) ;
- d'augmenter les efforts d'élargissement de l'assiette, notamment, l'identification des contribuables qui échappaient jusqu'ici au système d'imposition (6,5 milliards de FCFA escomptés) ;
- de renforcer la conformité des contribuables en matière d'impôts et taxes retenus à la source (16 milliards de FCFA attendus).

Pour conforter les recettes douanières, malgré une conjoncture économique peu reluisante, l'Etat compte sur des mesures d'administration. Ces mesures, dont le rendement escompté, se situe à 40 milliards de FCFA, comprennent notamment :

- une meilleure gouvernance de la valeur en douane, à travers un suivi des 50 produits les plus pourvoyeurs de recettes ;
- un renforcement du contrôle après dédouanement axé sur les produits à risque ;
- un suivi plus affiné, dans le portefeuille des créances, des niches attendues de la TVA suspendue ;
- un contrôle ciblé d'apurement des comptes de régimes suspensifs au niveau des unités de première ligne et a posteriori, qui s'appuiera également sur la modernisation du transit avec l'interconnexion des systèmes informatiques des pays concernés, en vue de minimiser les déperditions de recettes sur le critère des déclarations non apurées ;
- une disponibilité permanente du système de dédouanement GAINDE, avec le lancement déjà effectif d'une nouvelle version plus robuste et hautement disponible permettant d'assurer, d'amont en aval du processus de dédouanement, une bonne prise en charge des marchandises adossée à un fichier valeur dynamique ;
- enfin, la poursuite de la rationalisation des dépenses fiscales par une automatisation plus poussée de l'application de gestion et de suivi des exonérations.

Parallèlement, le Gouvernement veillera à une entière appropriation de la Stratégie de Recettes à Moyen Terme (SRMT) par les administrations de recettes, afin d'atteindre l'objectif de pression fiscale de 20 % du PIB en 2023. Les mesures suivantes, visant à accélérer la mise en œuvre de la SRMT, seront prises d'ici à fin juin 2021 :

- développement et lancement d'une campagne de communication interne et externe ;
- organisation d'un évènement de haut niveau avec toutes les parties prenantes pour approuver la matrice révisée d'exécution de la SRMT et assurer sa bonne appropriation par les entités publiques en charge de sa mise en œuvre ;
- mise en place des organes de pilotage de la SRMT avec la nomination des membres du comité stratégique dirigé par le Ministre des Finances et du Budget, et la suppression du Comité de pilotage pour limiter les goulets d'étranglement ;
- opérationnalisation de l'unité d'exécution stratégique ;
- adoption d'un plan de suivi et d'évaluation de la SRMT.

Quant aux dépenses du budget général, elles enregistrent une variation à la hausse de **17,6 milliards** de FCFA et se décomposent comme suit :

- charges financières de la dette publique (intérêts et commissions) : **321,7 milliards** FCFA contre **327 milliards** de FCFA par rapport à la LFI 2021, soit une baisse de **5,3 milliards** de FCFA, à la faveur de l'Initiative (portée par le G20) de suspension du service de la dette ;
- dépenses de personnel : **904,9 milliards** de FCFA, niveau inchangé par rapport à la LFI ;
- dépenses d'acquisition de biens et services et de transferts courants : **1 099,9 milliards** de FCFA contre **1007 milliards** de FCFA dans la LFI, soit une hausse de **92,9 milliards** de FCFA ;
- dépenses en capital sur ressources internes : elles passent de **751 milliards** de FCFA à **741 milliards** de FCFA, soit une baisse de **10 milliards** de FCFA ;
- dépenses en capital sur ressources externes : elles passent aussi de **844 milliards** de FCFA à **784 milliards** de FCFA dans la présente LFR, soit une baisse de **60 milliards** de FCFA.

Ces dépenses comprennent toujours la **réserve de précaution** dotée de **66 milliards FCFA** pour 2021 afin de tenir compte du contexte d'incertitude de la situation pandémique et de ses conséquences socio-économiques qui pourraient contrarier le recouvrement des recettes.

En outre, une révision du plan d'apurement des obligations impayées a été opérée dans le sens de son paiement en 2021 et 2022 à hauteur de **41 milliards FCFA** et **102 milliards FCFA** respectivement.

Pour ce qui concerne les comptes spéciaux du Trésor, ils restent à leur niveau de la LFI, soit **135,95 milliards** de FCFA.

<b>RUBRIQUES</b>	<b>LFI 2021</b>	<b>LFR</b>	<b>ECART LFI 2021/LFR</b>	
<b>I. BUDGET GENERAL</b>				
<i>Recettes fiscales</i>	2 564,5	2 564,5	-	0,0%
<i>Recettes non fiscales</i>	133,5	118,0	- 15,5	-11,6%
<i>Recettes exceptionnelles</i>	60,0	60,0	-	0,0%
<b>Total recettes internes</b>	<b>2 758,0</b>	<b>2 742,5</b>	- 15,5	-0,6%
<i>Tirages sur Dons en capital (projet)</i>	268,0	228,0	- 40,0	-14,9%
<i>Dons budgétaires</i>	64,0	64,0	-	0,0%
<b>Total recettes externes</b>	<b>332,0</b>	<b>292,0</b>	- 40,0	-12,0%
<b>RECETTES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 090,0</b>	<b>3 034,5</b>	- 55,5	-1,8%
<b>RECETTES CST</b>			-	
<i>Comptes affectation spéciale</i>	113,8	113,8	-	0,0%
<i>Compte de commerce</i>	0,2	0,2	-	0,0%
<i>Compte de prêts</i>	20,8	20,8	-	0,0%
<i>Compte d'avances</i>	0,8	0,8	-	0,0%
<i>Compte de garanties et aval</i>	0,5	0,5	-	0,0%
<b>RECETTES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>136,0</b>	-	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 225,9</b>	<b>3 170,4</b>	- 55,5	-1,7%
<i>Intérêts de la dette</i>	327,0	321,7	- 5,3	-1,6%
<i>Dépenses de personnel</i>	904,9	904,9	-	0,0%
<i>Acquisitions de biens et services et transferts courants</i>	<b>1 007,0</b>	<b>1 099,9</b>	<b>92,9</b>	<b>9,2%</b>
<b>Total dépenses courantes</b>	<b>2 238,9</b>	<b>2 326,5</b>	<b>87,6</b>	<b>3,9%</b>
<i>Dépenses capital sur ress. internes</i>	751,0	741,0	- 10,0	-1,3%
<i>Investissements sur ressources externes</i>	844,0	784,0	- 60,0	-7,1%
<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>1 595,0</b>	<b>1 525,0</b>	- 70,0	-4,4%
<b>DEPENSES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 833,9</b>	<b>3 851,5</b>	<b>17,6</b>	<b>0,5%</b>
<i>Comptes affectation spéciale</i>	113,8	113,8	-	0,0%
<i>Compte de commerce</i>	0,2	0,2	-	0,0%
<i>Compte de prêts</i>	20,8	20,8	-	0,0%
<i>Compte d'avances</i>	0,8	0,8	-	0,0%
<i>Compte de garanties et aval</i>	0,5	0,5	-	0,0%
<b>DEPENSES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>136,0</b>	-	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 969,9</b>	<b>3 987,5</b>	<b>17,6</b>	<b>0,4%</b>
<b>Solde budgétaire global</b>	- 743,9	- 817,0	- 73,1	
<b>% PIB Déficit</b>	<b>-5%</b>	<b>-5,4%</b>		

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFI 2021	LFR 2021	ECART LFI 2020/LFI 2021	
<i>Amortissement de la dette</i>	619,3	557,1	- 62,2	-10%
<i>Financement déficit</i>	743,9	817,0	73,1	10%
<i>Rachat Eurobonds</i>		508,5		
<i>Déficit OPEX</i>		30,0		
<b>Total remboursement</b>	<b>1 363,2</b>	<b>1 912,6</b>	<b>549,4</b>	<b>40%</b>
Couverture du besoin de financement				
<i>Emprunts projets</i>	576,0	556,0	- 20,0	-3,5%
<i>emprunts programmes</i>	105,0	292,0	187,0	178,1%
<i>Autres emprunts</i>	682,2	1 064,6	382,4	56,1%
<b>Total tirages</b>	<b>1 363,2</b>	<b>1 912,6</b>	<b>549,4</b>	<b>40%</b>
<b>Déficit</b>	<b>- 743,9</b>	<b>- 817,0</b>	<b>- 73,1</b>	
<b>PIB</b>	<b>14 991</b>	<b>14 999</b>		
<b>Déficit</b>	<b>-5%</b>	<b>-5,4%</b>		

## **B. Ce qui ne change pas : le sérieux budgétaire, en dépit des circonstances difficiles**

La Covid-19 a lancé un défi sans précédent aux finances publiques de tous les Etats de la planète. Mais dans la manière d'y répondre, une même méthode est utilisée partout : l'interventionnisme budgétaire.

Il faut dépenser pour prévenir et dépister les cas de contamination, dépenser pour soigner les malades, dépenser pour produire ou acheter des vaccins, dépenser pour assister les travailleurs qui ont perdu leurs emplois ou leurs sources de revenus, subventionner pour soutenir les entreprises qui ont perdu leurs clients ou leurs sources d'approvisionnement, etc.

Il faut dépenser dans un contexte où la morosité économique provoque un tarissement des ressources fiscales de l'Etat. C'est cela qui explique l'envolée des déficits budgétaires à travers le monde et, par effet mécanique, l'augmentation des stocks de dette publique.

Mais tout en étant concentré sur la résolution des urgences, sur la gestion du court terme, le Gouvernement ne perd pas de vue le long terme : ouvrir les vannes du déficit et de la dette, oui car c'est une condition de survie ; mais éviter d'annihiler tous les gains obtenus dans l'assainissement des comptes publics depuis 2012.

C'est pourquoi, jusqu'au cœur de la tempête provoquée par la Covid-19, le Sénégal s'efforce de garder le cap suivant : piloter ses finances publiques avec rigueur car c'est la condition d'un cadre macroéconomique sain, qui lui-même constitue le socle de l'émergence.

C'est ainsi que le Gouvernement continue d'exécuter sa politique économique dans le cadre du programme soutenu par l'Instrument de Coordination de Politiques économiques (ICPE).

Les résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés ont été jusqu'ici globalement satisfaisants, malgré les circonstances difficiles.

À l'exception du plafond sur les marchés publics en entente directe, tous les objectifs quantitatifs de l'ICPE à fin 2020 ont été atteints.

Seule la part des marchés d'approvisionnement à fournisseur unique dépassait le plafond du programme (21,8% contre un objectif de 15%), car les marchés liés à l'urgence sanitaire de la Covid-19 étaient autorisés à suivre exceptionnellement des procédures d'entente directe par un décret pris à cet effet. Toutefois, ce décret a été abrogé en septembre 2020.

Six des neuf objectifs de réforme de fin décembre 2020 ont été atteints. Les trois autres à savoir : (i) l'adoption et la mise en œuvre de l'arrêté sur le prélèvement de conformité fiscale, (ii) l'audit externe de la base de données de la dette publique (iii) et l'adoption du projet de loi sur le partage des revenus des hydrocarbures ont connu des retards, mais devraient être effectifs d'ici fin juin 2021.

En matière de gestion budgétaire, la trajectoire du déficit reste ancrée sur le retour à l'objectif de **3% du PIB** en **2023**.

Le Gouvernement entend continuer d'assurer la transparence des dépenses fiscales et s'engage à les réduire graduellement. Toujours sur le plan de la politique fiscale, l'enrôlement de 150 000 nouveaux contribuables est prévu, dont 75 000 à fin juin 2022.

L'amélioration du taux de conformité des contribuables assujettis à la retenue à la source sur les salaires permettra d'enrôler 80 000 cotisants supplémentaires, dont 40 000 à fin juin 2022.

Au niveau de la gestion des dépenses, le Gouvernement entend prioriser les mesures suivantes pour 2021-2022 :

- 1- la poursuite de la déconcentration de l'ordonnancement et la mise en œuvre du budget programme engagée depuis 2020 ;
- 2- la rationalisation du recours aux comptes de dépôt, grâce à la réduction des transferts de l'Etat et au reclassement des transferts en capital en dépenses d'investissements exécutés par l'Etat, dans les cas où les agences exécutent des investissements pour le compte de l'Etat ;
- 3- une analyse plus détaillée des dépenses de transferts courants selon leur nature économique à partir de 2022, en vue d'un reclassement graduel vers les dépenses d'acquisition de biens et services ainsi que l'inscription de la totalité des besoins en subventions dans la loi de finances pour 2022 ;

- 4- la consolidation du compte unique du Trésor pour optimiser la gestion de la trésorerie de l'Etat, avec à terme, le rapatriement de tous les comptes des entités assurant des missions de service public non marchand, concomitamment à l'amélioration continue des services du Trésor banquier ;
- 5- une meilleure gestion des risques budgétaires grâce à : (i) l'établissement d'une base de données sur les partenariats public-privé (PPP) et les accords d'achat d'électricité, à conclure d'ici à fin juin 2021 ; (ii) l'adoption d'une méthodologie d'évaluation des risques budgétaires liés aux entreprises publiques et aux PPP ; (iii) la préparation d'une déclaration des risques budgétaires qui sera annexée à la loi de finances pour 2022.

Enfin, pour ce qui concerne la dette publique, il faut reconnaître qu'elle reste très vulnérable à une augmentation des taux d'intérêt mondiaux limitant les capacités d'absorption de nouveaux chocs à court terme. Ce risque reste toutefois encadré par l'orientation accommodante des politiques monétaires de la Federal Reserve Bank aux Etats-Unis et de la Banque Centrale Européenne et rend un tel scénario improbable dans les court et moyen termes (or d'ici 2023, le Sénégal aura fini d'effacer l'essentiel des effets de la pandémie sur ses comptes publics).

Toujours est-il que le Gouvernement continuera de privilégier les financements concessionnels sur le marché régional, afin de maintenir la viabilité de la dette et d'éviter de basculer dans le risque de surendettement. Le recours aux prêts non-concessionnels ne sera retenu que pour financer les projets présentant un taux de rentabilité interne élevé.

Le Gouvernement poursuivra le dialogue avec tous les créanciers bilatéraux pour bénéficier du plein effet de l'Initiative de suspension du service de la dette du G20.

Cette politique prudente d'endettement sera accompagnée d'efforts pour améliorer la gestion de la dette. Le Gouvernement poursuivra les efforts pour renforcer la capacité opérationnelle du Comité national de la dette publique pour l'analyse des termes de financement des projets, y compris les PPP. L'audit externe technique et fonctionnel de la plateforme de gestion informatisée de la base de données de la dette est en cours et sera achevé avant fin juin 2021. Les recommandations seront exploitées et intégrées dans un plan d'actions.

Au total, la gestion des finances publiques du Sénégal dans ce contexte de crise peut être résumée par l'expression « *plie mais ne rompt pas* ».

## EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

## **PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT**

**ARTICLE PREMIER** : Les dispositions des articles premier, 2,5,11,12 et 13 de la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020 portant loi de finances pour l'année 2021 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

### **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT**

Les ressources et les charges de l'Etat constituées des recettes et des dépenses budgétaires ainsi que des ressources et charges de trésorerie ont été modifiées.

#### **A – Dispositions relatives aux ressources**

##### **ARTICLE PREMIER MODIFIE : Prévision et autorisation des recettes du budget général**

Cet article prévoit et autorise les recettes du budget général évaluées sur la base, des projections révisées du programme économique et financier du mois d'avril 2021. Elles sont arrêtées à 3 034 479 030 000 FCFA pour la présente loi de finances rectificative pour l'année 2021.

Ces recettes du budget général sont composées des recettes internes pour un montant de 2 742 526 030 000 FCFA, des recettes externes d'un montant de 291 953 000 000 FCFA (dons budgétaires pour un montant de 63 953 000 000 FCFA et des tirages sur dons en capital pour un montant de 228 000 000 000 FCFA). Le détail des recettes du budget général est donné en annexe 1 de la présente loi de finances.

##### **Texte de l'article :**

*« I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à la somme de 2 742 526 030 000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.*

*II – Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 291 953 000 000 FCFA.*

*III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 3 034 479 030 000 FCFA ».*

## **ARTICLE 2 MODIFIE : Prévion et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat**

### **Exposé des motifs**

Les ressources de trésorerie révisées pour l'année 2021 sont estimées à un montant de 1 912 620 970 000 FCFA. Elles sont composées :

- des emprunts projets pour un montant de 556 000 000 000 FCFA ;
- des emprunts programme évalués à 292 000 000 000 FCFA ;
- et d'autres emprunts pour un montant de 1 064 620 970 000 FCFA.

### **Texte de l'article**

*« I- Pour l'année 2021, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 1 912 620 970 000 FCFA et correspondent aux autorisations sollicitées du Parlement pour intervenir sur les marchés.*

*II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et/ou internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »*

## **B – Dispositions relatives aux charges**

### **B.1 BUDGET GENERAL**

#### **ARTICLE 5 MODIFIE : Les dépenses du budget général**

##### **Exposé des motifs**

Le plafond des autorisations d'engagement et des crédits de paiements du budget général sont respectivement fixés, dans la loi de finances rectificative de l'année 2021, à 9 760 827 892 191 FCFA et 3 851 500 000 000 FCFA.

##### **Texte de l'article :**

*« I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 3 851 500 000 000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :*

<i>- Intérêts et commissions :</i>	<i>321 740 000 000 FCFA</i>
<i>- Dépenses de personnel :</i>	<i>904 900 000 000 FCFA</i>
<i>- Autres dépenses courantes :</i>	<i>1 099 860 000 000 FCFA</i>
<i>- Dépenses en capital :</i>	<i>1 525 000 000 000 FCFA</i>

*II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 9 760 827 892 191 FCFA réparties par catégorie comme suit :*

- Intérêts et commissions :	321 740 000 000 FCFA
- Dépenses de personnel :	904 900 000 000 FCFA
- Autres dépenses courantes :	1 100 310 000 000 FCFA
- Dépenses en capital :	7 433 877 892 191 FCFA

*Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.*

### **B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE**

#### **ARTICLE 11 MODIFIE : Evaluation des charges de trésorerie**

##### **Exposé des motifs**

Pour l'année 2021, les charges de trésorerie sont revues et portent sur un montant de 1 912 620 970 000 FCFA dans la présente loi de finances rectificative et concernent principalement l'amortissement de la dette, le déficit et le rachat des Euro bonds.

##### **Texte de l'article**

*« Pour l'année 2021, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 1 912 620 970 000 FCFA ».*

### **TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

#### **ARTICLE 12 : Equilibre budgétaire et financier**

##### **Exposé des motifs**

Le présent article arrête les données générales de l'équilibre budgétaire et financier et autorise également le Ministre chargé des Finances à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer le besoin de financement de l'Etat.

##### **Texte de l'article**

*« I - Pour la loi de finances rectificative de l'année 2021, les prévisions de ressources et les plafonds de charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :*

RUBRIQUES	LFI 2021	LFR	ECART LFI 2021/LFR	
<b>I. BUDGET GENERAL</b>				
<i>Recettes fiscales</i>	2 564,5	2 564,5	-	0,0%
<i>Recettes non fiscales</i>	133,5	118,0	- 15,5	-11,6%
<i>Recettes exceptionnelles</i>	60,0	60,0	-	0,0%
<b>Total recettes internes</b>	<b>2 758,0</b>	<b>2 742,5</b>	- 15,5	-0,6%
<i>Tirages sur Dons en capital (projet)</i>	268,0	228,0	- 40,0	-14,9%
<i>Dons budgétaires</i>	64,0	64,0	-	0,0%
<b>Total recettes externes</b>	<b>332,0</b>	<b>292,0</b>	- 40,0	-12,0%
<b>RECETTES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 090,0</b>	<b>3 034,5</b>	- 55,5	-1,8%
<b>RECETTES CST</b>			-	
<i>Comptes affectation spéciale</i>	113,8	113,8	-	0,0%
<i>Compte de commerce</i>	0,2	0,2	-	0,0%
<i>Compte de prêts</i>	20,8	20,8	-	0,0%
<i>Compte d'avances</i>	0,8	0,8	-	0,0%
<i>Compte de garanties et aval</i>	0,5	0,5	-	0,0%
<b>RECETTES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>136,0</b>	-	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 225,9</b>	<b>3 170,4</b>	- 55,5	<b>-1,7%</b>
<i>Intérêts de la dette</i>	327,0	321,7	- 5,3	-1,6%
<i>Dépenses de personnel</i>	904,9	904,9	-	0,0%
<i>Acquisitions de biens et services et transferts courants</i>	<b>1 007,0</b>	<b>1 099,9</b>	<b>92,9</b>	<b>9,2%</b>
<b>Total dépenses courantes</b>	<b>2 238,9</b>	<b>2 326,5</b>	<b>87,6</b>	<b>3,9%</b>
<i>Dépenses capital sur ress. internes</i>	751,0	741,0	- 10,0	-1,3%
<i>Investissements sur ressources externes</i>	844,0	784,0	- 60,0	-7,1%
<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>1 595,0</b>	<b>1 525,0</b>	- 70,0	<b>-4,4%</b>
<b>DEPENSES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 833,9</b>	<b>3 851,5</b>	<b>17,6</b>	<b>0,5%</b>
<i>Comptes affectation spéciale</i>	113,8	113,8	-	0,0%
<i>Compte de commerce</i>	0,2	0,2	-	0,0%
<i>Compte de prêts</i>	20,8	20,8	-	0,0%
<i>Compte d'avances</i>	0,8	0,8	-	0,0%
<i>Compte de garanties et aval</i>	0,5	0,5	-	0,0%
<b>DEPENSES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>136,0</b>	-	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 969,9</b>	<b>3 987,5</b>	<b>17,6</b>	<b>0,4%</b>
<b>Solde budgétaire global</b>	- 743,9	- 817,0	- 73,1	
<b>% PIB Déficit</b>	<b>-5%</b>	<b>-5,4%</b>		

« II - Le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 1 912 620 970 000 FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

## ARTICLE 13 MODIFIE : Approbation du tableau de financement

### Exposé des motifs

Le présent article a pour objet d'approuver le tableau de financement révisé qui récapitule les prévisions de ressources et de charges de trésorerie.

### Texte de l'article :

« Le tableau de financement de la présente loi de finances rectificative 2021 est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur. »

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFI 2021	LFR 2021	ECART LFI 2020/LFI 2021	
<i>Amortissement de la dette</i>	619,3	557,1	- 62,2	-10%
<i>Financement déficit</i>	743,9	817,0	73,1	10%
<i>Rachat Eurobonds</i>		508,5		
<i>Déficit OPEX</i>		30,0		
<b>Total remboursement</b>	<b>1 363,2</b>	<b>1 912,6</b>	<b>549,4</b>	<b>40%</b>
Couverture du besoin de financement				
<i>Emprunts projets</i>	576,0	556,0	- 20,0	-3,5%
<i>emprunts programmes</i>	105,0	292,0	187,0	178,1%
<i>Autres emprunts</i>	682,2	1 064,6	382,4	56,1%
<b>Total tirages</b>	<b>1 363,2</b>	<b>1 912,6</b>	<b>549,4</b>	<b>40%</b>
<b>Déficit</b>	<b>- 743,9</b>	<b>- 817,0</b>	<b>- 73,1</b>	
<b>PIB</b>	<b>14 991</b>	<b>14 999</b>		
<b>Déficit</b>	<b>-5%</b>	<b>-5,4%</b>		

## **DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 2 :** Les dispositions des articles 14,16,17, 18 et 25 de la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020 portant loi de finances pour l'année 2021 sont abrogées et remplacées par celles des articles citées ci-dessous.

Par ailleurs, cette partie intègre de nouvelles dispositions modifiant le Code général des Impôts ainsi que d'autres dispositions diverses.

### **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS**

#### **A. 1 Programmes du Budget général**

#### **ARTICLE 14 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement**

##### **Exposé des motifs**

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative de 2021, au titre des programmes du budget général s'élèvent respectivement à 8 975 611 680 062 FCFA et 3 105 087 954 847 FCFA.

La répartition par section et par programme des crédits de paiement est donnée en annexe de la présente loi de finances.

##### **Texte de l'article :**

*« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 8 975 611 680 062 FCFA et 3 105 087 954 847 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses ».*

#### **B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL**

#### **ARTICLE 16 MODIFIE : Dotations des institutions**

##### **Exposé des motifs**

Conformément aux dispositions de l'article 12, alinéa 3, il est ouvert pour la loi de finances rectificative pour 2021, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement pour les Institutions s'élevant respectivement à 177 938 845 500 FCFA et 143 634 678 524 FCFA, selon la répartition par dotation de l'annexe 2.

## **Texte de l'article :**

*« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 177 938 845 500 FCFA et 143 634 678 524 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégorie de dépenses. »*

## **ARTICLE 17 MODIFIE : Dotation des charges communes**

### **Exposé des motifs**

En application des dispositions de l'article 14 de loi organique, il est ouvert pour la loi de finances rectificative pour 2021, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement pour les charges communes pour des montants respectifs de 285 537 366 629 FCFA et 281 037 366 629 FCFA.

### **Texte de l'article :**

*« Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021 au titre des charges communes est fixé à la somme de 285 537 366 629 FCFA ».*

*« Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 281 037 366 629 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégorie de dépenses ».*

## **A. 3 – Dotation intérêts de la dette publique**

## **ARTICLE 18 MODIFIE : charges financières de la dette**

### **Exposé des motifs**

Les charges financières de la dette ont été modifiées à la faveur de l'Initiative de suspension du service de la dette entraînant une économie de 5,3 milliards FCFA sur les intérêts et commissions.

### **Texte de l'article :**

*« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges financières de la dette publique, sont révisés à 321 740 000 000 FCFA conformément à l'annexe II représentant la répartition par catégories de dépenses ».*

## **TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES**

## **ARTICLE 25 MODIFIE : Disposition abrogeant l'article 25 de la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020 portant loi de finances pour l'année 2021**

### **Exposé des motifs**

A la faveur de la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020, portant loi de finances pour l'année 2021, il a été institué un régime fiscal dérogatoire au profit des établissements d'hébergement touristiques agréés et des entreprises de presse, dans le but de les accompagner eu égard aux impacts de la pandémie liée à la Covid19.

Ainsi, aux termes des dispositions de l'article 25 de ladite loi, les prestations réalisées par lesdites entreprises ne sont pas recherchées en paiement de la TVA.

La mise en œuvre de ces dispositions révèle qu'elles créent une rémanence de la taxe car les assujettis ne peuvent pas déduire la TVA facturée par leurs fournisseurs de biens et services.

Par ailleurs, pour le secteur du tourisme la réintroduction de la TVA à la fin de la période dérogatoire pourrait être perçue par les clients notamment étrangers comme une augmentation non justifiée des tarifs pratiqués dans ledit secteur.

La présente mesure a ainsi pour objet de corriger cette situation qui peut compromettre la compétitivité de ces entreprises.

### **Texte de l'article :**

*« Les dispositions de l'article 25 de la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020, portant loi de finances pour l'année 2021 sont abrogées ».*

## **ARTICLES 45,46,47,48,49,50,51,52,53,54,55,56 et 57 : Modification de certaines dispositions du Code général des Impôts**

### **Exposé des motifs**

La mise en œuvre de la deuxième phase du PSE et du programme de relance de l'économie à travers la stratégie de mobilisation des recettes (SRMT) nécessite la révision de certaines dispositions du Code général des Impôts dans le but d'améliorer le niveau des ressources publiques et de renforcer la cohérence du système fiscal.

A ce titre, il est institué au profit de l'Etat une taxe spécifique sur les Bouillons alimentaires. Son taux est de 25%, applicable aux bouillons alimentaires produits ou importés au Sénégal.

En plus de son rendement budgétaire, cette taxe est appelée à jouer un rôle significatif dans la lutte contre les externalités négatives induites par la consommation de ce type de produits.

Dans le même sillage, il est proposé un rehaussement du taux des droits de timbre sur le pari mutuel de 3% à 7%.

Par ailleurs, pour plus d'efficacité dans l'application du prélèvement de conformité fiscale, la référence à la liste des produits prévue par les dispositions de l'article 220 bis du Code général des Impôts est supprimée. En conséquence, tout importateur qui ne respecte pas ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt auprès de l'administration fiscale est soumis audit prélèvement quel que soit le produit importé.

Dans la même optique, il est envisagé, pour une meilleure application des dispositions de l'article 556 dudit Code, relatives à la taxe de plus-value immobilière, que certaines prescriptions soient précisées par arrêté du Ministre en charge des finances.

En outre, pour préserver la neutralité de la TVA à l'égard des producteurs d'énergies renouvelables, l'exonération des ventes effectuées par ces derniers est supprimée. Cette mesure vise à rendre ces producteurs plus compétitifs en leur permettant le droit à déduire notamment la TVA supportée sur leurs intrants.

Enfin, conformément aux engagements internationaux liés à l'adhésion du Sénégal au processus de lutte pour la transparence fiscale internationale, il est envisagé d'une part, de renforcer les dispositions fiscales régissant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers et, d'autre part, de rendre obligatoire l'identification des bénéficiaires effectifs des sociétés ou autres constructions juridiques tels les trusts ou fiducies afin d'appréhender les propriétaires réels de ces personnes morales ou arrangements juridiques qui peuvent constituer des véhicules à la fraude ou l'évasion fiscales internationales.

**Texte de l'article 45 :**

*Les dispositions du quatrième alinéa du IO de l'article 667 du Code général des Impôts sont supprimées.*

**Texte de l'article 46**

*L'intitulé « CHAPITRE IX Taxe sur les produits pétroliers » qui vient après l'article 442 du Code susvisé est remplacé par l'intitulé « CHAPITRE X Taxe sur les produits pétroliers ».*

**Texte de l'article 47 :**

Il est inséré après l'article 442 du Code susvisé un « CHAPITRE IX intitulé « Taxe sur les Bouillons alimentaires »

**Texte de l'article 48 :**

Il est inséré après le « CHAPITRE IX intitulé « Taxe sur les Bouillons alimentaires », les articles 442 bis, 442 ter et 442 quater ainsi rédigés :

« *Article 442 bis.* - Il est institué au profit du Budget de l'Etat une Taxe sur les Bouillons alimentaires ».

### **SECTION I : Champ d'application**

« *Article 442 ter.* - La taxe s'applique aux bouillons alimentaires produits ou importés au Sénégal, pour une utilisation directe en cuisson ou assaisonnement.

Les bouillons alimentaires sont des préparations obtenues à partir de chlorure de sodium, de substances riches en protéines ou leurs extraits et/ ou hydrolysats, ou de substances à base de végétaux avec ou addition d'exhausteurs de goûts, de substances aromatisantes, de matières grasses comestibles, d'épices de leurs extraits naturels ou distillats et de toute autre denrée alimentaire visant à améliorer la sapidité.

»

### **SECTION II : Taux**

« *Article 442 quater.* - Le taux de la Taxe sur les Bouillons alimentaires est de 25%.

### **Texte de l'article 49 :**

Il est ajouté à l'article 31 du Code susvisé les points 10 et 11 ainsi rédigés :

« *Article 31-*

*10.*

À compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2022, sauf lorsque les institutions financières ne sont pas tenues de les recueillir, les personnes physiques ou les entités qui ouvrent des comptes financiers auprès des institutions financières sont tenues de remettre une auto-certification permettant d'établir leurs résidences fiscales et, le cas échéant, une auto-certification permettant d'établir les résidences fiscales des personnes physiques qui les contrôlent.

Les modalités d'application de la présente disposition sont précisées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »

« *Article 31.-*

*11.*

Les renseignements recueillis par l'administration fiscale auprès des organismes visés à l'article 31.9 peuvent être communiqués aux administrations fiscales des pays ayant conclu avec le Sénégal des conventions permettant un échange automatique de renseignements sur les comptes financiers à des fins fiscales, dans les conditions prévues par lesdites conventions. »

### **Texte de l'article 50 :**

Il est ajouté à l'article 556 du Code susvisé un point 5 ainsi rédigé :

« *Article 556.-*  
*5.*

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »

### **Texte de l'article 51 :**

Il est ajouté à l'article 667. III du Code susvisé les points e) et f) ainsi rédigés :

« *Article 667.III. -*

e) Tout manquement à l'une des obligations prévues à l'article 633. I concernant les obligations d'identification, de conservation, de transmission et de déclaration des renseignements relatifs aux bénéficiaires effectifs est sanctionné par une amende de 10.000.000 FCFA. L'amende est due autant de fois qu'il y a de documents ou renseignements demandés et non produits, omis, incomplets ou inexacts. »

« *Article 667.III. -*

f) Tout manquement à l'une des obligations prévues à l'article 633. VI concernant les obligations d'identification, de conservation, de transmission et de déclaration des renseignements relatifs aux personnes mentionnées dans les constructions juridiques, aux bénéficiaires effectifs ainsi qu'aux actifs placés dans la construction juridique est sanctionné par une amende de 10.000.000 FCFA. L'amende est due autant de fois qu'il y a de documents ou renseignements demandés et non produits, omis, incomplets ou inexacts. »

### **Texte de l'article 52 :**

Les dispositions du point 9 de l'article 31 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 31.*

*9.-*

a) Les institutions financières, y compris les établissements de crédit et organismes assimilés, les entreprises d'assurance et de réassurance, sont tenues d'identifier les renseignements relatifs aux résidences fiscales de tous les titulaires de comptes financiers et, le cas échéant, de toutes les personnes physiques qui contrôlent ces derniers.

b) Elles communiquent à l'administration fiscale, au moyen d'une déclaration conforme au modèle prescrit par elle, tous les renseignements requis pour l'application des conventions conclues par le Sénégal permettant un échange automatique de renseignements sur les comptes financiers à des fins fiscales et, s'il y a lieu, l'absence de renseignement.

Cette déclaration contient notamment les renseignements relatifs à l'identification des titulaires de comptes financiers et, le cas échéant, celle des personnes physiques qui contrôlent ces derniers, ainsi que les renseignements financiers afférents à ces comptes, y compris les revenus de capitaux mobiliers, les soldes des comptes, la valeur de rachat des contrats d'assurance et de rente, des bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature, et le produit des cessions ou rachats d'actifs financiers.

c) Les institutions financières sont, en outre, tenues de conserver les registres des actions engagées pour satisfaire aux obligations mentionnées au présent article ainsi que les pièces justificatives, auto-certifications et autres éléments probants utilisés à cette fin pendant une période de dix ans suivant la fin de la période au cours de laquelle elles doivent communiquer les renseignements requis en vertu du b) du 9 présent article.

d) Les obligations prévues au 9 du présent article sont précisées par arrêté du Ministre en charge des Finances.

### **Texte de l'article 53 :**

Les dispositions du point 6 de l'article 220 bis du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 220 bis.-*

6.

Les modalités d'application du prélèvement de conformité fiscale sont fixées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »

### **Texte de l'article 54 :**

Les dispositions du point 27) de l'article 361 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 361.-*

27) Les livraisons de matériels destinés à la production d'énergies renouvelables dont la liste est fixée par arrêté conjoint du ministre en charge des énergies renouvelables et du Ministre en charge des Finances. »

### **Texte de l'article 55 :**

Les dispositions de l'article 516 du Code susvisé relatives au « Pari mutuel » sont modifiées comme suit :

*« Article 516.-*

Les tickets de pari mutuel sur les hippodromes et hors hippodromes, les bulletins de loto, les jeux de hasard et de pronostics diffusés sur des supports écrits ou audiovisuels, sont frappés d'un droit de timbre de 7% sur le montant des sommes engagées dans une course ou un même jeu.

Le montant de ce droit est retenu à la source par la personne organisatrice, sous sa propre responsabilité. Il devra être versé dans les 15 premiers jours du mois suivant celui où la retenue a été opérée, au niveau du bureau de recouvrement compétent. »

### **Texte de l'article 56 :**

Les dispositions des points I, III et VI de l'article 633 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 633.I. -*

I. Tout contribuable doit souscrire une déclaration d'existence dans les vingt (20) jours qui suivent celui de l'ouverture de son établissement ou du commencement de son exploitation.

La déclaration d'existence est adressée au chef du service des impôts compétent par lettre recommandée en double exemplaire.

Elle doit indiquer notamment, les prénoms et nom ou la raison sociale, l'adresse et la profession du contribuable, et s'il y a lieu, le numéro de ses comptes courants bancaires et postaux, ainsi que l'emplacement de son ou de ses établissements de production et de ses magasins de vente.

La déclaration doit être accompagnée, le cas échéant d'une copie des statuts de l'entreprise, du registre de commerce, du bail commercial ou professionnel ou de tout autre titre justificatif de l'occupation.

Les personnes morales sont, quelles que soient leur forme et leur activité, qu'elles soient ou non soumises à l'impôt, tenues d'identifier leurs bénéficiaires effectifs et de tenir un registre à cet effet à leur siège au Sénégal.

Le registre des bénéficiaires effectifs contient les informations exactes et actualisées relatives à :

- a) l'identité des bénéficiaires effectifs;
- b) la nature, les modalités et l'étendue du contrôle exercé sur la personne morale;

- c) la date à laquelle la ou les personnes physiques sont devenues, ou ont cessé d'être, des bénéficiaires effectifs de la personne morale.

L'expression « bénéficiaires effectifs » d'une personne morale désigne :

a) les personnes physiques qui, en dernier lieu, détiennent directement ou indirectement, plus de 25% des parts, actions ou droits de vote de la personne morale ou celles qui, par tout autre moyen, exercent un contrôle effectif sur la personne morale ; ou à défaut et exceptionnellement,

b) la personne physique qui occupe directement ou indirectement la position de dirigeant principal de la personne morale lorsqu'aucune personne physique mentionnée ci-dessus n'est identifiée comme bénéficiaire effectif.

Concernant les entreprises intervenant dans la chaîne de valeur du secteur extractif visées par le Décret n° 2020-791 du 19 mars 2020 relatif au Registre des Bénéficiaires effectifs, le degré de détention des parts, actions ou droits de vote visé au a) est fixé à 2%. »

Tout bénéficiaire effectif d'une personne morale et toute personne morale ou construction juridique détenant directement ou indirectement une participation dans une personne morale sont tenues de fournir à la personne morale, sur demande ou non, les informations et pièces justificatives requises pour l'identification des bénéficiaires effectifs. En cas de changement de bénéficiaires effectifs, ils doivent fournir lesdites informations et pièces dans un délai de trente (30) jours. Tout manquement à cette obligation de transmission doit être déclaré au chef du service des impôts compétent.

Les informations contenues dans le registre des bénéficiaires effectifs et les pièces justificatives relatives à un bénéficiaire effectif doivent être conservées pour une durée minimale de dix (10) ans suivant la fin de l'année au cours de laquelle ce dernier a cessé de l'être, ou suivant la fin de l'année de cessation de la personne morale. L'obligation de conservation du registre incombe aux dirigeants de la personne morale.

Les personnes morales ou, le cas échéant leurs mandataires, sont tenues de déclarer à l'Administration fiscale, au moyen d'un formulaire fourni par elle, les renseignements relatifs à leurs bénéficiaires effectifs :

- a) au moment de la souscription de leur déclaration d'existence, pour les personnes morales soumises à cette obligation en vertu du présent article, ou dans le mois qui suit leur constitution, pour les autres personnes morales;

- b) lors de leur déclaration annuelle de résultat ou de revenus, pour les personnes morales soumises à l'impôt, ou à la date anniversaire de leur constitution, pour les autres personnes morales;
- c) dans les quinze (15) jours qui suivent le moment où les personnes morales ont pris connaissance ou auraient dû prendre connaissance de l'événement qui rend nécessaire la modification des informations sur les bénéficiaires effectifs.

Le contenu des informations relatives à l'identité des bénéficiaires effectifs, ainsi que les modalités et l'étendue du contrôle des personnes morales sont précisées par arrêté du Ministre en charge des finances.

Les personnes morales créées avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions ont jusqu'au 31 décembre 2021 pour se conformer aux dispositions relatives aux renseignements sur les bénéficiaires effectifs. »

« Article 633.III. -

III. Tout changement dans les caractéristiques de l'exploitation ainsi que toutes modifications intervenant dans la propriété effective d'une personne morale fait l'objet d'une déclaration dans les conditions prévues aux I et II du présent article. »

« Article 633.VI. -

III. Les personnes physiques ou morales résidant au Sénégal qui jouent le rôle d'administrateurs ou gestionnaires de fiducies, trusts ou autres constructions juridiques similaires constitués hors du Sénégal, sont tenues de déclarer auprès du Chef du service des Impôts de leur domicile fiscal, dans les vingt (20) jours qui suivent leur nomination:

- l'existence, les termes et le contenu des constructions juridiques de ce type qu'elles gèrent ou administrent ;
- l'identité des personnes mentionnées dans la construction juridique ; et
- l'identité des bénéficiaires effectifs, à savoir l'identité des personnes ayant la qualité de constituants, des trustee, administrateurs ou gestionnaires, des protecteurs le cas échéant, de l'ensemble des bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires et, d'une façon générale, toute autre personne physique qui exerce en dernier lieu un contrôle effectif sur lesdites constructions au sens de la loi n° 2018-03 du 23 février 2018 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Lorsque l'une des personnes ayant l'une des qualités énumérées est une personne morale ou une construction juridique, les bénéficiaires effectifs de celles-ci doivent être identifiés comme bénéficiaire effectif de la construction juridique.

Cette obligation incombe également aux administrateurs, gestionnaires, bénéficiaires ou trustee résidents à l'étranger de constructions juridiques possédant au Sénégal des biens, droits et participations. Dans ce cas, ils désignent un représentant au Sénégal.

Toute modification intervenue dans l'allocation des bénéfices, des biens, droits, ou participations placés dans la construction juridique, tout changement relatif aux personnes mentionnées dans la construction juridique ou aux bénéficiaires effectifs de celle-ci et tout transfert de propriété doivent être déclarés dans le délai de vingt (20) jours.

Les renseignements sur l'identité des bénéficiaires effectifs doivent être consignés dans un registre spécial, tenu à jour de toutes les modifications intervenant dans la propriété effective de la fiducie, du trust ou de la construction juridique similaire, et présenté à toute réquisition de l'Administration.

Tout bénéficiaire effectif d'une construction juridique ainsi que toute personne morale ou construction juridique mentionnée dans une construction juridique sont tenues de fournir au trustee, administrateur ou gestionnaire, sur demande ou non, les informations et pièces justificatives requises pour l'identification des bénéficiaires effectifs. En cas de changement de bénéficiaires effectifs, ils doivent fournir lesdites informations et pièces dans un délai de trente (30) jours. Tout manquement à cette obligation de transmission doit être déclaré au chef du service des impôts compétent.

Les informations contenues dans le registre des bénéficiaires effectifs et les pièces justificatives relatives à un bénéficiaire effectif doivent être conservées pour une durée minimale de dix (10) ans suivant la fin de l'année au cours de laquelle ce dernier a cessé de l'être, ou suivant la fin de l'année de cessation de la fiducie, du trust ou de la construction juridique similaire. L'obligation de conservation du registre incombe aux administrateurs de la construction juridique résidents au Sénégal ou au représentant des administrateurs au Sénégal lorsque ceux-ci résident à l'étranger.

Les administrateurs de la construction juridique résidents au Sénégal ou les représentants des administrateurs au Sénégal lorsque ceux-ci résident à l'étranger ont jusqu'au 31 décembre 2021 pour se conformer aux présentes dispositions. »

### **Texte de l'article 57 :**

Les dispositions de l'article 667 III. d) du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 667 III.-  
d)

1. Les manquements à l'obligation d'identification prévue au a) de l'article 31.9 sont sanctionnés par une amende de 5.000.000 CFA par compte. La même sanction s'applique aux manquements à l'obligation de déclaration prévue au b) de l'article 31, y compris en cas de déclaration tardive ou de déclaration incomplète, insuffisante ou erronée.

2. Les personnes physiques ou entités qui en qualité de titulaires de compte ne communiquent pas aux institutions financières l'auto-certification permettant d'établir leurs résidences fiscales et, le cas échéant, celles des personnes physiques qui les contrôlent, conformément à l'article 31.10 sont sanctionnées par une amende de 10.000.000 FCFA par titulaire de compte. La même sanction s'applique également en cas de communication d'une auto-certification incomplète, insuffisante ou erronée.

Le fait pour un titulaire de compte ou une personne physique qui le contrôle d'auto-certifier délibérément des renseignements erronés constitue un faux passible des sanctions prévues aux articles 135 et 136 du Code pénal.

3. Le défaut de conservation des renseignements et documents prévus au c) de l'article 31.9, est sanctionné par une amende de 3.000.000 FCFA par année et par compte soumis à déclaration. Pour l'application de cette disposition, le non-respect de la durée de conservation prévue audit article est assimilé au défaut de conservation.

4. Si une personne physique ou une entité, y compris un intermédiaire ou un prestataire de services, conclut un arrangement ou adopte une pratique dont au moins, un but peut raisonnablement être considéré comme étant d'éviter l'une des obligations prévues aux articles 31.9 et 31.10, l'arrangement ou la pratique est réputé inexistant et les obligations prévues auxdits articles s'appliquent. La personne physique ou l'entité est en outre sanctionnée par une amende de de 15.000.000 FCFA. »

## **ARTICLE 58 : Dispositions relatives à la déconcentration de l'ordonnancement**

### **Exposé des motifs**

Les Ministres et les Présidents d'institutions constitutionnelles sont ordonnateurs principaux des crédits des programmes, dotations, et comptes spéciaux du trésor de leur ministère ou de leur institution.

Toutefois, à titre transitoire, aux fins de permettre l'achèvement du processus de mutation organisationnelle et de transfert de compétences entre les différents acteurs concernés par la déconcentration de l'ordonnancement, il avait été aménagé une phase transitoire qui devrait prendre fin le 31 décembre 2020.

Ce présent article intervient pour proroger jusqu'au 30 avril 2021 ce délai imparti.

### **Texte de l'article :**

La phase transitoire aménagée pour l'entrée en vigueur de la déconcentration de l'ordonnancement, devant initialement échoir le 31 décembre 2020 aux termes des dispositions de l'article 71 du décret portant gestion budgétaire de l'Etat, est prorogée jusqu'au 30 avril 2021. »

« Le Ministre chargé des Finances prendra le cas échéant, les actes subséquents pour fixer les modalités d'apurement des opérations exécutées durant ladite période transitoire.

## **ARTICLE 59 : Disposition relative à l'utilisation des ressources de la taxe sur le ciment pour une prise en charge intégrale des besoins du projet 100 000 logements**

### **Exposé des motifs**

Le fonds pour l'habitat social, financé à travers une taxe sur le ciment, a été créé pour garantir les prêts destinés à l'acquisition du logement social et bonifier les taux d'intérêt de ces prêts. Ainsi. Il permettra à une bonne partie de la population, aujourd'hui exclue du système bancaire du fait de leurs revenus informels et ou irréguliers, de devenir solvables et éligibles.

Ainsi, pour une mise en œuvre effective de ses activités, le Fonds pour l'Habitat Social (FHS) doit être en mesure d'assurer un financement adéquat de tous les maillons du programme des 100 000 logements. Or, la liste des dépenses éligibles dans le décret portant organisation et fonctionnement du FHS, se limitant à la garantie de crédit, constitue un obstacle à l'emploi des ressources de la taxe dédiée pour une prise en charge complète des besoins du projet.

Aussi, conviendrait-il d'élargir le champ couvert par les ressources du FHS.

### **Texte de l'article :**

Pour la réalisation du programme des cent mille (100 000) logements, les ressources adossées à la taxe spéciale sur le ciment peuvent notamment couvrir les dépenses suivantes :

- les frais induits par les opérations de garantie et de bonification pour l'acquisition d'un logement social ;
- les transferts pour la réalisation des travaux d'aménagement, de voiries et de réseaux divers (VRD) par la Société d'aménagement foncier et de rénovation urbaine (SAFRU) ;
- les impenses et les charges liées au balisage, au recensement , à la prise de possession ou à la sécurisation des assiettes foncières pour la réalisation du programme ;
- les avances de court terme au profit des sociétés publiques intervenant dans la construction de logements ;
- les dépôts d'atténuation de risque sur les contrats individuels de location-vente ;
- les prises de participation directe ou indirecte et les apports en compte courant d'associés dans toutes sociétés chargées de promouvoir la location-vente ;
- les prises de participation directe ou indirecte ou les apports en compte courant d'associés dans toutes sociétés de l'écosystème de fourniture de biens et services du projet 100 000 logements, notamment celles concourant au contenu local.

La liste, visée à l'alinéa premier, pourra être complétée, autant que de besoin, par arrêté du Ministre chargé des finances, sous réserve de ratification à la plus prochaine loi de finances.

Telle est l'économie de l'exposé des motifs par article du présent projet de loi.

# PROJET DE LOI

# **PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT**

## **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT**

### **A – Dispositions relatives aux ressources**

#### **ARTICLE PREMIER MODIFIE : Prévion et autorisation des recettes du budget général**

*« I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à la somme de 2 742 526 030 000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.*

*II – Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 291 953 000 000 FCFA.*

*III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 3 034 479 030 000 FCFA ».*

#### **ARTICLE 2 MODIFIE : Prévion et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat**

*« I- Pour l'année 2021, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 1 912 620 970 000 FCFA et correspondent aux autorisations sollicitées du Parlement pour intervenir sur les marchés.*

*II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et/ou internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »*

### **B – Dispositions relatives aux charges**

#### **B.1 BUDGET GENERAL**

#### **ARTICLE 5 MODIFIE : Les dépenses du budget général**

*« I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 3 851 500 000 000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :*

<i>- Intérêts et commissions :</i>	<i>321 740 000 000 FCFA</i>
<i>- Dépenses de personnel :</i>	<i>904 900 000 000 FCFA</i>

- *Autres dépenses courantes* : 1 099 860 000 000 FCFA
- *Dépenses en capital* : 1 525 000 000 000 FCFA

*II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 9 760 827 892 191 FCFA réparties par catégorie comme suit :*

- *Intérêts et commissions* : 321 740 000 000 FCFA
- *Dépenses de personnel* : 904 900 000 000 FCFA
- *Autres dépenses courantes* : 1 100 310 000 000 FCFA
- *Dépenses en capital* : 7 433 877 892 191 FCFA

*Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.*

### **B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE**

#### **ARTICLE 11 MODIFIE : Evaluation des charges de trésorerie**

*« Pour l'année 2021, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 1 912 620 970 000 FCFA ».*

### **TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

#### **ARTICLE 12 : Equilibre budgétaire et financier**

*« I - Pour la loi de finances rectificative de l'année 2021, les prévisions de ressources et les plafonds de charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :*

RUBRIQUES	LFI 2021	LFR	ECART LFI 2021/LFR	
<b>I. BUDGET GENERAL</b>				
<i>Recettes fiscales</i>	2 564,5	2 564,5	-	0,0%
<i>Recettes non fiscales</i>	133,5	118,0	- 15,5	-11,6%
<i>Recettes exceptionnelles</i>	60,0	60,0	-	0,0%
<b>Total recettes internes</b>	<b>2 758,0</b>	<b>2 742,5</b>	- 15,5	-0,6%
<i>Tirages sur Dons en capital (projet)</i>	268,0	228,0	- 40,0	-14,9%
<i>Dons budgétaires</i>	64,0	64,0	-	0,0%
<b>Total recettes externes</b>	<b>332,0</b>	<b>292,0</b>	- 40,0	-12,0%
<b>RECETTES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 090,0</b>	<b>3 034,5</b>	- 55,5	-1,8%
<b>RECETTES CST</b>			-	
<i>Comptes affectation spéciale</i>	113,8	113,8	-	0,0%
<i>Compte de commerce</i>	0,2	0,2	-	0,0%
<i>Compte de prêts</i>	20,8	20,8	-	0,0%
<i>Compte d'avances</i>	0,8	0,8	-	0,0%
<i>Compte de garanties et aval</i>	0,5	0,5	-	0,0%
<b>RECETTES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>136,0</b>	-	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 225,9</b>	<b>3 170,4</b>	- 55,5	-1,7%
<i>Intérêts de la dette</i>	327,0	321,7	- 5,3	-1,6%
<i>Dépenses de personnel</i>	904,9	904,9	-	0,0%
<i>Acquisitions de biens et services et transferts courants</i>	<b>1 007,0</b>	<b>1 099,9</b>	<b>92,9</b>	<b>9,2%</b>
<b>Total dépenses courantes</b>	<b>2 238,9</b>	<b>2 326,5</b>	<b>87,6</b>	<b>3,9%</b>
<i>Dépenses capital sur ress. internes</i>	751,0	741,0	- 10,0	-1,3%
<i>Investissements sur ressources externes</i>	844,0	784,0	- 60,0	-7,1%
<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>1 595,0</b>	<b>1 525,0</b>	- 70,0	-4,4%
<b>DEPENSES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 833,9</b>	<b>3 851,5</b>	<b>17,6</b>	<b>0,5%</b>
<i>Comptes affectation spéciale</i>	113,8	113,8	-	0,0%
<i>Compte de commerce</i>	0,2	0,2	-	0,0%
<i>Compte de prêts</i>	20,8	20,8	-	0,0%
<i>Compte d'avances</i>	0,8	0,8	-	0,0%
<i>Compte de garanties et aval</i>	0,5	0,5	-	0,0%
<b>DEPENSES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>136,0</b>	-	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 969,9</b>	<b>3 987,5</b>	<b>17,6</b>	<b>0,4%</b>
<b>Solde budgétaire global</b>	- 743,9	- 817,0	- 73,1	
<b>% PIB Déficit</b>	<b>-5%</b>	<b>-5,4%</b>		

« II - Le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 1 912 620 970 000 FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

## ARTICLE 13 MODIFIE : Approbation du tableau de financement

« Le tableau de financement de la présente loi de finances rectificative 2021 est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur. »

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFI 2021	LFR 2021	ECART LFI 2020/LFI 2021	
<i>Amortissement de la dette</i>	619,3	557,1	- 62,2	-10%
<i>Financement déficit</i>	743,9	817,0	73,1	10%
<i>Rachat Eurobonds</i>		508,5		
<i>Déficit OPEX</i>		30,0		
<b>Total remboursement</b>	<b>1 363,2</b>	<b>1 912,6</b>	<b>549,4</b>	<b>40%</b>
Couverture du besoin de financement				
<i>Emprunts projets</i>	576,0	556,0	- 20,0	-3,5%
<i>emprunts programmes</i>	105,0	292,0	187,0	178,1%
<i>Autres emprunts</i>	682,2	1 064,6	382,4	56,1%
<b>Total tirages</b>	<b>1 363,2</b>	<b>1 912,6</b>	<b>549,4</b>	<b>40%</b>
<b>Déficit</b>	<b>- 743,9</b>	<b>- 817,0</b>	<b>- 73,1</b>	
<b>PIB</b>	<b>14 991</b>	<b>14 999</b>		
<b>Déficit</b>	<b>-5%</b>	<b>-5,4%</b>		

## **DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES**

### **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS**

#### **B. 1 Programmes du Budget général**

##### **ARTICLE 14 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement**

*« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 8 975 611 680 062 FCFA et 3 105 087 954 847 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses ».*

#### **B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL**

##### **ARTICLE 16 MODIFIE : Dotations des institutions**

*« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 177 938 845 500 FCFA et 143 634 678 524 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégorie de dépenses. »*

##### **ARTICLE 17 MODIFIE : Dotation des charges communes**

*« Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021 au titre des charges communes est fixé à la somme de 285 537 366 629 FCFA ».*

*« Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 281 037 366 629 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégorie de dépenses ».*

#### **A. 3 – Dotation intérêts de la dette publique**

##### **ARTICLE 18 MODIFIE : charges financières de la dette**

*« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges financières de la dette publique, sont révisés à 321 740 000 000 FCFA conformément à l'annexe II représentant la répartition par catégories de dépenses ».*

## **TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 25 MODIFIE : Disposition abrogeant l'article 25 de la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020 portant loi de finances pour l'année 2021**

*« Les dispositions de l'article 25 de la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020, portant loi de finances pour l'année 2021 sont abrogées ».*

### **ARTICLES 45,46,47,48,49,50,51,52,53,54,55,56 et 57 : Modification de certaines dispositions du Code général des Impôts**

#### **ARTICLE 45 :**

*Les dispositions du quatrième alinéa du I0 de l'article 667 du Code général des Impôts sont supprimées.*

#### **ARTICLE 46 :**

*L'intitulé « CHAPITRE IX Taxe sur les produits pétroliers » qui vient après l'article 442 du Code susvisé est remplacé par l'intitulé « CHAPITRE X Taxe sur les produits pétroliers ».*

#### **ARTICLE 47 :**

*Il est inséré après l'article 442 du Code susvisé un « CHAPITRE IX intitulé « Taxe sur les Bouillons alimentaires »*

#### **ARTICLE 48 :**

*Il est inséré après le « CHAPITRE IX intitulé « Taxe sur les Bouillons alimentaires », les articles 442 bis, 442 ter et 442 quater ainsi rédigés :*

*« Article 442 bis. - Il est institué au profit du Budget de l'Etat une Taxe sur les Bouillons alimentaires ».*

#### **SECTION I : Champ d'application**

*« Article 442 ter.- La taxe s'applique aux bouillons alimentaires produits ou importés au Sénégal, pour une utilisation directe en cuisson ou assaisonnement.*

*Les bouillons alimentaires sont des préparations obtenues à partir de chlorure de sodium, de substances riches en protéines ou leurs extraits et/ ou hydrolysats, ou de substances à base de végétaux avec ou addition d'exhausteurs de goûts, de substances aromatisantes, de matières grasses comestibles, d'épices de leurs extraits naturels ou distillats et de toute autre denrée alimentaire visant à améliorer la sapidité.*

*»*

## **SECTION II : Taux**

*« Article 442 quater.- Le taux de la Taxe sur les Bouillons alimentaires est de 25%.*

### **ARTICLE 49 :**

*Il est ajouté à l'article 31 du Code susvisé les points 10 et 11 ainsi rédigés :*

*« Article 31-*

*10.*

*À compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2022, sauf lorsque les institutions financières ne sont pas tenues de les recueillir, les personnes physiques ou les entités qui ouvrent des comptes financiers auprès des institutions financières sont tenues de remettre une auto-certification permettant d'établir leurs résidences fiscales et, le cas échéant, une auto-certification permettant d'établir les résidences fiscales des personnes physiques qui les contrôlent.*

*Les modalités d'application de la présente disposition sont précisées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »*

*« Article 31.-*

*11.*

*Les renseignements recueillis par l'administration fiscale auprès des organismes visés à l'article 31.9 peuvent être communiqués aux administrations fiscales des pays ayant conclu avec le Sénégal des conventions permettant un échange automatique de renseignements sur les comptes financiers à des fins fiscales, dans les conditions prévues par lesdites conventions. »*

### **ARTICLE 50 :**

*Il est ajouté à l'article 556 du Code susvisé un point 5 ainsi rédigé :*

*« Article 556.-*

*5.*

*Les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »*

## **ARTICLE 51 :**

*Il est ajouté à l'article 667. III du Code susvisé les points e) et f) ainsi rédigés :*

*« Article 667.III. -*

*e) Tout manquement à l'une des obligations prévues à l'article 633. I concernant les obligations d'identification, de conservation, de transmission et de déclaration des renseignements relatifs aux bénéficiaires effectifs est sanctionné par une amende de 10.000.000 FCFA. L'amende est due autant de fois qu'il y a de documents ou renseignements demandés et non produits, omis, incomplets ou inexacts. »*

*« Article 667.III. -*

*f) Tout manquement à l'une des obligations prévues à l'article 633. VI concernant les obligations d'identification, de conservation, de transmission et de déclaration des renseignements relatifs aux personnes mentionnées dans les constructions juridiques, aux bénéficiaires effectifs ainsi qu'aux actifs placés dans la construction juridique est sanctionné par une amende de 10.000.000 FCFA. L'amende est due autant de fois qu'il y a de documents ou renseignements demandés et non produits, omis, incomplets ou inexacts. »*

## **ARTICLE 52 :**

*Les dispositions du point 9 de l'article 31 du Code susvisé sont modifiées comme suit :*

*« Article 31.*

*9.-*

*a) Les institutions financières, y compris les établissements de crédit et organismes assimilés, les entreprises d'assurance et de réassurance, sont tenues d'identifier les renseignements relatifs aux résidences fiscales de tous les titulaires de comptes financiers et, le cas échéant, de toutes les personnes physiques qui contrôlent ces derniers.*

*b) Elles communiquent à l'administration fiscale, au moyen d'une déclaration conforme au modèle prescrit par elle, tous les renseignements requis pour l'application des conventions conclues par le Sénégal permettant un échange automatique de renseignements sur les comptes financiers à des fins fiscales et, s'il y a lieu, l'absence de renseignement.*

*Cette déclaration contient notamment les renseignements relatifs à l'identification des titulaires de comptes financiers et, le cas échéant, celle des personnes physiques qui contrôlent ces derniers, ainsi que les renseignements financiers afférents à ces*

*comptes, y compris les revenus de capitaux mobiliers, les soldes des comptes, la valeur de rachat des contrats d'assurance et de rente, des bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature, et le produit des cessions ou rachats d'actifs financiers.*

*c) Les institutions financières sont, en outre, tenues de conserver les registres des actions engagées pour satisfaire aux obligations mentionnées au présent article ainsi que les pièces justificatives, auto-certifications et autres éléments probants utilisés à cette fin pendant une période de dix ans suivant la fin de la période au cours de laquelle elles doivent communiquer les renseignements requis en vertu du b) du 9 présent article.*

*d) Les obligations prévues au 9 du présent article sont précisées par arrêté du Ministre en charge des Finances.*

### **ARTICLE 53 :**

*Les dispositions du point 6 de l'article 220 bis du Code susvisé sont modifiées comme suit :*

*« Article 220 bis.-*

*6.*

*Les modalités d'application du prélèvement de conformité fiscale sont fixées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »*

### **ARTICLE 54 :**

*Les dispositions du point 27) de l'article 361 du Code susvisé sont modifiées comme suit :*

*« Article 361.-*

*27) Les livraisons de matériels destinés à la production d'énergies renouvelables dont la liste est fixée par arrêté conjoint du ministre en charge des énergies renouvelables et du Ministre en charge des Finances. »*

### **ARTICLE 55 :**

*Les dispositions de l'article 516 du Code susvisé relatives au « Pari mutuel » sont modifiées comme suit :*

*« Article 516.-*

*Les tickets de pari mutuel sur les hippodromes et hors hippodromes, les bulletins de loto, les jeux de hasard et de pronostics diffusés sur des supports écrits ou audiovisuels, sont frappés d'un droit de timbre de 7% sur le montant des sommes engagées dans une course ou un même jeu.*

*Le montant de ce droit est retenu à la source par la personne organisatrice, sous sa propre responsabilité. Il devra être versé dans les 15 premiers jours du mois suivant celui où la retenue a été opérée, au niveau du bureau de recouvrement compétent. »*

## **ARTICLE 56 :**

*Les dispositions des points I, III et VI de l'article 633 du Code susvisé sont modifiées comme suit :*

*« Article 633.I. -*

*I. Tout contribuable doit souscrire une déclaration d'existence dans les vingt (20) jours qui suivent celui de l'ouverture de son établissement ou du commencement de son exploitation.*

*La déclaration d'existence est adressée au chef du service des impôts compétent par lettre recommandée en double exemplaire.*

*Elle doit indiquer notamment, les prénoms et nom ou la raison sociale, l'adresse et la profession du contribuable, et s'il y a lieu, le numéro de ses comptes courants bancaires et postaux, ainsi que l'emplacement de son ou de ses établissements de production et de ses magasins de vente.*

*La déclaration doit être accompagnée, le cas échéant d'une copie des statuts de l'entreprise, du registre de commerce, du bail commercial ou professionnel ou de tout autre titre justificatif de l'occupation.*

*Les personnes morales sont, quelles que soient leur forme et leur activité, qu'elles soient ou non soumises à l'impôt, tenues d'identifier leurs bénéficiaires effectifs et de tenir un registre à cet effet à leur siège au Sénégal.*

*Le registre des bénéficiaires effectifs contient les informations exactes et actualisées relatives à :*

- d) l'identité des bénéficiaires effectifs;*
- e) la nature, les modalités et l'étendue du contrôle exercé sur la personne morale;*
- f) la date à laquelle la ou les personnes physiques sont devenues, ou ont cessé d'être, des bénéficiaires effectifs de la personne morale.*

*L'expression « bénéficiaires effectifs » d'une personne morale désigne :*

- a) les personnes physiques qui, en dernier lieu, détiennent directement ou indirectement, plus de 25% des parts, actions ou droits de vote de la personne morale ou celles qui, par tout autre moyen, exercent un contrôle effectif sur la personne morale ; ou à défaut et exceptionnellement,*

*b) la personne physique qui occupe directement ou indirectement la position de dirigeant principal de la personne morale lorsqu'aucune personne physique mentionnée ci-dessus n'est identifiée comme bénéficiaire effectif.*

*Concernant les entreprises intervenant dans la chaîne de valeur du secteur extractif visées par le Décret n° 2020-791 du 19 mars 2020 relatif au Registre des Bénéficiaires effectifs, le degré de détention des parts, actions ou droits de vote visé au a) est fixé à 2%. »*

*Tout bénéficiaire effectif d'une personne morale et toute personne morale ou construction juridique détenant directement ou indirectement une participation dans une personne morale sont tenues de fournir à la personne morale, sur demande ou non, les informations et pièces justificatives requises pour l'identification des bénéficiaires effectifs. En cas de changement de bénéficiaires effectifs, ils doivent fournir lesdites informations et pièces dans un délai de trente (30) jours. Tout manquement à cette obligation de transmission doit être déclaré au chef du service des impôts compétent.*

*Les informations contenues dans le registre des bénéficiaires effectifs et les pièces justificatives relatives à un bénéficiaire effectif doivent être conservées pour une durée minimale de dix (10) ans suivant la fin de l'année au cours de laquelle ce dernier a cessé de l'être, ou suivant la fin de l'année de cessation de la personne morale. L'obligation de conservation du registre incombe aux dirigeants de la personne morale.*

*Les personnes morales ou, le cas échéant leurs mandataires, sont tenues de déclarer à l'Administration fiscale, au moyen d'un formulaire fourni par elle, les renseignements relatifs à leurs bénéficiaires effectifs :*

- d) au moment de la souscription de leur déclaration d'existence, pour les personnes morales soumises à cette obligation en vertu du présent article, ou dans le mois qui suit leur constitution, pour les autres personnes morales;*
- e) lors de leur déclaration annuelle de résultat ou de revenus, pour les personnes morales soumises à l'impôt, ou à la date anniversaire de leur constitution, pour les autres personnes morales;*
- f) dans les quinze (15) jours qui suivent le moment où les personnes morales ont pris connaissance ou auraient dû prendre connaissance de l'événement qui rend nécessaire la modification des informations sur les bénéficiaires effectifs.*

*Le contenu des informations relatives à l'identité des bénéficiaires effectifs, ainsi que les modalités et l'étendue du contrôle des personnes morales sont précisées par arrêté du Ministre en charge des finances.*

*Les personnes morales créées avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions ont jusqu'au 31 décembre 2021 pour se conformer aux dispositions relatives aux renseignements sur les bénéficiaires effectifs. »*

*« Article 633.III. -*

*III. Tout changement dans les caractéristiques de l'exploitation ainsi que toutes modifications intervenant dans la propriété effective d'une personne morale fait l'objet d'une déclaration dans les conditions prévues aux I et II du présent article. »*

*« Article 633.VI. -*

*III. Les personnes physiques ou morales résidant au Sénégal qui jouent le rôle d'administrateurs ou gestionnaires de fiducies, trusts ou autres constructions juridiques similaires constitués hors du Sénégal, sont tenues de déclarer auprès du Chef du service des Impôts de leur domicile fiscal, dans les vingt (20) jours qui suivent leur nomination:*

- l'existence, les termes et le contenu des constructions juridiques de ce type qu'elles gèrent ou administrent ;*
- l'identité des personnes mentionnées dans la construction juridique ; et*
- l'identité des bénéficiaires effectifs, à savoir l'identité des personnes ayant la qualité de constituants, des trustee, administrateurs ou gestionnaires, des protecteurs le cas échéant, de l'ensemble des bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires et, d'une façon générale, toute autre personne physique qui exerce en dernier lieu un contrôle effectif sur lesdites constructions au sens de la loi n° 2018-03 du 23 février 2018 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.*

*Lorsque l'une des personnes ayant l'une des qualités énumérées est une personne morale ou une construction juridique, les bénéficiaires effectifs de celles-ci doivent être identifiés comme bénéficiaire effectif de la construction juridique.*

*Cette obligation incombe également aux administrateurs, gestionnaires, bénéficiaires ou trustee résidents à l'étranger de constructions juridiques possédant au Sénégal des biens, droits et participations. Dans ce cas, ils désignent un représentant au Sénégal.*

*Toute modification intervenue dans l'allocation des bénéfices, des biens, droits, ou participations placés dans la construction juridique, tout changement relatif aux personnes mentionnées dans la construction juridique ou aux bénéficiaires effectifs de celle-ci et tout transfert de propriété doivent être déclarés dans le délai de vingt (20) jours.*

*Les renseignements sur l'identité des bénéficiaires effectifs doivent être consignés dans un registre spécial, tenu à jour de toutes les modifications intervenant dans la*

*propriété effective de la fiducie, du trust ou de la construction juridique similaire, et présenté à toute réquisition de l'Administration.*

*Tout bénéficiaire effectif d'une construction juridique ainsi que toute personne morale ou construction juridique mentionnée dans une construction juridique sont tenues de fournir au trustee, administrateur ou gestionnaire, sur demande ou non, les informations et pièces justificatives requises pour l'identification des bénéficiaires effectifs. En cas de changement de bénéficiaires effectifs, ils doivent fournir lesdites informations et pièces dans un délai de trente (30) jours. Tout manquement à cette obligation de transmission doit être déclaré au chef du service des impôts compétent.*

*Les informations contenues dans le registre des bénéficiaires effectifs et les pièces justificatives relatives à un bénéficiaire effectif doivent être conservées pour une durée minimale de dix (10) ans suivant la fin de l'année au cours de laquelle ce dernier a cessé de l'être, ou suivant la fin de l'année de cessation de la fiducie, du trust ou de la construction juridique similaire. L'obligation de conservation du registre incombe aux administrateurs de la construction juridique résidants au Sénégal ou au représentant des administrateurs au Sénégal lorsque ceux-ci résident à l'étranger.*

*Les administrateurs de la construction juridique résidants au Sénégal ou les représentants des administrateurs au Sénégal lorsque ceux-ci résident à l'étranger ont jusqu'au 31 décembre 2021 pour se conformer aux présentes dispositions. »*

## **ARTICLE 57 :**

*Les dispositions de l'article 667 III. d) du Code susvisé sont modifiées comme suit :*

*« Article 667 III.-  
d)*

*1. Les manquements à l'obligation d'identification prévue au a) de l'article 31.9 sont sanctionnés par une amende de 5.000.000 CFA par compte. La même sanction s'applique aux manquements à l'obligation de déclaration prévue au b) de l'article 31, y compris en cas de déclaration tardive ou de déclaration incomplète, insuffisante ou erronée.*

*2. Les personnes physiques ou entités qui en qualité de titulaires de compte ne communiquent pas aux institutions financières l'auto-certification permettant d'établir leurs résidences fiscales et, le cas échéant, celles des personnes physiques qui les contrôlent, conformément à l'article 31.10 sont sanctionnées par une amende de 10.000.000 FCFA par titulaire de compte. La même sanction s'applique également en cas de communication d'une auto-certification incomplète, insuffisante ou erronée.*

*Le fait pour un titulaire de compte ou une personne physique qui le contrôle d'auto-certifier délibérément des renseignements erronés constitue un faux passible des sanctions prévues aux articles 135 et 136 du Code pénal.*

3. Le défaut de conservation des renseignements et documents prévus au c) de l'article 31.9, est sanctionné par une amende de 3.000.000FCFA par année et par compte soumis à déclaration. Pour l'application de cette disposition, le non-respect de la durée de conservation prévue audit article est assimilé au défaut de conservation.

4. Si une personne physique ou une entité, y compris un intermédiaire ou un prestataire de services, conclut un arrangement ou adopte une pratique dont au moins, un but peut raisonnablement être considéré comme étant d'éviter l'une des obligations prévues aux articles 31.9 et 31.10, l'arrangement ou la pratique est réputé inexistant et les obligations prévues auxdits articles s'appliquent. La personne physique ou l'entité est en outre sanctionnée par une amende de de 15.000.000 FCFA. »

#### **ARTICLE 58 : Dispositions relatives à la déconcentration de l'ordonnancement**

*La phase transitoire aménagée pour l'entrée en vigueur de la déconcentration de l'ordonnancement, devant initialement échoir le 31 décembre 2020 aux termes des dispositions de l'article 71 du décret portant gestion budgétaire de l'Etat, est prorogée jusqu'au 30 avril 2021. »*

*« Le Ministre chargé des Finances prendra le cas échéant, les actes subséquents pour fixer les modalités d'apurement des opérations exécutées durant ladite période transitoire.*

#### **ARTICLE 59 : Disposition relative à l'utilisation des ressources de la taxe sur le ciment pour une prise en charge intégrale des besoins du projet 100 000 logements**

*Pour la réalisation du programme des cent mille (100 000) logements, les ressources adossées à la taxe spéciale sur le ciment peuvent notamment couvrir les dépenses suivantes :*

- *les frais induits par les opérations de garantie et de bonification pour l'acquisition d'un logement social ;*
- *les transferts pour la réalisation des travaux d'aménagement, de voiries et de réseaux divers (VRD) par la Société d'aménagement foncier et de rénovation urbaine (SAFRU) ;*
- *les impenses et les charges liées au balisage, au recensement , à la prise de possession ou à la sécurisation des assiettes foncières pour la réalisation du programme ;*
- *les avances de court terme au profit des sociétés publiques intervenant dans la construction de logements ;*
- *les dépôts d'atténuation de risque sur les contrats individuels de location-vente ;*
- *les prises de participation directe ou indirecte et les apports en compte courant d'associés dans toutes sociétés chargées de promouvoir la location-vente ;*

- *les prises de participation directe ou indirecte ou les apports en compte courant d'associés dans toutes sociétés de l'écosystème de fourniture de biens et services du projet 100 000 logements, notamment celles concourant au contenu local.*

*La liste, visée à l'alinéa premier, pourra être complétée, autant que de besoin, par arrêté du Ministre chargé des finances, sous réserve de ratification à la plus prochaine loi de finances.*

# ANNEXES

## ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE

En millions de FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	ECARTS LFR1 2021/LFI 2021	TAUX ECART
<b>ARTICLE 71- RECETTES FISCALES</b>			0	
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	316 695 186	305 074 277	-11 620 909	-3,7%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations	384 926 513	409 579 291	24 652 778	6,4%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	37 388 234	49 500 000	12 111 766	32,4%
Paragraphe 0714 - Autres impôts directs (dont CGU)	0	0	0	
<b>TOTAL IMPOTS DIRECTS</b>	<b>739 009 934</b>	<b>764 153 568</b>	<b>25 143 634</b>	<b>3,4%</b>
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	1 270 753 276	1 239 271 248	-31 482 027	-2,5%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement	52 170 728	52 170 728	0	0,0%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation	319 881 566	331 916 355	12 034 789	3,8%
Paragraphe 0718 : Droits et taxes à l'exportation	0	0	0	
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales	182 676 399	176 980 002	-5 696 397	-3,1%
<b>TOTAL IMPOTS INDIRECTS ET DROITS DE PORTE (0715 à 0719)</b>	<b>1 825 481 969</b>	<b>1 800 338 333</b>	<b>-25 143 636</b>	<b>-1,4%</b>
<b>071 - TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>2 564 491 903</b>	<b>2 564 491 901</b>	<b>-2</b>	<b>0,0%</b>
<b>ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES</b>			0	
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine	67 731 775	67 731 775	0	0,0%
Paragraphe 0722 - Droits et frais administratifs	0	0	0	
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations pécuniaires	0	0	0	
Paragraphe 0724 - Produits financiers	58 567 034	43 067 034	-15 500 000	-26,5%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales	7 235 320	7 235 320	0	0,0%
<b>072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>	<b>133 534 130</b>	<b>118 034 130</b>	<b>-15 500 000</b>	<b>-11,6%</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES</b>	<b>2 698 026 032</b>	<b>2 682 526 030</b>	<b>-15 500 002</b>	<b>-0,6%</b>
<b>075 - RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>60 000 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	0	0	0	
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	0	0	0	
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES	0	0	0	
0176 AUTRES EMPRUNTS INTERIEURS	0	0	0	
017 AUTRES EMPRUNTS****	0	0	0	
<b>TOTAL ARTICLES 75, 729, 14, 16 et 17</b>	<b>60 000 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14-16 et 17)</b>	<b>2 758 026 032</b>	<b>2 742 526 030</b>	<b>-15 500 002</b>	<b>-0,6%</b>
012 - DONS PROJETS ET LEGS	268 000 000	228 000 000	-40 000 000	-14,9%
074 - DONS PROGRAMMES	64 000 000	63 953 000	-47 000	-0,1%
017 AUTRES EMPRUNTS	0	0	0	
<b>TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, 15,17 et 74)</b>	<b>332 000 000</b>	<b>291 953 000</b>	<b>-40 047 000</b>	<b>-12,1%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 090 026 032</b>	<b>3 034 479 030</b>	<b>-55 547 002</b>	<b>-1,8%</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>135 950 000</b>	<b>135 950 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)</b>	<b>3 225 976 032</b>	<b>3 170 429 030</b>	<b>-55 547 002</b>	<b>-1,7%</b>

## ANNEXE II : TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES

République du Sénégal  Un Peuple-Un But-Une Foi											
Première Loi de Finances Rectificative 2021											
TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL DES CREDITS AE/CP INSCRITS PAR CATEGORIES DE DEPENSE											
Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Crédits AE/CP inscrits dans la LFR		ECART				
			AE	CP	DOTATION AE	DOTATION CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
Budget général	Ressources internes	FONDS PROPRES (TRESOR)	1 Charges financières de la dette	327 000 000 000	327 000 000 000	321 740 000 000	321 740 000 000	-5 260 000 000	-1,6	-5 260 000 000	-1,6
			2 Dépenses de personnel	904 900 000 000	904 900 000 000	904 900 000 000	904 900 000 000	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	347 923 490 419	347 723 490 419	322 607 327 882	322 407 327 882	-25 316 162 537	-7,3	-25 316 162 537	-7,3
			4 Transferts courants	659 526 509 581	659 276 509 581	777 702 672 118	777 452 672 118	118 176 162 537	17,9	118 176 162 537	17,9
			5 Investissements exécutés par l'Etat	1 797 467 151 516	357 640 076 969	1 526 231 466 760	193 579 411 247	-271 235 684 756	-15,1	-164 060 665 722	-45,9
			6 Transferts en capital	740 430 865 401	393 359 923 031	919 679 653 068	547 420 588 753	179 248 787 667	24,2	154 060 665 722	39,2
			<b>Total FONDS PROPRES (TRESOR)</b>	<b>4 777 248 016 917</b>	<b>2 989 900 000 000</b>	<b>4 772 861 119 828</b>	<b>3 067 500 000 000</b>	<b>-4 386 897 089</b>	<b>-0,1</b>	<b>77 600 000 000</b>	<b>2,6</b>
	<b>Total Ressources internes</b>	<b>4 777 248 016 917</b>	<b>2 989 900 000 000</b>	<b>4 772 861 119 828</b>	<b>3 067 500 000 000</b>	<b>-4 386 897 089</b>	<b>-0,1</b>	<b>77 600 000 000</b>	<b>2,6</b>		
	Ressources extérieures	DON OU SUBVENTION	5 Investissements exécutés par l'Etat	947 530 686 329	265 481 986 108	906 697 782 131	225 481 986 108	-40 832 904 198	-4,3	-40 000 000 000	-15,1
			6 Transferts en capital	2 518 013 892	2 518 013 892	2 518 013 892	2 518 013 892	0	0	0	0
		<b>Total DON OU SUBVENTION</b>	<b>950 048 700 221</b>	<b>268 000 000 000</b>	<b>909 215 796 023</b>	<b>228 000 000 000</b>	<b>-40 832 904 198</b>	<b>-4,3</b>	<b>-40 000 000 000</b>	<b>-14,9</b>	
		PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)	4 095 150 976 340	576 000 000 000	4 078 750 976 340	556 000 000 000	-16 400 000 000	-0,4	-20 000 000 000	-3,5	
	<b>Total PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)</b>	<b>4 095 150 976 340</b>	<b>576 000 000 000</b>	<b>4 078 750 976 340</b>	<b>556 000 000 000</b>	<b>-16 400 000 000</b>	<b>-0,4</b>	<b>-20 000 000 000</b>	<b>-3,5</b>		
	<b>Total Ressources extérieures</b>	<b>5 045 199 676 561</b>	<b>844 000 000 000</b>	<b>4 987 966 772 363</b>	<b>784 000 000 000</b>	<b>-57 232 904 198</b>	<b>-1,1</b>	<b>-60 000 000 000</b>	<b>-7,1</b>		
	<b>Total Budget GEN</b>			<b>9 822 447 693 478</b>	<b>3 833 900 000 000</b>	<b>9 760 827 892 191</b>	<b>3 851 500 000 000</b>	<b>-61 619 801 287</b>	<b>-0,6</b>	<b>17 600 000 000</b>	<b>0,5</b>
Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources internes	FONDS PROPRES (TRESOR)	2 Dépenses de personnel	617 800 000	617 800 000	617 800 000	617 800 000	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	950 200 000	950 200 000	830 700 000	830 700 000	-119 500 000	-12,6	-119 500 000	-12,6
			4 Transferts courants	112 140 000 000	112 140 000 000	112 140 000 000	112 140 000 000	0	0	0	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	22 242 000 000	22 242 000 000	22 361 500 000	22 361 500 000	119 500 000	0,5	119 500 000	0,5
			<b>Total FONDS PROPRES (TRESOR)</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Ressources internes</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			
<b>Total Budget CST</b>			<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>9 958 397 693 478</b>	<b>3 969 850 000 000</b>	<b>9 896 777 892 191</b>	<b>3 987 450 000 000</b>	<b>-61 619 801 287</b>	<b>-0,6</b>	<b>17 600 000 000</b>	<b>0,4</b>	

## ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
<b>10 Dette Publique</b>	0001 Dette Publique (Intérêts et commissions)	1 Charges financières de la dette	327 000 000 000	327 000 000 000	321 740 000 000	321 740 000 000	-5 260 000 000	-1,6	-5 260 000 000	-1,6
		<b>Total Prog. 0001</b>	<b>327 000 000 000</b>	<b>327 000 000 000</b>	<b>321 740 000 000</b>	<b>321 740 000 000</b>	<b>-5 260 000 000</b>	<b>-1,6</b>	<b>-5 260 000 000</b>	<b>-1,6</b>
		<b>Total Section 10</b>	<b>327 000 000 000</b>	<b>327 000 000 000</b>	<b>321 740 000 000</b>	<b>321 740 000 000</b>	<b>-5 260 000 000</b>	<b>-1,6</b>	<b>-5 260 000 000</b>	<b>-1,6</b>
<b>21 Présidence de la République</b>	0002 Présidence de la République	2 Dépenses de personnel	9 501 340 560	9 501 340 560	9 681 340 560	9 681 340 560	180 000 000	1,9	180 000 000	1,9
		3 Acquisition de biens et services	8 386 034 000	8 386 034 000	7 238 521 940	7 238 521 940	-1 147 512 060	-13,7	-1 147 512 060	-13,7
		4 Transferts courants	36 119 784 078	36 119 784 078	37 341 984 078	37 341 984 078	1 222 200 000	3,4	1 222 200 000	3,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 250 000 000	600 000 000	1 760 000 000	110 000 000	-490 000 000	-21,8	-490 000 000	-81,7
		6 Transferts en capital	29 474 000 000	13 555 429 284	29 185 413 545	13 266 842 829	-288 586 455	-1	-288 586 455	-2,1
			<b>Total Prog. 0002</b>	<b>85 731 158 638</b>	<b>85 731 158 638</b>	<b>85 207 260 123</b>	<b>67 638 689 407</b>	<b>-523 898 515</b>	<b>-0,6</b>	<b>-523 898 515</b>
	3001 Frais de contrôle des entreprises publiques	2 Dépenses de personnel	102 800 000	102 800 000	102 800 000	102 800 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	374 200 000	374 200 000	357 200 000	357 200 000	-17 000 000	-4,5	-17 000 000	-4,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	23 000 000	23 000 000	40 000 000	40 000 000	17 000 000	73,9	17 000 000	73,9
			<b>Total Prog. 3001</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Section 21</b>	<b>86 231 158 638</b>	<b>68 662 587 922</b>	<b>85 707 260 123</b>	<b>68 138 689 407</b>	<b>-523 898 515</b>	<b>-0,6</b>	<b>-523 898 515</b>	<b>-0,8</b>	
<b>22 Assemblée Nationale</b>	0003 Assemblée Nationale	4 Transferts courants	16 495 015 137	16 495 015 137	16 095 015 137	16 095 015 137	-400 000 000	-2,4	-400 000 000	-2,4
		6 Transferts en capital	8 315 171 359	2 946 447 518	8 315 171 359	2 946 447 518	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 0003</b>	<b>24 810 186 496</b>	<b>24 810 186 496</b>	<b>24 410 186 496</b>	<b>19 041 462 655</b>	<b>-400 000 000</b>	<b>-1,6</b>	<b>-400 000 000</b>	<b>-1,6</b>
	<b>Total Section 22</b>	<b>24 810 186 496</b>	<b>19 441 462 655</b>	<b>24 410 186 496</b>	<b>19 041 462 655</b>	<b>-400 000 000</b>	<b>-1,6</b>	<b>-400 000 000</b>	<b>-2,1</b>	
<b>24 Conseil Economique Social et Environnemental</b>	0005 Conseil Economique, Social et Environnemental	2 Dépenses de personnel	43 206 000	43 206 000	43 206 000	43 206 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	7 211 040 284	7 211 040 284	7 141 040 284	7 141 040 284	-70 000 000	-1	-70 000 000	-1
		6 Transferts en capital	990 000 000	330 000 000	0	0	-990 000 000	-100	-330 000 000	-100
		<b>Total Prog. 0005</b>	<b>8 244 246 284</b>	<b>8 244 246 284</b>	<b>7 184 246 284</b>	<b>7 184 246 284</b>	<b>-1 060 000 000</b>	<b>-12,9</b>	<b>-400 000 000</b>	<b>-4,9</b>
	<b>Total Section 24</b>	<b>8 244 246 284</b>	<b>7 584 246 284</b>	<b>7 184 246 284</b>	<b>7 184 246 284</b>	<b>-1 060 000 000</b>	<b>-12,9</b>	<b>-400 000 000</b>	<b>-5,3</b>	

Le Système Support du Budget Programme (SYSBUDGEP) - SENEGAL



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
25 Conseil Constitutionnel	0006 Conseil Constitutionnel	2 Dépenses de personnel	540 122 400	540 122 400	540 122 400	540 122 400	0	0	0	0
		4 Transferts courants	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 0006</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Section 25</b>		<b>1 290 122 400</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
27 Cour Suprême	0007 Cour Suprême	2 Dépenses de personnel	1 014 240 000	1 014 240 000	1 014 240 000	1 014 240 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 050 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 0007</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Section 27</b>		<b>2 064 240 000</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
28 Cour des Comptes	0008 Cour des Comptes	2 Dépenses de personnel	1 560 614 920	1 560 614 920	1 560 614 920	1 560 614 920	0	0	0	0
		4 Transferts courants	4 363 453 695	4 363 453 695	4 163 453 695	4 163 453 695	-200 000 000	-4,6	-200 000 000	-4,6
		6 Transferts en capital	3 586 029 962	1 899 157 543	3 586 029 962	1 899 157 543	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 0008</b>	<b>9 510 098 577</b>	<b>9 510 098 577</b>	<b>9 310 098 577</b>	<b>7 623 226 158</b>	<b>-200 000 000</b>	<b>-2,1</b>	<b>-200 000 000</b>	<b>-2,1</b>
	<b>Total Section 28</b>		<b>9 510 098 577</b>	<b>7 823 226 158</b>	<b>9 310 098 577</b>	<b>7 623 226 158</b>	<b>-200 000 000</b>	<b>-2,1</b>	<b>-200 000 000</b>	<b>-2,6</b>
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0013 Conseil des Collectivités Territoriales	2 Dépenses de personnel	14 546 000	14 546 000	14 546 000	14 546 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	6 300 000 000	6 300 000 000	6 100 000 000	6 100 000 000	-200 000 000	-3,2	-200 000 000	-3,2
		6 Transferts en capital	8 580 000 000	3 300 000 000	12 980 000 000	3 300 000 000	4 400 000 000	51,3	0	0
		<b>Total Prog. 0013</b>	<b>14 894 546 000</b>	<b>14 894 546 000</b>	<b>19 094 546 000</b>	<b>9 414 546 000</b>	<b>4 200 000 000</b>	<b>28,2</b>	<b>-200 000 000</b>	<b>-1,3</b>
	<b>Total Section 29</b>		<b>14 894 546 000</b>	<b>9 614 546 000</b>	<b>19 094 546 000</b>	<b>9 414 546 000</b>	<b>4 200 000 000</b>	<b>28,2</b>	<b>-200 000 000</b>	<b>-2,1</b>
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0009 Secrétariat général du Gouvernement	2 Dépenses de personnel	4 534 606 980	4 534 606 980	4 534 606 980	4 534 606 980	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	4 470 787 703	4 470 787 703	4 147 716 214	4 147 716 214	-323 071 489	-7,2	-323 071 489	-7,2
		4 Transferts courants	6 130 174 496	6 130 174 496	6 727 806 496	6 727 806 496	597 632 000	9,7	597 632 000	9,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	7 834 515 930	7 834 515 930	7 833 015 930	7 833 015 930	-1 500 000	0	-1 500 000	0
		6 Transferts en capital	4 005 000 000	4 005 000 000	6 135 000 000	6 135 000 000	2 130 000 000	53,2	2 130 000 000	53,2



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
<b>30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)</b>	0009 Secrétariat général du Gouvernement	<b>Total Prog. 0009</b>	<b>26 975 085 109</b>	<b>26 975 085 109</b>	<b>29 378 145 620</b>	<b>29 378 145 620</b>	<b>2 403 060 511</b>	<b>8,9</b>	<b>2 403 060 511</b>	<b>8,9</b>
<b>Total Section 30</b>			<b>26 975 085 109</b>	<b>26 975 085 109</b>	<b>29 378 145 620</b>	<b>29 378 145 620</b>	<b>2 403 060 511</b>	<b>8,9</b>	<b>2 403 060 511</b>	<b>8,9</b>
<b>31 Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur</b>	1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 117 324 000	1 117 324 000	1 117 324 000	1 117 324 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	11 151 920 182	11 151 920 182	10 196 481 607	10 196 481 607	-955 438 575	-8,6	-955 438 575	-8,6
		4 Transferts courants	948 814 000	948 814 000	923 814 000	923 814 000	-25 000 000	-2,6	-25 000 000	-2,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 776 981 129	700 000 000	1 455 234 689	378 253 560	-321 746 440	-18,1	-321 746 440	-46,0
		6 Transferts en capital	0	0	261 188 365	261 188 365	261 188 365	0	261 188 365	0
		<b>Total Prog. 1001</b>	<b>14 995 039 311</b>	<b>14 995 039 311</b>	<b>13 954 042 661</b>	<b>12 877 061 532</b>	<b>-1 040 996 650</b>	<b>-6,9</b>	<b>-1 040 996 650</b>	<b>-6,9</b>
	2001 Coopération bilatérale et multilatérale	2 Dépenses de personnel	24 549 628 876	24 549 628 876	24 549 628 876	24 549 628 876	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	20 519 001 661	20 519 001 661	20 825 447 255	20 825 447 255	306 445 594	1,5	306 445 594	1,5
		4 Transferts courants	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	22 600 357 350	2 010 357 352	22 809 233 350	2 219 233 352	208 876 000	0,9	208 876 000	10,4
		6 Transferts en capital	3 750 000 000	600 000 000	3 968 000 000	818 000 000	218 000 000	5,8	218 000 000	36,3
		<b>Total Prog. 2001</b>	<b>73 895 537 837</b>	<b>73 895 537 837</b>	<b>74 628 859 431</b>	<b>50 888 859 433</b>	<b>733 321 594</b>	<b>1</b>	<b>733 321 594</b>	<b>1</b>
	2002 Promotion de la Diplomatie économique	2 Dépenses de personnel	42 473 000	42 473 000	42 473 000	42 473 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	183 369 364	183 369 364	62 346 142	62 346 142	-121 023 222	-66,0	-121 023 222	-66,0
		<b>Total Prog. 2002</b>	<b>225 842 364</b>	<b>225 842 364</b>	<b>104 819 142</b>	<b>104 819 142</b>	<b>-121 023 222</b>	<b>-53,6</b>	<b>-121 023 222</b>	<b>-53,6</b>
	2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	2 Dépenses de personnel	140 289 000	140 289 000	140 289 000	140 289 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	138 021 450	138 021 450	70 933 792	70 933 792	-67 087 658	-48,6	-67 087 658	-48,6
		4 Transferts courants	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	492 222 222	170 000 000	462 222 222	140 000 000	-30 000 000	-6,1	-30 000 000	-17,6



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	6 Transferts en capital	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2003</b>	<b>2 470 532 672</b>	<b>2 470 532 672</b>	<b>2 373 445 014</b>	<b>2 051 222 792</b>	<b>-97 087 658</b>	<b>-3,9</b>	<b>-97 087 658</b>	<b>-3,9</b>
	<b>Total Section 31</b>	<b>91 586 952 184</b>	<b>66 447 748 835</b>	<b>91 061 166 248</b>	<b>65 921 962 899</b>	<b>-525 785 936</b>	<b>-0,6</b>	<b>-525 785 936</b>	<b>-0,8</b>	
32 Ministère des Forces Armées	1002 Pilotage coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 913 915 210	2 913 915 210	2 913 915 210	2 913 915 210	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 651 736 355	2 651 736 355	2 833 488 677	2 833 488 677	181 752 322	6,9	181 752 322	6,9
		4 Transferts courants	3 500 000 000	3 500 000 000	3 510 000 000	3 510 000 000	10 000 000	0,3	10 000 000	0,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 700 000 000	15 300 000 000	7 050 000 000	1 650 000 000	-13 650 000 000	-65,9	-13 650 000 000	-89,2
		6 Transferts en capital	434 000 000	434 000 000	3 234 000 000	3 234 000 000	2 800 000 000	645,2	2 800 000 000	645,2
		<b>Total Prog. 1002</b>	<b>30 199 651 565</b>	<b>30 199 651 565</b>	<b>19 541 403 887</b>	<b>14 141 403 887</b>	<b>-10 658 247 678</b>	<b>-35,3</b>	<b>-10 658 247 678</b>	<b>-35,3</b>
	2005 Défense du territoire national	2 Dépenses de personnel	74 360 680 001	74 360 680 001	74 360 680 001	74 360 680 001	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	33 127 544 635	33 127 544 635	35 158 295 103	35 158 295 103	2 030 750 468	6,1	2 030 750 468	6,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	56 826 002 100	33 099 165 189	25 500 012 720	18 947 175 809	-31 325 989 380	-55,1	-14 151 989 380	-42,8
		6 Transferts en capital	30 300 000 000	16 800 000 000	58 340 295 952	27 666 295 952	28 040 295 952	92,5	10 866 295 952	64,7
		<b>Total Prog. 2005</b>	<b>194 614 226 736</b>	<b>194 614 226 736</b>	<b>193 359 283 776</b>	<b>156 132 446 865</b>	<b>-1 254 942 960</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1 254 942 960</b>	<b>-0,6</b>
	2008 Sécurité publique et maintien de l'ordre	2 Dépenses de personnel	49 836 966 232	49 836 966 232	49 836 966 232	49 836 966 232	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	14 906 316 812	14 906 316 812	18 000 422 288	18 000 422 288	3 094 105 476	20,8	3 094 105 476	20,8
		4 Transferts courants	60 000 000	60 000 000	470 000 000	470 000 000	410 000 000	683,3	410 000 000	683,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	33 803 594 898	6 851 800 000	33 963 449 898	7 011 655 000	159 855 000	0,5	159 855 000	2,3
		6 Transferts en capital	31 777 205 147	8 888 000 000	34 616 955 147	11 727 750 000	2 839 750 000	8,9	2 839 750 000	32,0
	<b>Total Prog. 2008</b>	<b>130 384 083 089</b>	<b>130 384 083 089</b>	<b>136 887 793 565</b>	<b>87 046 793 520</b>	<b>6 503 710 476</b>	<b>5,0</b>	<b>6 503 710 476</b>	<b>5,0</b>	
	3002 Opérations à caractère industriel et commerciale	3 Acquisition de biens et services	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 3002</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Section 32</b>	<b>355 347 961 390</b>	<b>262 880 124 434</b>	<b>349 938 481 228</b>	<b>257 470 644 272</b>	<b>-5 409 480 162</b>	<b>-1,5</b>	<b>-5 409 480 162</b>	<b>-2,1</b>	



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
33 Ministère de l'Intérieur	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	919 016 000	919 016 000	919 016 000	919 016 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 510 000 000	1 510 000 000	1 712 843 809	1 712 843 809	202 843 809	13,4	202 843 809	13,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	12 897 000 000	1 252 000 000	13 889 447 460	1 244 447 460	992 447 460	7,7	-7 552 540	-0,6
		6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1003</b>	<b>16 326 016 000</b>	<b>16 326 016 000</b>	<b>17 521 307 269</b>	<b>4 876 307 269</b>	<b>1 195 291 269</b>	<b>7,3</b>	<b>195 291 269</b>	<b>1,2</b>
	2009 Sécurité publique	2 Dépenses de personnel	40 707 932 168	40 707 932 168	40 707 932 168	40 707 932 168	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	7 600 000 000	7 600 000 000	8 152 662 688	8 152 662 688	552 662 688	7,3	552 662 688	7,3
		4 Transferts courants	10 638 000 000	10 638 000 000	13 638 000 000	13 638 000 000	3 000 000 000	28,2	3 000 000 000	28,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	57 880 133 572	2 600 000 000	57 857 922 227	2 577 788 655	-22 211 345	0	-22 211 345	-0,9
		6 Transferts en capital	52 221 000 000	5 000 000 000	70 323 377 447	7 250 000 000	18 102 377 447	34,7	2 250 000 000	45
	<b>Total Prog. 2009</b>	<b>169 047 065 740</b>	<b>169 047 065 740</b>	<b>190 679 894 530</b>	<b>72 326 383 511</b>	<b>21 632 828 790</b>	<b>12,8</b>	<b>5 780 451 343</b>	<b>3,4</b>	
	2010 Sécurité civile	2 Dépenses de personnel	22 417 241 971	22 417 241 971	22 417 241 971	22 417 241 971	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	3 520 000 000	3 520 000 000	3 618 174 414	3 618 174 414	98 174 414	2,8	98 174 414	2,8
		4 Transferts courants	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	48 988 774 690	5 900 000 000	49 824 805 434	6 736 030 744	836 030 744	1,7	836 030 744	14,2
		6 Transferts en capital	0	0	4 567 953 971	4 567 953 971	4 567 953 971	0	4 567 953 971	0
	<b>Total Prog. 2010</b>	<b>76 746 016 661</b>	<b>76 746 016 661</b>	<b>82 248 175 790</b>	<b>39 159 401 100</b>	<b>5 502 159 129</b>	<b>7,2</b>	<b>5 502 159 129</b>	<b>7,2</b>	
	2011 Administration territoriale	2 Dépenses de personnel	4 683 842 000	4 683 842 000	4 683 842 000	4 683 842 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 316 588 536	2 316 588 536	2 640 927 077	2 640 927 077	324 338 541	14,0	324 338 541	14,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	10 738 000 000	200 000 000	10 706 952 300	168 952 300	-31 047 700	-0,3	-31 047 700	-15,5
<b>Total Prog. 2011</b>		<b>17 738 430 536</b>	<b>17 738 430 536</b>	<b>18 031 721 377</b>	<b>7 493 721 377</b>	<b>293 290 841</b>	<b>1,7</b>	<b>293 290 841</b>	<b>1,7</b>	



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
33 Ministère de l'Intérieur	2012 Gouvernance électorale	2 Dépenses de personnel	173 716 000	173 716 000	173 716 000	173 716 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	5 100 000 000	5 100 000 000	3 466 782 500	3 466 782 500	-1 633 217 500	-32,0	-1 633 217 500	-32,0
		4 Transferts courants	2 294 000 000	2 294 000 000	2 294 000 000	2 294 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	50 000 000 000	10 000 000 000	10 500 000 000	0	-39 500 000 000	-79	-10 000 000 000	-100
		<b>Total Prog. 2012</b>	<b>57 567 716 000</b>	<b>57 567 716 000</b>	<b>16 434 498 500</b>	<b>5 934 498 500</b>	<b>-41 133 217 500</b>	<b>-71,5</b>	<b>-11 633 217 500</b>	<b>-20,2</b>
	3003 Fonds de lutte contre les incendies	3 Acquisition de biens et services	126 000 000	126 000 000	126 000 000	126 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	74 000 000	74 000 000	74 000 000	74 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 3003</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Section 33</b>		<b>337 625 244 937</b>	<b>129 852 336 675</b>	<b>325 115 597 466</b>	<b>129 990 311 757</b>	<b>-12 509 647 471</b>	<b>-3,7</b>	<b>137 975 082</b>	<b>0,1</b>
	34 Ministère de la Justice	1004 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 095 313 000	1 095 313 000	1 095 313 000	1 095 313 000	0	0	0
3 Acquisition de biens et services			1 002 279 400	1 002 279 400	780 901 483	780 901 483	-221 377 917	-22,1	-221 377 917	-22,1
4 Transferts courants			2 437 000 000	2 437 000 000	3 467 000 000	3 467 000 000	1 030 000 000	42,3	1 030 000 000	42,3
5 Investissements exécutés par l'Etat			2 907 030 000	910 617 578	2 874 524 899	878 112 477	-32 505 101	-1,1	-32 505 101	-3,6
6 Transferts en capital			100 000 000	100 000 000	25 100 000 000	25 100 000 000	25 000 000 000	*****	25 000 000 000	*****
<b>Total Prog. 1004</b>			<b>7 541 622 400</b>	<b>7 541 622 400</b>	<b>33 317 739 382</b>	<b>31 321 326 960</b>	<b>25 776 116 982</b>	<b>341,8</b>	<b>25 776 116 982</b>	<b>341,8</b>
2014 Justice judiciaire		2 Dépenses de personnel	17 032 551 973	17 032 551 973	17 032 551 973	17 032 551 973	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 735 075 850	1 735 075 850	1 694 251 901	1 694 251 901	-40 823 949	-2,4	-40 823 949	-2,4
		4 Transferts courants	800 000 000	800 000 000	860 000 000	860 000 000	60 000 000	7,5	60 000 000	7,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 662 842 604	850 000 000	4 976 742 060	163 899 456	-686 100 544	-12,1	-686 100 544	-80,7
		<b>Total Prog. 2014</b>	<b>25 230 470 427</b>	<b>25 230 470 427</b>	<b>24 563 545 934</b>	<b>19 750 703 330</b>	<b>-666 924 493</b>	<b>-2,6</b>	<b>-666 924 493</b>	<b>-2,6</b>
2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant		2 Dépenses de personnel	1 212 356 000	1 212 356 000	1 212 356 000	1 212 356 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 116 571 120	1 116 571 120	1 116 432 634	1 116 432 634	-138 486	0	-138 486	0



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
34 Ministère de la Justice	2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	5 Investissements exécutés par l'Etat	375 000 000	375 000 000	139 024 146	139 024 146	-235 975 854	-62,9	-235 975 854	-62,9
		<b>Total Prog. 2015</b>	<b>2 703 927 120</b>	<b>2 703 927 120</b>	<b>2 467 812 780</b>	<b>2 467 812 780</b>	<b>-236 114 340</b>	<b>-8,7</b>	<b>-236 114 340</b>	<b>-8,7</b>
	2016 Administration pénitentiaire	2 Dépenses de personnel	7 538 999 000	7 538 999 000	7 538 999 000	7 538 999 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	5 745 000 000	5 745 000 000	5 580 695 995	5 580 695 995	-164 304 005	-2,9	-164 304 005	-2,9
		4 Transferts courants	150 000 000	150 000 000	316 000 000	316 000 000	166 000 000	110,7	166 000 000	110,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	7 814 550 381	3 925 000 000	13 199 275 997	4 809 725 616	5 384 725 616	68,9	884 725 616	22,5
		6 Transferts en capital	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2016</b>	<b>21 348 549 381</b>	<b>21 348 549 381</b>	<b>26 734 970 992</b>	<b>18 345 420 611</b>	<b>5 386 421 611</b>	<b>25,2</b>	<b>886 421 611</b>	<b>4,2</b>
	2100 Bonne gouvernance et Droits humains	2 Dépenses de personnel	188 226 000	188 226 000	188 226 000	188 226 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	465 500 000	465 500 000	444 888 887	444 888 887	-20 611 113	-4,4	-20 611 113	-4,4
		4 Transferts courants	155 000 000	155 000 000	155 000 000	155 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 522 216 817	1 522 216 817	1 509 042 348	1 509 042 348	-13 174 469	-0,9	-13 174 469	-0,9
		<b>Total Prog. 2100</b>	<b>2 330 942 817</b>	<b>2 330 942 817</b>	<b>2 297 157 235</b>	<b>2 297 157 235</b>	<b>-33 785 582</b>	<b>-1,4</b>	<b>-33 785 582</b>	<b>-1,4</b>
	<b>Total Section 34</b>	<b>59 155 512 145</b>	<b>48 456 706 738</b>	<b>89 381 226 323</b>	<b>74 182 420 916</b>	<b>30 225 714 178</b>	<b>51,1</b>	<b>25 725 714 178</b>	<b>53,1</b>	
	35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	1005 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	497 701 000	497 701 000	497 701 000	497 701 000	0	0	0
3 Acquisition de biens et services			584 780 425	584 780 425	584 596 183	584 596 183	-184 242	0	-184 242	0
<b>Total Prog. 1005</b>			<b>1 082 481 425</b>	<b>1 082 481 425</b>	<b>1 082 297 183</b>	<b>1 082 297 183</b>	<b>-184 242</b>	<b>0</b>	<b>-184 242</b>	<b>0</b>
2017 Fonction publique		2 Dépenses de personnel	1 142 400 643	1 142 400 643	1 142 400 643	1 142 400 643	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	663 184 000	663 184 000	662 848 718	662 848 718	-335 282	-0,1	-335 282	-0,1
		4 Transferts courants	535 000 000	535 000 000	535 000 000	535 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	727 000 000	727 000 000	515 139 600	515 139 600	-211 860 400	-29,1	-211 860 400	-29,1
<b>Total Prog. 2017</b>	<b>3 067 584 643</b>	<b>3 067 584 643</b>	<b>2 855 388 961</b>	<b>2 855 388 961</b>	<b>-212 195 682</b>	<b>-6,9</b>	<b>-212 195 682</b>	<b>-6,9</b>		



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	2018 Renouveau du service public	2 Dépenses de personnel	94 204 000	94 204 000	94 204 000	94 204 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	254 100 000	254 100 000	254 070 281	254 070 281	-29 719	0	-29 719	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	773 000 000	773 000 000	1 073 000 000	1 073 000 000	300 000 000	38,8	300 000 000	38,8
		<b>Total Prog. 2018</b>	<b>1 121 304 000</b>	<b>1 121 304 000</b>	<b>1 421 274 281</b>	<b>1 421 274 281</b>	<b>299 970 281</b>	<b>26,8</b>	<b>299 970 281</b>	<b>26,8</b>
	<b>Total Section 35</b>	<b>5 271 370 068</b>	<b>5 271 370 068</b>	<b>5 358 960 425</b>	<b>5 358 960 425</b>	<b>87 590 357</b>	<b>1,7</b>	<b>87 590 357</b>	<b>1,7</b>	
37 Ministère du travail du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	1006 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	448 931 207	448 931 207	448 931 207	448 931 207	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	475 112 000	475 112 000	540 662 166	540 662 166	65 550 166	13,8	65 550 166	13,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1006</b>	<b>1 924 043 207</b>	<b>1 924 043 207</b>	<b>1 989 593 373</b>	<b>1 989 593 373</b>	<b>65 550 166</b>	<b>3,4</b>	<b>65 550 166</b>	<b>3,4</b>
	2019 Gouvernance du marché du travail	2 Dépenses de personnel	882 932 000	882 932 000	882 932 000	882 932 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	784 450 000	784 450 000	1 054 441 956	1 054 441 956	269 991 956	34,4	269 991 956	34,4
		4 Transferts courants	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2019</b>	<b>2 617 382 000</b>	<b>2 617 382 000</b>	<b>2 887 373 956</b>	<b>2 887 373 956</b>	<b>269 991 956</b>	<b>10,3</b>	<b>269 991 956</b>	<b>10,3</b>
	2107 Protection sociale des travailleurs	2 Dépenses de personnel	69 406 000	69 406 000	69 406 000	69 406 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	142 600 000	142 600 000	142 599 492	142 599 492	-508	0	-508	0
<b>Total Prog. 2107</b>		<b>212 006 000</b>	<b>212 006 000</b>	<b>212 005 492</b>	<b>212 005 492</b>	<b>-508</b>	<b>0</b>	<b>-508</b>	<b>0</b>	
<b>Total Section 37</b>	<b>4 753 431 207</b>	<b>4 753 431 207</b>	<b>5 088 972 821</b>	<b>5 088 972 821</b>	<b>335 541 614</b>	<b>7,1</b>	<b>335 541 614</b>	<b>7,1</b>		
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	1008 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	717 101 792	717 101 792	717 101 792	717 101 792	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	172 712 150	172 712 150	134 480 162	134 480 162	-38 231 988	-22,1	-38 231 988	-22,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	258 747 040	258 747 040	242 000 000	242 000 000	-16 747 040	-6,5	-16 747 040	-6,5
		<b>Total Prog. 1008</b>	<b>1 148 560 982</b>	<b>1 148 560 982</b>	<b>1 093 581 954</b>	<b>1 093 581 954</b>	<b>-54 979 028</b>	<b>-4,8</b>	<b>-54 979 028</b>	<b>-4,8</b>
	2023 Pêche et Aquaculture	2 Dépenses de personnel	1 023 215 000	1 023 215 000	1 023 215 000	1 023 215 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	352 594 728	352 594 728	329 350 887	329 350 887	-23 243 841	-6,6	-23 243 841	-6,6



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

### TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
<b>40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime</b>	2023 Pêche et Aquaculture	4 Transferts courants	764 000 000	764 000 000	1 094 512 000	1 094 512 000	330 512 000	43,3	330 512 000	43,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	21 840 000 000	10 853 990 687	19 099 174 551	8 113 165 238	-2 740 825 449	-12,5	-2 740 825 449	-25,3
		6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	2 540 233 416	2 540 233 416	540 233 416	27,0	540 233 416	27,0
		<b>Total Prog. 2023</b>	<b>25 979 809 728</b>	<b>25 979 809 728</b>	<b>24 086 485 854</b>	<b>13 100 476 541</b>	<b>-1 893 323 874</b>	<b>-7,3</b>	<b>-1 893 323 874</b>	<b>-7,3</b>
	2024 Economie Maritime	2 Dépenses de personnel	22 032 000	22 032 000	22 032 000	22 032 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	46 487 004	46 487 004	40 754 226	40 754 226	-5 732 778	-12,3	-5 732 778	-12,3
		4 Transferts courants	7 409 537 612	7 409 537 612	7 359 537 612	7 359 537 612	-50 000 000	-0,7	-50 000 000	-0,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	110 922 266 740	21 193 000 000	80 104 500 000	16 600 000 000	-30 817 766 740	-27,8	-4 593 000 000	-21,7
		6 Transferts en capital	51 327 701 010	4 081 000 000	78 602 467 750	5 131 000 000	27 274 766 740	53,1	1 050 000 000	25,7
		<b>Total Prog. 2024</b>	<b>169 728 024 366</b>	<b>169 728 024 366</b>	<b>166 129 291 588</b>	<b>29 153 323 838</b>	<b>-3 598 732 778</b>	<b>-2,1</b>	<b>-3 598 732 778</b>	<b>-2,1</b>
	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	2 Dépenses de personnel	515 000 000	515 000 000	515 000 000	515 000 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	300 000 000	300 000 000	197 500 000	197 500 000	-102 500 000	-34,2	-102 500 000	-34,2
		4 Transferts courants	390 000 000	390 000 000	390 000 000	390 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	95 000 000	95 000 000	197 500 000	197 500 000	102 500 000	107,9	102 500 000	107,9
		<b>Total Prog. 3004</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Section 40</b>			<b>198 156 395 076</b>	<b>50 194 418 013</b>	<b>192 609 359 396</b>	<b>44 647 382 333</b>	<b>-5 547 035 680</b>	<b>-2,8</b>	<b>-5 547 035 680</b>	<b>-11,1</b>
<b>41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement</b>	1009 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	841 491 908	841 491 908	841 491 908	841 491 908	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	685 477 590	685 477 590	685 326 306	685 326 306	-151 284	0	-151 284	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	487 862 500	412 862 148	-12 137 500	-2,4	-87 137 852	-17,4
		<b>Total Prog. 1009</b>	<b>2 026 969 498</b>	<b>2 026 969 498</b>	<b>2 014 680 714</b>	<b>1 939 680 362</b>	<b>-12 288 784</b>	<b>-0,6</b>	<b>-87 289 136</b>	<b>-4,3</b>
	2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2 Dépenses de personnel	113 722 000	113 722 000	113 722 000	113 722 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	86 886 000	86 886 000	86 772 736	86 772 736	-113 264	-0,1	-113 264	-0,1



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	4 Transferts courants	190 000 000	190 000 000	190 000 000	190 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 792 429 841 198	150 503 715 364	1 682 853 918 844	91 951 003 268	-109 575 922 354	-6,1	-58 552 712 096	-38,9
		6 Transferts en capital	13 000 000 000	13 000 000 000	97 575 582 055	47 093 371 797	84 575 582 055	650,6	34 093 371 797	262,3
		<b>Total Prog. 2027</b>	<b>1 805 820 449 198</b>	<b>1 805 820 449 198</b>	<b>1 780 819 995 635</b>	<b>139 434 869 801</b>	<b>-25 000 453 563</b>	<b>-1,4</b>	<b>-24 459 453 563</b>	<b>-1,4</b>
	2028 Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	3 Acquisition de biens et services	15 000 000	15 000 000	14 971 490	14 971 490	-28 510	-0,2	-28 510	-0,2
		4 Transferts courants	6 000 000 000	6 000 000 000	5 100 000 000	5 100 000 000	-900 000 000	-15	-900 000 000	-15
		5 Investissements exécutés par l'Etat	68 160 000 000	57 160 000 000	57 300 000 000	46 300 000 000	-10 860 000 000	-15,9	-10 860 000 000	-19,0
		6 Transferts en capital	35 000 000 000	35 000 000 000	36 500 000 000	36 500 000 000	1 500 000 000	4,3	1 500 000 000	4,3
		<b>Total Prog. 2028</b>	<b>109 175 000 000</b>	<b>109 175 000 000</b>	<b>98 914 971 490</b>	<b>87 914 971 490</b>	<b>-10 260 028 510</b>	<b>-9,4</b>	<b>-10 260 028 510</b>	<b>-9,4</b>
	2029 Développement et modernisation des services de transport	2 Dépenses de personnel	219 919 000	219 919 000	219 919 000	219 919 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	111 011 758	111 011 758	111 004 263	111 004 263	-7 495	0	-7 495	0
		4 Transferts courants	9 400 000 000	9 400 000 000	5 900 000 000	5 900 000 000	-3 500 000 000	-37,2	-3 500 000 000	-37,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	294 476 365 240	18 968 339 800	294 446 365 240	18 938 339 800	-30 000 000	0	-30 000 000	-0,2
		6 Transferts en capital	5 975 181 793	5 975 181 793	5 300 000 000	5 300 000 000	-675 181 793	-11,3	-675 181 793	-11,3
		<b>Total Prog. 2029</b>	<b>310 182 477 791</b>	<b>310 182 477 791</b>	<b>305 977 288 503</b>	<b>30 469 263 063</b>	<b>-4 205 189 288</b>	<b>-1,4</b>	<b>-4 205 189 288</b>	<b>-1,4</b>
	<b>Total Section 41</b>	<b>2 227 204 896 487</b>	<b>298 770 745 213</b>	<b>2 187 726 936 342</b>	<b>259 758 784 716</b>	<b>-39 477 960 145</b>	<b>-1,8</b>	<b>-39 011 960 497</b>	<b>-13,1</b>	
	42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	1010 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	511 414 840	511 414 840	511 414 840	511 414 840	0	0	0
3 Acquisition de biens et services			874 000 000	874 000 000	542 281 439	542 281 439	-331 718 561	-38,0	-331 718 561	-38,0
4 Transferts courants			650 000 000	650 000 000	592 000 000	592 000 000	-58 000 000	-8,9	-58 000 000	-8,9
5 Investissements exécutés par l'Etat			355 000 000	355 000 000	305 000 000	305 000 000	-50 000 000	-14,1	-50 000 000	-14,1
<b>Total Prog. 1010</b>			<b>2 390 414 840</b>	<b>2 390 414 840</b>	<b>1 950 696 279</b>	<b>1 950 696 279</b>	<b>-439 718 561</b>	<b>-18,4</b>	<b>-439 718 561</b>	<b>-18,4</b>



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	2030 Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	2 Dépenses de personnel	58 275 000	58 275 000	58 275 000	58 275 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	50 000 000	50 000 000	140 848 455	140 848 455	90 848 455	181,7	90 848 455	181,7
		4 Transferts courants	7 282 000 000	7 282 000 000	7 210 000 000	7 210 000 000	-72 000 000	-1	-72 000 000	-1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	443 310 736 343	44 885 280 641	448 232 826 257	49 807 370 555	4 922 089 914	1,1	4 922 089 914	11,0
		6 Transferts en capital	0	0	2 700 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000	0	2 700 000 000	0
		<b>Total Prog. 2030</b>	<b>450 701 011 343</b>	<b>450 701 011 343</b>	<b>458 341 949 712</b>	<b>59 916 494 010</b>	<b>7 640 938 369</b>	<b>1,7</b>	<b>7 640 938 369</b>	<b>1,7</b>
	2031 Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	2 Dépenses de personnel	1 387 801 200	1 387 801 200	1 387 801 200	1 387 801 200	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	649 962 474	649 962 474	610 463 093	610 463 093	-39 499 381	-6,1	-39 499 381	-6,1
		4 Transferts courants	51 075 000 000	51 075 000 000	51 075 000 000	51 075 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	207 981 848 933	44 344 688 500	201 574 761 081	37 937 600 648	-6 407 087 852	-3,1	-6 407 087 852	-14,4
		6 Transferts en capital	10 321 000 000	10 321 000 000	10 246 775 000	10 246 775 000	-74 225 000	-0,7	-74 225 000	-0,7
		<b>Total Prog. 2031</b>	<b>271 415 612 607</b>	<b>271 415 612 607</b>	<b>264 894 800 374</b>	<b>101 257 639 941</b>	<b>-6 520 812 233</b>	<b>-2,4</b>	<b>-6 520 812 233</b>	<b>-2,4</b>
	2033 Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	2 Dépenses de personnel	283 870 840	283 870 840	283 870 840	283 870 840	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	136 611 194	136 611 194	131 092 787	131 092 787	-5 518 407	-4,0	-5 518 407	-4,0
		4 Transferts courants	8 050 897 000	8 050 897 000	7 872 252 000	7 872 252 000	-178 645 000	-2,2	-178 645 000	-2,2
<b>Total Prog. 2033</b>		<b>8 471 379 034</b>	<b>8 471 379 034</b>	<b>8 287 215 627</b>	<b>8 287 215 627</b>	<b>-184 163 407</b>	<b>-2,2</b>	<b>-184 163 407</b>	<b>-2,2</b>	
<b>Total Section 42</b>	<b>732 978 417 824</b>	<b>170 915 801 689</b>	<b>733 474 661 992</b>	<b>171 412 045 857</b>	<b>496 244 168</b>	<b>0,1</b>	<b>496 244 168</b>	<b>0,3</b>		
43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	2 Dépenses de personnel	3 626 736 373	3 626 736 373	3 626 736 373	3 626 736 373	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	4 133 969 953	4 133 969 953	3 976 537 576	3 976 537 576	-157 432 377	-3,8	-157 432 377	-3,8
		4 Transferts courants	3 807 857 265	3 807 857 265	3 717 857 265	3 717 857 265	-90 000 000	-2,4	-90 000 000	-2,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 384 365 059	1 384 365 059	1 867 132 810	1 867 132 810	482 767 751	34,9	482 767 751	34,9



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1011</b>	<b>14 952 928 650</b>	<b>14 952 928 650</b>	<b>15 188 264 024</b>	<b>15 188 264 024</b>	<b>235 335 374</b>	<b>1,6</b>	<b>235 335 374</b>	<b>1,6</b>
	2032 Gestion ressources douanières et protection de l'économie	2 Dépenses de personnel	9 467 649 502	9 467 649 502	9 467 649 502	9 467 649 502	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 890 875 762	1 690 875 762	2 279 870 984	2 079 870 984	388 995 222	20,6	388 995 222	23,0
		4 Transferts courants	24 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	39 208 552 743	7 200 000 000	42 638 552 743	7 235 000 000	3 430 000 000	8,7	35 000 000	0,5
		6 Transferts en capital	0	0	1 699 500 000	1 699 500 000	1 699 500 000	0	1 699 500 000	0
		<b>Total Prog. 2032</b>	<b>50 591 078 007</b>	<b>50 591 078 007</b>	<b>56 109 573 229</b>	<b>20 506 020 486</b>	<b>5 518 495 222</b>	<b>10,9</b>	<b>2 123 495 222</b>	<b>4,2</b>
	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	2 Dépenses de personnel	2 324 212 616	2 324 212 616	2 324 212 616	2 324 212 616	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	3 174 890 640	3 174 890 640	3 441 248 579	3 441 248 579	266 357 939	8,4	266 357 939	8,4
		4 Transferts courants	742 400 000	742 400 000	14 631 969 070	14 631 969 070	13 889 569 070	1870,9	13 889 569 070	1870,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 744 118 013	2 395 724 257	3 279 038 846	2 930 645 090	534 920 833	19,5	534 920 833	22,3
		6 Transferts en capital	36 633 358 711	36 633 358 711	47 778 637 275	47 778 637 275	11 145 278 564	30,4	11 145 278 564	30,4
		<b>Total Prog. 2035</b>	<b>45 618 979 980</b>	<b>45 618 979 980</b>	<b>71 455 106 386</b>	<b>71 106 712 630</b>	<b>25 836 126 406</b>	<b>56,6</b>	<b>25 836 126 406</b>	<b>56,6</b>
	2036 Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	2 Dépenses de personnel	3 948 287 520	3 948 287 520	3 948 287 520	3 948 287 520	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 910 676 748	1 910 676 748	1 647 272 374	1 647 272 374	-263 404 374	-13,8	-263 404 374	-13,8
		4 Transferts courants	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	10 254 092 793	2 142 905 931	10 084 092 793	1 972 905 931	-170 000 000	-1,7	-170 000 000	-7,9
		<b>Total Prog. 2036</b>	<b>16 133 057 061</b>	<b>16 133 057 061</b>	<b>15 699 652 687</b>	<b>7 588 465 825</b>	<b>-433 404 374</b>	<b>-2,7</b>	<b>-433 404 374</b>	<b>-2,7</b>
	2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	2 Dépenses de personnel	5 474 771 455	5 474 771 455	5 474 771 455	5 474 771 455	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 564 306 842	1 564 306 842	1 398 907 178	1 398 907 178	-165 399 664	-10,6	-165 399 664	-10,6



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère des Finances et du Budget	2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	4 Transferts courants	28 770 000	28 770 000	28 770 000	28 770 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 876 464 825	6 565 604 370	8 929 934 679	7 469 074 224	2 053 469 854	29,9	903 469 854	13,8
		6 Transferts en capital	4 000 000 000	4 000 000 000	5 620 241 470	5 620 241 470	1 620 241 470	40,5	1 620 241 470	40,5
		<b>Total Prog. 2037</b>	<b>17 944 313 122</b>	<b>17 944 313 122</b>	<b>21 452 624 782</b>	<b>19 991 764 327</b>	<b>3 508 311 660</b>	<b>19,6</b>	<b>2 358 311 660</b>	<b>13,1</b>
	2038 Gestion du secteur financier	2 Dépenses de personnel	269 611 000	269 611 000	269 611 000	269 611 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	636 700 000	636 700 000	600 895 480	600 895 480	-35 804 520	-5,6	-35 804 520	-5,6
		4 Transferts courants	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	998 000 000	757 719 615	944 898 840	704 618 455	-53 101 160	-5,3	-53 101 160	-7,0
		6 Transferts en capital	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2038</b>	<b>4 037 430 000</b>	<b>4 037 430 000</b>	<b>3 948 524 320</b>	<b>3 708 243 935</b>	<b>-88 905 680</b>	<b>-2,2</b>	<b>-88 905 680</b>	<b>-2,2</b>
	3005 Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4 Transferts courants	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 3005</b>	<b>111 750 000 000</b>	<b>111 750 000 000</b>	<b>111 750 000 000</b>	<b>111 750 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	3006 Gestion des Prêts et Avances	5 Investissements exécutés par l'Etat	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 3006</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	3007 Gestion des Garanties et avals	5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0
<b>Total Prog. 3007</b>		<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Total Section 43</b>			<b>283 077 786 820</b>	<b>241 858 512 619</b>	<b>317 653 745 428</b>	<b>271 889 471 227</b>	<b>34 575 958 608</b>	<b>12,2</b>	<b>30 030 958 608</b>	<b>12,4</b>
44 Ministère du Pétrole et des Energies	1012 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	409 892 163	409 892 163	409 892 163	409 892 163	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	401 000 290	401 000 290	333 680 854	333 680 854	-67 319 436	-16,8	-67 319 436	-16,8
		4 Transferts courants	300 000 000	300 000 000	471 603 018	471 603 018	171 603 018	57,2	171 603 018	57,2
		<b>Total Prog. 1012</b>	<b>1 110 892 453</b>	<b>1 110 892 453</b>	<b>1 215 176 035</b>	<b>1 215 176 035</b>	<b>104 283 582</b>	<b>9,4</b>	<b>104 283 582</b>	<b>9,4</b>
	2039 Electrification rurale et Energies renouvelables	3 Acquisition de biens et services	26 496 131	26 496 131	17 243 179	17 243 179	-9 252 952	-34,9	-9 252 952	-34,9
		4 Transferts courants	2 800 000 000	2 800 000 000	2 550 000 000	2 550 000 000	-250 000 000	-8,9	-250 000 000	-8,9



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
			VAL ABS	%	VAL ABS	%					
44 Ministère du Pétrole et des Energies	2039 Electrification rurale et Energies renouvelables	5 Investissements exécutés par l'Etat	185 298 955 492	35 843 396 716	181 975 067 289	32 607 968 152	-3 323 888 203	-1,8	-3 235 428 564	-9,0	
		6 Transferts en capital	2 720 000 000	2 720 000 000	4 648 760 000	4 648 760 000	1 928 760 000	70,9	1 928 760 000	70,9	
		<b>Total Prog. 2039</b>	<b>190 845 451 623</b>	<b>190 845 451 623</b>	<b>189 191 070 468</b>	<b>39 823 971 331</b>	<b>-1 654 381 155</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1 565 921 516</b>	<b>-0,8</b>	
	2040 Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	2 Dépenses de personnel	34 741 280	34 741 280	34 741 280	34 741 280	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	32 949 654	32 949 654	25 734 789	25 734 789	-7 214 865	-21,9	-7 214 865	-21,9	
		4 Transferts courants	46 715 681 000	46 715 681 000	85 765 681 000	85 765 681 000	39 050 000 000	83,6	39 050 000 000	83,6	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 000 000 000	3 000 000 000	2 771 527 494	2 771 527 494	-228 472 506	-7,6	-228 472 506	-7,6	
		<b>Total Prog. 2040</b>	<b>49 783 371 934</b>	<b>49 783 371 934</b>	<b>88 597 684 563</b>	<b>88 597 684 563</b>	<b>38 814 312 629</b>	<b>78,0</b>	<b>38 814 312 629</b>	<b>78,0</b>	
	2120 Optimisation du système d'offre d'électricité	2 Dépenses de personnel	58 254 440	58 254 440	58 254 440	58 254 440	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	31 699 848	31 699 848	24 209 205	24 209 205	-7 490 643	-23,6	-7 490 643	-23,6	
		4 Transferts courants	1 050 000 000	1 050 000 000	950 000 000	950 000 000	-100 000 000	-9,5	-100 000 000	-9,5	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	767 243 132 643	115 939 546 679	667 185 632 643	38 667 948 077	-100 057 500 000	-13,0	-77 271 598 602	-66,6	
		6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 2120</b>	<b>769 383 086 931</b>	<b>769 383 086 931</b>	<b>669 218 096 288</b>	<b>40 700 411 722</b>	<b>-100 164 990 643</b>	<b>-13,0</b>	<b>-77 379 089 245</b>	<b>-10,1</b>	
	<b>Total Section 44</b>	<b>1 011 122 802 941</b>	<b>210 363 658 201</b>	<b>948 222 027 354</b>	<b>170 337 243 651</b>	<b>-62 900 775 587</b>	<b>-6,2</b>	<b>-40 026 414 550</b>	<b>-19,0</b>		
	45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	1013 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	607 218 309	607 218 309	607 218 309	607 218 309	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	259 831 105	259 831 105	205 601 287	205 601 287	-54 229 818	-20,9	-54 229 818	-20,9
4 Transferts courants			470 818 000	470 818 000	820 818 000	820 818 000	350 000 000	74,3	350 000 000	74,3	
<b>Total Prog. 1013</b>			<b>1 337 867 414</b>	<b>1 337 867 414</b>	<b>1 633 637 596</b>	<b>1 633 637 596</b>	<b>295 770 182</b>	<b>22,1</b>	<b>295 770 182</b>	<b>22,1</b>	
2041 Développement du marché intérieur et de la consommation		2 Dépenses de personnel	1 109 729 000	1 109 729 000	1 109 729 000	1 109 729 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	252 587 983	252 587 983	247 012 972	247 012 972	-5 575 011	-2,2	-5 575 011	-2,2	
		4 Transferts courants	895 600 000	895 600 000	1 370 600 000	1 370 600 000	475 000 000	53,0	475 000 000	53,0	



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	2041 Développement du marché intérieur et de la consommation	5 Investissements exécutés par l'Etat	31 421 877 000	6 193 000 000	28 726 542 634	3 497 665 634	-2 695 334 366	-8,6	-2 695 334 366	-43,5	
		6 Transferts en capital	2 055 000 000	2 055 000 000	2 242 500 000	2 242 500 000	187 500 000	9,1	187 500 000	9,1	
		<b>Total Prog. 2041</b>	<b>35 734 793 983</b>	<b>35 734 793 983</b>	<b>33 696 384 606</b>	<b>8 467 507 606</b>	<b>-2 038 409 377</b>	<b>-5,7</b>	<b>-2 038 409 377</b>	<b>-5,7</b>	
	2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	2 Dépenses de personnel	252 437 000	252 437 000	252 437 000	252 437 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	123 300 010	123 300 010	107 351 009	107 351 009	-15 949 001	-12,9	-15 949 001	-12,9	
		4 Transferts courants	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	166 550 000	166 550 000	220 881 000	220 881 000	54 331 000	32,6	54 331 000	32,6	
		<b>Total Prog. 2042</b>	<b>1 492 287 010</b>	<b>1 492 287 010</b>	<b>1 530 669 009</b>	<b>1 530 669 009</b>	<b>38 381 999</b>	<b>2,6</b>	<b>38 381 999</b>	<b>2,6</b>	
	2043 Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	2 Dépenses de personnel	70 673 000	70 673 000	70 673 000	70 673 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	223 333 333	223 333 333	180 109 887	180 109 887	-43 223 446	-19,4	-43 223 446	-19,4	
		4 Transferts courants	1 400 000 000	1 400 000 000	1 299 331 130	1 299 331 130	-100 668 870	-7,2	-100 668 870	-7,2	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	8 362 036 692	2 500 000 000	8 362 036 692	2 500 000 000	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	17 000 000 000	1 050 000 000	2 050 000 000	800 000 000	-14 950 000 000	-87,9	-250 000 000	-23,8	
		<b>Total Prog. 2043</b>	<b>27 056 043 025</b>	<b>27 056 043 025</b>	<b>11 962 150 709</b>	<b>4 850 114 017</b>	<b>-15 093 892 316</b>	<b>-55,8</b>	<b>-393 892 316</b>	<b>-1,5</b>	
	2044 Promotion et valorisation des produits locaux	4 Transferts courants	222 194 000	222 194 000	222 194 000	222 194 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	300 000 000	100 000 000	100 000 000	-200 000 000	-66,7	-200 000 000	-66,7	
		6 Transferts en capital	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 2044</b>	<b>722 194 000</b>	<b>722 194 000</b>	<b>522 194 000</b>	<b>522 194 000</b>	<b>-200 000 000</b>	<b>-27,7</b>	<b>-200 000 000</b>	<b>-27,7</b>	
	<b>Total Section 45</b>			<b>66 343 185 432</b>	<b>19 302 271 740</b>	<b>49 345 035 920</b>	<b>17 004 122 228</b>	<b>-16 998 149 512</b>	<b>-25,6</b>	<b>-2 298 149 512</b>	<b>-11,9</b>
	46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	1014 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	790 525 322	790 525 322	790 525 322	790 525 322	0	0	0	0
3 Acquisition de biens et services			940 916 765	940 916 765	1 088 469 972	1 088 469 972	147 553 207	15,7	147 553 207	15,7	
5 Investissements exécutés par l'Etat			2 215 000 000	855 000 000	2 418 602 774	1 058 602 774	203 602 774	9,2	203 602 774	23,8	



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			Source de financement		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense		1-2-3-4-5-6		
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
						VAL ABS	%	VAL ABS	%		
		<b>Total Prog. 1014</b>	<b>3 946 442 087</b>	<b>3 946 442 087</b>	<b>4 297 598 068</b>	<b>2 937 598 068</b>	<b>351 155 981</b>	<b>8,9</b>	<b>351 155 981</b>	<b>8,9</b>	
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	1014 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	203 413 000	203 413 000	203 413 000	203 413 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	256 000 000	256 000 000	202 911 817	202 911 817	-53 088 183	-20,7	-53 088 183	-20,7	
		4 Transferts courants	300 000 000	300 000 000	338 000 000	338 000 000	38 000 000	12,7	38 000 000	12,7	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 403 000 000	5 403 000 000	5 179 680 293	5 179 680 293	-223 319 707	-4,1	-223 319 707	-4,1	
		6 Transferts en capital	15 045 000 000	15 045 000 000	6 400 000 000	6 400 000 000	-8 645 000 000	-57,5	-8 645 000 000	-57,5	
		<b>Total Prog. 2045</b>	<b>21 207 413 000</b>	<b>21 207 413 000</b>	<b>12 324 005 110</b>	<b>12 324 005 110</b>	<b>-8 883 407 890</b>	<b>-41,9</b>	<b>-8 883 407 890</b>	<b>-41,9</b>	
	2045 Aménagement et développement urbain	2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	2 Dépenses de personnel	161 310 000	161 310 000	161 310 000	161 310 000	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	349 228 423	349 228 423	349 723 845	349 723 845	495 422	0,1	495 422	0,1
			4 Transferts courants	17 450 000 000	17 450 000 000	11 683 000 000	11 683 000 000	-5 767 000 000	-33,0	-5 767 000 000	-33,0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	1 970 000 000	1 970 000 000	1 943 402 748	1 943 402 748	-26 597 252	-1,4	-26 597 252	-1,4
			6 Transferts en capital	29 718 147 045	15 296 004 161	26 422 142 884	12 000 000 000	-3 296 004 161	-11,1	-3 296 004 161	-21,5
			<b>Total Prog. 2046</b>	<b>49 648 685 468</b>	<b>49 648 685 468</b>	<b>40 559 579 477</b>	<b>26 137 436 593</b>	<b>-9 089 105 991</b>	<b>-18,3</b>	<b>-9 089 105 991</b>	<b>-18,3</b>
	2047 Cadre de vie	2047 Cadre de vie	2 Dépenses de personnel	198 897 000	198 897 000	198 897 000	198 897 000	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	388 743 141	388 743 141	387 234 704	387 234 704	-1 508 437	-0,4	-1 508 437	-0,4
4 Transferts courants			15 000 000 000	15 000 000 000	19 930 000 000	19 930 000 000	4 930 000 000	32,9	4 930 000 000	32,9	
5 Investissements exécutés par l'Etat			10 329 360 728	10 329 360 728	9 829 360 728	9 829 360 728	-500 000 000	-4,8	-500 000 000	-4,8	
6 Transferts en capital			250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	
<b>Total Prog. 2047</b>			<b>26 167 000 869</b>	<b>26 167 000 869</b>	<b>30 595 492 432</b>	<b>30 595 492 432</b>	<b>4 428 491 563</b>	<b>16,9</b>	<b>4 428 491 563</b>	<b>16,9</b>	
<b>Total Section 46</b>		<b>100 969 541 424</b>	<b>85 187 398 540</b>	<b>87 776 675 087</b>	<b>71 994 532 203</b>	<b>-13 192 866 337</b>	<b>-13,1</b>	<b>-13 192 866 337</b>	<b>-15,5</b>		



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense					
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6					
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	1015 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	313 062 285	313 062 285	313 062 285	313 062 285	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	406 020 998	406 020 998	405 320 922	405 320 922	-700 076	-0,2	-700 076	-0,2	
		4 Transferts courants	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 1015</b>	<b>759 083 283</b>	<b>759 083 283</b>	<b>758 383 207</b>	<b>758 383 207</b>	<b>-700 076</b>	<b>-0,1</b>	<b>-700 076</b>	<b>-0,1</b>	
	2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise	2 Dépenses de personnel	81 522 000	81 522 000	81 522 000	81 522 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	36 350 000	36 350 000	36 343 518	36 343 518	-6 482	0	-6 482	0	
		4 Transferts courants	2 663 380 000	2 663 380 000	3 263 380 000	3 263 380 000	600 000 000	22,5	600 000 000	22,5	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	105 909 117 011	4 909 117 011	106 609 117 011	5 609 117 011	700 000 000	0,7	700 000 000	14,3	
		6 Transferts en capital	2 070 000 000	2 070 000 000	2 020 000 000	2 020 000 000	-50 000 000	-2,4	-50 000 000	-2,4	
		<b>Total Prog. 2049</b>	<b>110 760 369 011</b>	<b>110 760 369 011</b>	<b>112 010 362 529</b>	<b>11 010 362 529</b>	<b>1 249 993 518</b>	<b>1,1</b>	<b>1 249 993 518</b>	<b>1,1</b>	
	<b>Total Section 47</b>	<b>111 519 452 294</b>	<b>10 519 452 294</b>	<b>112 768 745 736</b>	<b>11 768 745 736</b>	<b>1 249 293 442</b>	<b>1,1</b>	<b>1 249 293 442</b>	<b>11,9</b>		
	49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	1016 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	541 187 149	541 187 149	541 187 149	541 187 149	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	257 002 120	257 002 120	167 801 079	167 801 079	-89 201 041	-34,7	-89 201 041	-34,7
5 Investissements exécutés par l'Etat			225 000 000	225 000 000	202 980 900	202 980 900	-22 019 100	-9,8	-22 019 100	-9,8	
<b>Total Prog. 1016</b>			<b>1 023 189 269</b>	<b>1 023 189 269</b>	<b>911 969 128</b>	<b>911 969 128</b>	<b>-111 220 141</b>	<b>-10,9</b>	<b>-111 220 141</b>	<b>-10,9</b>	
2050 Développement de l'Offre touristique		2 Dépenses de personnel	106 195 000	106 195 000	106 195 000	106 195 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	139 075 000	139 075 000	113 740 672	113 740 672	-25 334 328	-18,2	-25 334 328	-18,2	
		4 Transferts courants	2 417 500 000	2 417 500 000	2 345 500 000	2 345 500 000	-72 000 000	-3,0	-72 000 000	-3,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	38 765 000 000	3 802 108 734	38 701 075 244	3 738 183 978	-63 924 756	-0,2	-63 924 756	-1,7	
		6 Transferts en capital	50 500 000 000	5 200 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000	-42 800 000 000	-84,8	2 500 000 000	48,1	
		<b>Total Prog. 2050</b>	<b>91 927 770 000</b>	<b>91 927 770 000</b>	<b>48 966 510 916</b>	<b>14 003 619 650</b>	<b>-42 961 259 084</b>	<b>-46,7</b>	<b>2 338 740 916</b>	<b>2,5</b>	



**PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**

**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	2051 développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	2 Dépenses de personnel	5 813 000	5 813 000	5 813 000	5 813 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	22 400 000	22 400 000	12 807 257	12 807 257	-9 592 743	-42,8	-9 592 743	-42,8
		4 Transferts courants	857 500 000	857 500 000	727 500 000	727 500 000	-130 000 000	-15,2	-130 000 000	-15,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	655 000 000	400 000 000	355 000 000	100 000 000	-300 000 000	-45,8	-300 000 000	-75
		6 Transferts en capital	6 524 000 000	6 524 000 000	6 624 000 000	6 624 000 000	100 000 000	1,5	100 000 000	1,5
		<b>Total Prog. 2051</b>	<b>8 064 713 000</b>	<b>8 064 713 000</b>	<b>7 725 120 257</b>	<b>7 470 120 257</b>	<b>-339 592 743</b>	<b>-4,2</b>	<b>-339 592 743</b>	<b>-4,2</b>
	2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	2 Dépenses de personnel	17 202 000	17 202 000	17 202 000	17 202 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	22 800 000	22 800 000	14 796 786	14 796 786	-8 003 214	-35,1	-8 003 214	-35,1
		4 Transferts courants	3 242 000 000	3 242 000 000	3 892 000 000	3 892 000 000	650 000 000	20,0	650 000 000	20,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	87 533 261 264	4 815 710 500	86 404 435 764	3 686 885 000	-1 128 825 500	-1,3	-1 128 825 500	-23,4
		6 Transferts en capital	6 475 000 000	6 475 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	-4 525 000 000	-69,9	-4 525 000 000	-69,9
		<b>Total Prog. 2052</b>	<b>97 290 263 264</b>	<b>97 290 263 264</b>	<b>92 278 434 550</b>	<b>9 560 883 786</b>	<b>-5 011 828 714</b>	<b>-5,2</b>	<b>-5 011 828 714</b>	<b>-5,2</b>
	<b>Total Section 49</b>		<b>198 305 935 533</b>	<b>35 070 493 503</b>	<b>149 882 034 851</b>	<b>31 946 592 821</b>	<b>-48 423 900 682</b>	<b>-24,4</b>	<b>-3 123 900 682</b>	<b>-8,9</b>
	50 Ministère de l'Education Nationale	1017 Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	2 Dépenses de personnel	68 293 391 952	68 293 391 952	68 293 391 952	68 293 391 952	0	0	0
3 Acquisition de biens et services			17 235 062 580	17 235 062 580	18 440 658 510	18 440 658 510	1 205 595 930	7,0	1 205 595 930	7,0
4 Transferts courants			1 657 572 000	1 657 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000	500 000 000	30,2	500 000 000	30,2
5 Investissements exécutés par l'Etat			1 276 206 513	1 276 206 513	1 236 206 513	1 236 206 513	-40 000 000	-3,1	-40 000 000	-3,1
<b>Total Prog. 1017</b>			<b>88 462 233 045</b>	<b>88 462 233 045</b>	<b>90 127 828 975</b>	<b>90 127 828 975</b>	<b>1 665 595 930</b>	<b>1,9</b>	<b>1 665 595 930</b>	<b>1,9</b>
2053 Education préscolaire		2 Dépenses de personnel	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	187 645 300	187 645 300	176 785 909	176 785 909	-10 859 391	-5,8	-10 859 391	-5,8
		4 Transferts courants	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2053</b>	<b>6 596 967 300</b>	<b>6 596 967 300</b>	<b>6 586 107 909</b>	<b>6 586 107 909</b>	<b>-10 859 391</b>	<b>-0,2</b>	<b>-10 859 391</b>	<b>-0,2</b>



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
50 Ministère de l'Education Nationale	2054 Enseignement Élémentaire	2 Dépenses de personnel	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	28 575 084 982	28 575 084 982	31 699 989 372	31 699 989 372	3 124 904 390	10,9	3 124 904 390	10,9
		4 Transferts courants	5 861 000 000	5 861 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	8 750 000 000	149,3	8 750 000 000	149,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	55 793 526 542	16 528 212 023	57 405 526 534	18 140 212 015	1 611 999 992	2,9	1 611 999 992	9,8
		6 Transferts en capital	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2054</b>	<b>300 776 282 508</b>	<b>300 776 282 508</b>	<b>314 263 186 890</b>	<b>274 997 872 371</b>	<b>13 486 904 382</b>	<b>4,5</b>	<b>13 486 904 382</b>	<b>4,5</b>
	2055 Enseignement Moyen général	2 Dépenses de personnel	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 679 907 380	2 679 907 380	2 673 063 342	2 673 063 342	-6 844 038	-0,3	-6 844 038	-0,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 620 848 478	2 527 128 990	5 520 848 478	2 427 128 990	-100 000 000	-1,8	-100 000 000	-4,0
		<b>Total Prog. 2055</b>	<b>108 453 780 378</b>	<b>108 453 780 378</b>	<b>108 346 936 340</b>	<b>105 253 216 852</b>	<b>-106 844 038</b>	<b>-0,1</b>	<b>-106 844 038</b>	<b>-0,1</b>
	2056 Enseignement secondaire général	2 Dépenses de personnel	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 873 570 000	1 873 570 000	1 748 636 843	1 748 636 843	-124 933 157	-6,7	-124 933 157	-6,7
		4 Transferts courants	596 700 000	596 700 000	596 700 000	596 700 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	15 484 003 030	1 706 000 000	15 484 003 030	1 706 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2056</b>	<b>91 065 879 030</b>	<b>91 065 879 030</b>	<b>90 940 945 873</b>	<b>77 162 942 843</b>	<b>-124 933 157</b>	<b>-0,1</b>	<b>-124 933 157</b>	<b>-0,1</b>
	2057 Education de base des jeunes et adultes	2 Dépenses de personnel	86 096 000	86 096 000	86 096 000	86 096 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	641 414 000	641 414 000	288 201 333	288 201 333	-353 212 667	-55,1	-353 212 667	-55,1
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	766 086 080	266 086 080	766 086 080	266 086 080	0	0	0	0
<b>Total Prog. 2057</b>		<b>2 493 596 080</b>	<b>2 493 596 080</b>	<b>2 140 383 413</b>	<b>1 640 383 413</b>	<b>-353 212 667</b>	<b>-14,2</b>	<b>-353 212 667</b>	<b>-14,2</b>	
<b>Total Section 50</b>	<b>597 848 738 341</b>	<b>541 211 701 304</b>	<b>612 405 389 400</b>	<b>555 768 352 363</b>	<b>14 556 651 059</b>	<b>2,4</b>	<b>14 556 651 059</b>	<b>2,7</b>		



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
52 Ministère des Sports	1018 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	714 741 135	714 741 135	714 741 135	714 741 135	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	450 190 400	450 190 400	650 131 628	650 131 628	199 941 228	44,4	199 941 228	44,4
		4 Transferts courants	260 000 000	260 000 000	1 360 000 000	1 360 000 000	1 100 000 000	423,1	1 100 000 000	423,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	100 000 000	300 000 000	100 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1018</b>	<b>1 724 931 535</b>	<b>1 724 931 535</b>	<b>3 024 872 763</b>	<b>2 824 872 763</b>	<b>1 299 941 228</b>	<b>75,4</b>	<b>1 299 941 228</b>	<b>75,4</b>
	2058 Développement des ressources humaines et de la formation	2 Dépenses de personnel	66 596 780	66 596 780	66 596 780	66 596 780	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	151 650 000	151 650 000	144 379 651	144 379 651	-7 270 349	-4,8	-7 270 349	-4,8
		4 Transferts courants	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 420 000 000	570 000 000	4 202 325 000	352 325 000	-217 675 000	-4,9	-217 675 000	-38,2
		<b>Total Prog. 2058</b>	<b>4 698 246 780</b>	<b>4 698 246 780</b>	<b>4 473 301 431</b>	<b>623 301 431</b>	<b>-224 945 349</b>	<b>-4,8</b>	<b>-224 945 349</b>	<b>-4,8</b>
	2059 Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	2 Dépenses de personnel	207 595 280	207 595 280	207 595 280	207 595 280	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	5 257 654 180	5 257 654 180	6 710 283 183	6 710 283 183	1 452 629 003	27,6	1 452 629 003	27,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	56 664 369 717	23 466 215 479	56 186 369 717	22 988 215 479	-478 000 000	-0,8	-478 000 000	-2,0
		<b>Total Prog. 2059</b>	<b>62 129 619 177</b>	<b>62 129 619 177</b>	<b>63 104 248 180</b>	<b>29 906 093 942</b>	<b>974 629 003</b>	<b>1,6</b>	<b>974 629 003</b>	<b>1,6</b>
	<b>Total Section 52</b>	<b>68 552 797 492</b>	<b>31 304 643 254</b>	<b>70 602 422 374</b>	<b>33 354 268 136</b>	<b>2 049 624 882</b>	<b>3,0</b>	<b>2 049 624 882</b>	<b>6,5</b>	
53 Ministère de la Culture et de la Communication	1019 pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	414 482 286	414 482 286	414 482 286	414 482 286	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	914 973 800	914 973 800	948 787 515	948 787 515	33 813 715	3,7	33 813 715	3,7
		<b>Total Prog. 1019</b>	<b>1 329 456 086</b>	<b>1 329 456 086</b>	<b>1 363 269 801</b>	<b>1 363 269 801</b>	<b>33 813 715</b>	<b>2,5</b>	<b>33 813 715</b>	<b>2,5</b>
	2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	2 Dépenses de personnel	546 288 720	546 288 720	546 288 720	546 288 720	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	452 532 630	452 532 630	429 805 307	429 805 307	-22 727 323	-5,0	-22 727 323	-5,0
		4 Transferts courants	5 519 096 333	5 519 096 333	5 907 352 279	5 907 352 279	388 255 946	7,0	388 255 946	7,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	17 536 299 547	1 558 750 000	17 030 532 547	1 052 983 000	-505 767 000	-2,9	-505 767 000	-32,4



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
53 Ministère de la Culture et de la Communication	2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	200 000 000	20	200 000 000	20	
		<b>Total Prog. 2061</b>	<b>25 054 217 230</b>	<b>25 054 217 230</b>	<b>25 113 978 853</b>	<b>9 136 429 306</b>	<b>59 761 623</b>	<b>0,2</b>	<b>59 761 623</b>	<b>0,2</b>	
	2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	2 Dépenses de personnel	34 781 680	34 781 680	34 781 680	34 781 680	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	79 884 000	79 884 000	79 542 528	79 542 528	-341 472	-0,4	-341 472	-0,4	
		4 Transferts courants	9 075 256 716	9 075 256 716	9 325 256 716	9 325 256 716	250 000 000	2,8	250 000 000	2,8	
		<b>Total Prog. 2062</b>	<b>9 189 922 396</b>	<b>9 189 922 396</b>	<b>9 439 580 924</b>	<b>9 439 580 924</b>	<b>249 658 528</b>	<b>2,7</b>	<b>249 658 528</b>	<b>2,7</b>	
	2063 Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	2 Dépenses de personnel	125 073 920	125 073 920	125 073 920	125 073 920	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	267 196 000	267 196 000	243 929 173	243 929 173	-23 266 827	-8,7	-23 266 827	-8,7	
		4 Transferts courants	1 278 646 000	1 278 646 000	1 353 646 000	1 353 646 000	75 000 000	5,9	75 000 000	5,9	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 998 265 580	2 483 500 000	6 991 697 780	2 476 932 200	-6 567 800	-0,1	-6 567 800	-0,3	
		6 Transferts en capital	5 000 000 000	2 800 000 000	3 750 000 000	1 550 000 000	-1 250 000 000	-25	-1 250 000 000	-44,6	
	<b>Total Prog. 2063</b>	<b>13 669 181 500</b>	<b>13 669 181 500</b>	<b>12 464 346 873</b>	<b>5 749 581 293</b>	<b>-1 204 834 627</b>	<b>-8,8</b>	<b>-1 204 834 627</b>	<b>-8,8</b>		
	<b>Total Section 53</b>		<b>49 242 777 212</b>	<b>26 550 462 085</b>	<b>48 381 176 451</b>	<b>25 688 861 324</b>	<b>-861 600 761</b>	<b>-1,7</b>	<b>-861 600 761</b>	<b>-3,2</b>	
	54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	17 342 469 371	17 342 469 371	17 342 469 371	17 342 469 371	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	12 428 887 066	12 428 887 066	13 594 319 289	13 594 319 289	1 165 432 223	9,4	1 165 432 223	9,4
4 Transferts courants			15 884 299 000	15 884 299 000	16 474 299 000	16 474 299 000	590 000 000	3,7	590 000 000	3,7	
5 Investissements exécutés par l'Etat			44 566 287 390	11 847 543 297	44 480 665 949	11 761 921 856	-85 621 441	-0,2	-85 621 441	-0,7	
6 Transferts en capital			2 288 401 892	2 288 401 892	2 238 401 892	2 238 401 892	-50 000 000	-2,2	-50 000 000	-2,2	
<b>Total Prog. 1020</b>			<b>92 510 344 719</b>	<b>92 510 344 719</b>	<b>94 130 155 501</b>	<b>61 411 411 408</b>	<b>1 619 810 782</b>	<b>1,8</b>	<b>1 619 810 782</b>	<b>1,8</b>	
2064 Santé de base		2 Dépenses de personnel	12 317 365 575	12 317 365 575	12 317 365 575	12 317 365 575	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 723 132 314	1 723 132 314	1 707 540 154	1 707 540 154	-15 592 160	-0,9	-15 592 160	-0,9	
		4 Transferts courants	4 327 000 000	4 327 000 000	4 277 000 000	4 277 000 000	-50 000 000	-1,2	-50 000 000	-1,2	



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2064 Santé de base	5 Investissements exécutés par l'Etat	479 693 422 700	71 390 372 880	512 724 564 866	104 421 515 046	33 031 142 166	6,9	33 031 142 166	46,3	
		6 Transferts en capital	1 475 851 562	1 475 851 562	9 259 502 662	9 259 502 662	7 783 651 100	527,4	7 783 651 100	527,4	
		<b>Total Prog. 2064</b>	<b>499 536 772 151</b>	<b>499 536 772 151</b>	<b>540 285 973 257</b>	<b>131 982 923 437</b>	<b>40 749 201 106</b>	<b>8,2</b>	<b>40 749 201 106</b>	<b>8,2</b>	
	2066 Santé de référence	2 Dépenses de personnel	15 763 075 440	15 763 075 440	15 763 075 440	15 763 075 440	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	241 643 000	241 643 000	236 582 421	236 582 421	-5 060 579	-2,1	-5 060 579	-2,1	
		4 Transferts courants	19 469 715 000	19 469 715 000	17 919 715 000	17 919 715 000	-1 550 000 000	-8,0	-1 550 000 000	-8,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	171 088 000 000	22 052 438 766	170 235 575 040	21 200 013 806	-852 424 960	-0,5	-852 424 960	-3,9	
		6 Transferts en capital	4 955 561 234	4 955 561 234	4 905 561 234	4 905 561 234	-50 000 000	-1,0	-50 000 000	-1,0	
		<b>Total Prog. 2066</b>	<b>211 517 994 674</b>	<b>211 517 994 674</b>	<b>209 060 509 135</b>	<b>60 024 947 901</b>	<b>-2 457 485 539</b>	<b>-1,2</b>	<b>-2 457 485 539</b>	<b>-1,2</b>	
	2067 Protection sociale	2 Dépenses de personnel	911 877 620	911 877 620	911 877 620	911 877 620	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	642 205 400	642 205 400	617 839 404	617 839 404	-24 365 996	-3,8	-24 365 996	-3,8	
		4 Transferts courants	268 358 000	268 358 000	267 883 000	267 883 000	-475 000	-0,2	-475 000	-0,2	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 371 999 568	700 497 038	1 142 504 600	471 002 070	-229 494 968	-16,7	-229 494 968	-32,8	
		6 Transferts en capital	550 000 000	550 000 000	290 000 000	290 000 000	-260 000 000	-47,3	-260 000 000	-47,3	
		<b>Total Prog. 2067</b>	<b>3 744 440 588</b>	<b>3 744 440 588</b>	<b>3 230 104 624</b>	<b>2 558 602 094</b>	<b>-514 335 964</b>	<b>-13,7</b>	<b>-514 335 964</b>	<b>-13,7</b>	
	<b>Total Section 54</b>			<b>807 309 552 132</b>	<b>216 580 694 455</b>	<b>846 706 742 517</b>	<b>255 977 884 840</b>	<b>39 397 190 385</b>	<b>4,9</b>	<b>39 397 190 385</b>	<b>18,2</b>
	55 Ministère de la Jeunesse	1021 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	891 553 827	891 553 827	891 553 827	891 553 827	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	450 803 960	450 803 960	1 205 044 742	1 205 044 742	754 240 782	167,3	754 240 782	167,3
			4 Transferts courants	0	0	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0	750 000 000	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	1 947 458 901	211 250 000	1 871 858 901	115 650 000	-75 600 000	-3,9	-95 600 000	-45,3
<b>Total Prog. 1021</b>			<b>3 289 816 688</b>	<b>3 289 816 688</b>	<b>4 718 457 470</b>	<b>2 962 248 569</b>	<b>1 428 640 782</b>	<b>43,4</b>	<b>1 408 640 782</b>	<b>42,8</b>	



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
55 Ministère de la Jeunesse	2068 Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	2 Dépenses de personnel	102 636 780	102 636 780	102 636 780	102 636 780	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	36 425 200	36 425 200	30 657 398	30 657 398	-5 767 802	-15,8	-5 767 802	-15,8	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 179 394 308	4 084 300 000	4 598 877 108	3 503 782 800	-580 517 200	-11,2	-580 517 200	-14,2	
		<b>Total Prog. 2068</b>	<b>5 318 456 288</b>	<b>5 318 456 288</b>	<b>4 732 171 286</b>	<b>3 637 076 978</b>	<b>-586 285 002</b>	<b>-11,0</b>	<b>-586 285 002</b>	<b>-11,0</b>	
	2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	2 Dépenses de personnel	67 201 860	67 201 860	67 201 860	67 201 860	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	403 601 154	403 601 154	392 654 418	392 654 418	-10 946 736	-2,7	-10 946 736	-2,7	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 677 500 000	577 500 000	1 675 400 000	575 400 000	-2 100 000	-0,1	-2 100 000	-0,4	
		<b>Total Prog. 2069</b>	<b>2 148 303 014</b>	<b>2 148 303 014</b>	<b>2 135 256 278</b>	<b>1 035 256 278</b>	<b>-13 046 736</b>	<b>-0,6</b>	<b>-13 046 736</b>	<b>-0,6</b>	
	2070 Promotion socioéconomique des jeunes	4 Transferts courants	1 650 000 000	1 650 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000	200 000 000	12,1	200 000 000	12,1	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	41 771 865 140	3 045 642 714	41 771 865 140	3 045 642 714	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	45 826 047 155	6 048 320 802	45 826 047 155	6 048 320 802	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 2070</b>	<b>89 247 912 295</b>	<b>89 247 912 295</b>	<b>89 447 912 295</b>	<b>10 943 963 516</b>	<b>200 000 000</b>	<b>0,2</b>	<b>200 000 000</b>	<b>0,2</b>	
	<b>Total Section 55</b>			<b>100 004 488 285</b>	<b>17 569 236 297</b>	<b>101 033 797 329</b>	<b>18 578 545 341</b>	<b>1 029 309 044</b>	<b>1,0</b>	<b>1 009 309 044</b>	<b>5,7</b>
	56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	1022 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	322 698 536	322 698 536	322 698 536	322 698 536	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	1 331 575 000	1 331 575 000	1 376 790 863	1 376 790 863	45 215 863	3,4	45 215 863	3,4
4 Transferts courants			50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0	
5 Investissements exécutés par l'Etat			386 350 000	386 350 000	386 350 000	386 350 000	0	0	0	0	
<b>Total Prog. 1022</b>			<b>2 090 623 536</b>	<b>2 090 623 536</b>	<b>2 135 839 399</b>	<b>2 135 839 399</b>	<b>45 215 863</b>	<b>2,2</b>	<b>45 215 863</b>	<b>2,2</b>	
2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres		2 Dépenses de personnel	4 105 408 904	4 105 408 904	4 105 408 904	4 105 408 904	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 537 657 485	1 537 657 485	1 526 476 741	1 526 476 741	-11 180 744	-0,7	-11 180 744	-0,7	
		4 Transferts courants	2 070 000 000	2 070 000 000	6 220 000 000	6 220 000 000	4 150 000 000	200,5	4 150 000 000	200,5	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 145 499 990	1 145 499 990	4 331 168 329	4 331 168 329	3 185 668 339	278,1	3 185 668 339	278,1	
		<b>Total Prog. 2071</b>	<b>8 858 566 379</b>	<b>8 858 566 379</b>	<b>16 282 053 974</b>	<b>16 282 053 974</b>	<b>7 065 277 083</b>	<b>79,8</b>	<b>7 065 277 083</b>	<b>79,8</b>	



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	6 Transferts en capital	2 241 725 000	2 241 725 000	1 241 725 000	1 241 725 000	-1 000 000 000	-44,6	-1 000 000 000	-44,6
		<b>Total Prog. 2071</b>	<b>11 100 291 379</b>	<b>11 100 291 379</b>	<b>17 424 778 974</b>	<b>17 424 778 974</b>	<b>6 324 487 595</b>	<b>57,0</b>	<b>6 324 487 595</b>	<b>57,0</b>
	2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP	2 Dépenses de personnel	2 739 491 000	2 739 491 000	2 739 491 000	2 739 491 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	670 838 763	670 838 763	655 155 355	655 155 355	-15 683 408	-2,3	-15 683 408	-2,3
		4 Transferts courants	351 120 000	351 120 000	326 120 000	326 120 000	-25 000 000	-7,1	-25 000 000	-7,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 570 731 984	1 708 231 984	4 570 606 414	1 708 106 414	-125 570	0	-125 570	0
		<b>Total Prog. 2072</b>	<b>8 332 181 747</b>	<b>8 332 181 747</b>	<b>8 291 372 769</b>	<b>5 428 872 769</b>	<b>-40 808 978</b>	<b>-0,5</b>	<b>-40 808 978</b>	<b>-0,5</b>
	2073 Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	2 Dépenses de personnel	260 446 000	260 446 000	260 446 000	260 446 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	412 357 290	412 357 290	370 420 032	370 420 032	-41 937 258	-10,2	-41 937 258	-10,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	22 703 215 561	6 279 157 677	22 820 801 061	6 396 743 177	117 585 500	0,5	117 585 500	1,9
	<b>Total Prog. 2073</b>	<b>23 376 018 851</b>	<b>23 376 018 851</b>	<b>23 451 667 093</b>	<b>7 027 609 209</b>	<b>75 648 242</b>	<b>0,3</b>	<b>75 648 242</b>	<b>0,3</b>	
	<b>Total Section 56</b>		<b>44 899 115 513</b>	<b>25 612 557 629</b>	<b>51 303 658 235</b>	<b>32 017 100 351</b>	<b>6 404 542 722</b>	<b>14,3</b>	<b>6 404 542 722</b>	<b>25,0</b>
	58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	1023 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	904 517 480	904 517 480	904 517 480	904 517 480	0	0	0
3 Acquisition de biens et services			191 662 655	191 662 655	169 841 633	169 841 633	-21 821 022	-11,4	-21 821 022	-11,4
5 Investissements exécutés par l'Etat			158 890 760	158 890 760	276 890 760	276 890 760	118 000 000	74,3	118 000 000	74,3
<b>Total Prog. 1023</b>			<b>1 255 070 895</b>	<b>1 255 070 895</b>	<b>1 351 249 873</b>	<b>1 351 249 873</b>	<b>96 178 978</b>	<b>7,7</b>	<b>96 178 978</b>	<b>7,7</b>
2098 Famille et genre		2 Dépenses de personnel	156 177 600	156 177 600	156 177 600	156 177 600	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	442 201 020	442 201 020	333 926 128	333 926 128	-108 274 892	-24,5	-108 274 892	-24,5
		4 Transferts courants	477 498 400	477 498 400	777 498 400	777 498 400	300 000 000	62,8	300 000 000	62,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	27 049 138 072	8 826 565 359	27 105 125 832	8 882 553 119	55 987 760	0,2	55 987 760	0,6
		<b>Total Prog. 2098</b>	<b>28 125 015 092</b>	<b>28 125 015 092</b>	<b>28 372 727 960</b>	<b>10 150 155 247</b>	<b>247 712 868</b>	<b>0,9</b>	<b>247 712 868</b>	<b>0,9</b>
2101 Enfance		2 Dépenses de personnel	92 965 960	92 965 960	92 965 960	92 965 960	0	0	0	0



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense					
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6					
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	2101 Enfance	3 Acquisition de biens et services	272 745 000	272 745 000	269 934 089	269 934 089	-2 810 911	-1,0	-2 810 911	-1,0	
		4 Transferts courants	2 398 334 160	2 398 334 160	2 973 752 481	2 973 752 481	575 418 321	24,0	575 418 321	24,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	46 376 248 000	7 395 000 000	45 676 248 000	6 695 000 000	-700 000 000	-1,5	-700 000 000	-9,5	
		6 Transferts en capital	0	0	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	0	
		<b>Total Prog. 2101</b>	<b>49 140 293 120</b>	<b>49 140 293 120</b>	<b>49 262 900 530</b>	<b>10 281 652 530</b>	<b>122 607 410</b>	<b>0,2</b>	<b>122 607 410</b>	<b>0,2</b>	
	2110 Autonomie Economique des femmes	2 Dépenses de personnel	181 677 480	181 677 480	181 677 480	181 677 480	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	112 801 824	112 801 824	110 125 382	110 125 382	-2 676 442	-2,4	-2 676 442	-2,4	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	13 521 126 876	3 020 802 759	13 886 805 718	3 297 217 191	365 678 842	2,7	276 414 432	9,2	
		6 Transferts en capital	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 2110</b>	<b>14 465 606 180</b>	<b>14 465 606 180</b>	<b>14 828 608 580</b>	<b>4 239 020 053</b>	<b>363 002 400</b>	<b>2,5</b>	<b>273 737 990</b>	<b>1,9</b>	
	<b>Total Section 58</b>	<b>92 985 985 287</b>	<b>25 281 840 457</b>	<b>93 815 486 943</b>	<b>26 022 077 703</b>	<b>829 501 656</b>	<b>0,9</b>	<b>740 237 246</b>	<b>2,9</b>		
	59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	5 976 365 671	5 976 365 671	5 976 365 671	5 976 365 671	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	1 212 831 194	1 212 831 194	1 353 095 804	1 353 095 804	140 264 610	11,6	140 264 610	11,6
4 Transferts courants			0	0	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0	
<b>Total Prog. 1024</b>			<b>7 189 196 865</b>	<b>7 189 196 865</b>	<b>7 379 461 475</b>	<b>7 379 461 475</b>	<b>190 264 610</b>	<b>2,6</b>	<b>190 264 610</b>	<b>2,6</b>	
2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec		2 Dépenses de personnel	18 117 126 000	18 117 126 000	18 117 126 000	18 117 126 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	5 865 691 584	5 865 691 584	5 857 581 952	5 857 581 952	-8 109 632	-0,1	-8 109 632	-0,1	
		4 Transferts courants	940 637 600	940 637 600	1 008 212 600	1 008 212 600	67 575 000	7,2	67 575 000	7,2	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	21 547 457 389	13 308 119 816	20 827 553 199	12 588 215 626	-719 904 190	-3,3	-719 904 190	-5,4	
		6 Transferts en capital	1 879 612 000	1 879 612 000	2 229 612 000	2 229 612 000	350 000 000	18,6	350 000 000	18,6	
		<b>Total Prog. 2077</b>	<b>48 350 524 573</b>	<b>48 350 524 573</b>	<b>48 040 085 751</b>	<b>39 800 748 178</b>	<b>-310 438 822</b>	<b>-0,6</b>	<b>-310 438 822</b>	<b>-0,6</b>	



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	2078 Développement de l'apprentissage	2 Dépenses de personnel	96 143 000	96 143 000	96 143 000	96 143 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	11 899 224	11 899 224	9 990 130	9 990 130	-1 909 094	-16,0	-1 909 094	-16,0
		4 Transferts courants	453 000 000	453 000 000	403 000 000	403 000 000	-50 000 000	-11,0	-50 000 000	-11,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 787 000 000	4 787 000 000	4 362 000 000	4 362 000 000	-425 000 000	-8,9	-425 000 000	-8,9
		6 Transferts en capital	0	0	375 000 000	375 000 000	375 000 000	0	375 000 000	0
		<b>Total Prog. 2078</b>	<b>5 348 042 224</b>	<b>5 348 042 224</b>	<b>5 246 133 130</b>	<b>5 246 133 130</b>	<b>-101 909 094</b>	<b>-1,9</b>	<b>-101 909 094</b>	<b>-1,9</b>
	2103 Développement de l'emploi	2 Dépenses de personnel	18 214 000	18 214 000	18 214 000	18 214 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	41 800 000	41 800 000	47 266 246	47 266 246	5 466 246	13,1	5 466 246	13,1
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	4 000 000 000	400	4 000 000 000	400
		5 Investissements exécutés par l'Etat	235 000 000	235 000 000	313 455 410	313 455 410	78 455 410	33,4	78 455 410	33,4
		<b>Total Prog. 2103</b>	<b>1 295 014 000</b>	<b>1 295 014 000</b>	<b>5 378 935 656</b>	<b>5 378 935 656</b>	<b>4 083 921 656</b>	<b>315,4</b>	<b>4 083 921 656</b>	<b>315,4</b>
<b>Total Section 59</b>			<b>62 182 777 662</b>	<b>53 943 440 089</b>	<b>66 044 616 012</b>	<b>57 805 278 439</b>	<b>3 861 838 350</b>	<b>6,2</b>	<b>3 861 838 350</b>	<b>7,2</b>
60 Charges non Réparties	0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES	2 Dépenses de personnel	51 319 840 912	51 319 840 912	51 139 840 912	51 139 840 912	-180 000 000	-0,4	-180 000 000	-0,4
		3 Acquisition de biens et services	100 825 531 000	100 825 531 000	67 458 314 787	67 458 314 787	-33 367 216 213	-33,1	-33 367 216 213	-33,1
		4 Transferts courants	46 939 873 953	46 939 873 953	74 949 730 128	74 949 730 128	28 009 856 175	59,7	28 009 856 175	59,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	29 676 300 000	29 676 300 000	42 032 373 790	42 032 373 790	12 356 073 790	41,6	12 356 073 790	41,6
		6 Transferts en capital	18 600 000 000	14 100 000 000	49 957 107 012	45 457 107 012	31 357 107 012	168,6	31 357 107 012	222,4
		<b>Total Prog. 0010</b>	<b>247 361 545 865</b>	<b>247 361 545 865</b>	<b>285 537 366 629</b>	<b>281 037 366 629</b>	<b>38 175 820 764</b>	<b>15,4</b>	<b>38 175 820 764</b>	<b>15,4</b>
<b>Total Section 60</b>			<b>247 361 545 865</b>	<b>242 861 545 865</b>	<b>285 537 366 629</b>	<b>281 037 366 629</b>	<b>38 175 820 764</b>	<b>15,4</b>	<b>38 175 820 764</b>	<b>15,7</b>
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	2 Dépenses de personnel	400 363 110	400 363 110	400 363 110	400 363 110	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	936 500 314	936 500 314	663 568 220	663 568 220	-272 932 094	-29,1	-272 932 094	-29,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 926 705 832	681 705 832	1 761 139 161	516 139 161	-165 566 671	-8,6	-165 566 671	-24,3



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	6 Transferts en capital	550 000 000	550 000 000	550 000 000	550 000 000	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 1032</b>	<b>3 813 569 256</b>	<b>3 813 569 256</b>	<b>3 375 070 491</b>	<b>2 130 070 491</b>	<b>-438 498 765</b>	<b>-11,5</b>	<b>-438 498 765</b>	<b>-11,5</b>	
	2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	2 Dépenses de personnel	168 989 000	168 989 000	168 989 000	168 989 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	614 840 536	614 840 536	578 081 035	578 081 035	-36 759 501	-6,0	-36 759 501	-6,0	
		4 Transferts courants	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	50 851 677 146	13 651 677 146	50 496 150 498	12 296 150 498	-355 526 648	-0,7	-1 355 526 648	-9,9	
		6 Transferts en capital	3 000 000 000	3 000 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000	3 500 000 000	116,7	3 500 000 000	116,7	
		<b>Total Prog. 2022</b>	<b>54 785 506 682</b>	<b>54 785 506 682</b>	<b>57 893 220 533</b>	<b>19 693 220 533</b>	<b>3 107 713 851</b>	<b>5,7</b>	<b>2 107 713 851</b>	<b>3,8</b>	
	2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	2 Dépenses de personnel	482 189 000	482 189 000	482 189 000	482 189 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 193 316 646	1 193 316 646	964 266 247	964 266 247	-229 050 399	-19,2	-229 050 399	-19,2	
		4 Transferts courants	7 481 000 000	7 481 000 000	7 577 128 685	7 577 128 685	96 128 685	1,3	96 128 685	1,3	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	572 000 000	572 000 000	576 137 160	576 137 160	4 137 160	0,7	4 137 160	0,7	
		6 Transferts en capital	24 000 000 000	2 000 000 000	24 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 2034</b>	<b>33 728 505 646</b>	<b>33 728 505 646</b>	<b>33 599 721 092</b>	<b>11 599 721 092</b>	<b>-128 784 554</b>	<b>-0,4</b>	<b>-128 784 554</b>	<b>-0,4</b>	
	<b>Total Section 61</b>	<b>92 327 581 584</b>	<b>31 882 581 584</b>	<b>94 868 012 116</b>	<b>33 423 012 116</b>	<b>2 540 430 532</b>	<b>2,8</b>	<b>1 540 430 532</b>	<b>4,8</b>		
	62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	1025 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 124 200 327	2 124 200 327	2 124 200 327	2 124 200 327	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	773 390 901	773 390 901	807 063 677	807 063 677	33 672 776	4,4	33 672 776	4,4
4 Transferts courants			39 142 000	39 142 000	29 142 000	29 142 000	-10 000 000	-25,5	-10 000 000	-25,5	
5 Investissements exécutés par l'Etat			70 119 117	70 119 117	70 119 117	70 119 117	0	0	0	0	
<b>Total Prog. 1025</b>			<b>3 006 852 345</b>	<b>3 006 852 345</b>	<b>3 030 525 121</b>	<b>3 030 525 121</b>	<b>23 672 776</b>	<b>0,8</b>	<b>23 672 776</b>	<b>0,8</b>	
2079 Productions animales		2 Dépenses de personnel	206 995 220	206 995 220	206 995 220	206 995 220	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	150 379 059	150 379 059	139 521 554	139 521 554	-10 857 505	-7,2	-10 857 505	-7,2	



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	2079 Productions animales	4 Transferts courants	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	107 718 940 731	19 539 948 606	106 666 549 700	18 428 407 534	-1 052 391 031	-1	-1 111 541 072	-5,7
		6 Transferts en capital	2 021 117 373	2 021 117 373	3 171 117 373	3 171 117 373	1 150 000 000	56,9	1 150 000 000	56,9
		<b>Total Prog. 2079</b>	<b>110 597 432 383</b>	<b>110 597 432 383</b>	<b>110 684 183 847</b>	<b>22 446 041 681</b>	<b>86 751 464</b>	<b>0,1</b>	<b>27 601 423</b>	<b>0</b>
	2080 Santé animale et Santé publique vétérinaire	2 Dépenses de personnel	140 125 500	140 125 500	140 125 500	140 125 500	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	19 000 000	19 000 000	15 199 084	15 199 084	-3 800 916	-20,0	-3 800 916	-20,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 133 271 279	1 133 271 279	0	0	-1 133 271 279	-100	-1 133 271 279	-100
		6 Transferts en capital	0	0	1 233 271 279	1 233 271 279	1 233 271 279	0	1 233 271 279	0
	<b>Total Prog. 2080</b>	<b>1 292 396 779</b>	<b>1 292 396 779</b>	<b>1 388 595 863</b>	<b>1 388 595 863</b>	<b>96 199 084</b>	<b>7,4</b>	<b>96 199 084</b>	<b>7,4</b>	
	2081 Mise en marché des produits animaux	2 Dépenses de personnel	44 026 600	44 026 600	44 026 600	44 026 600	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	16 000 000	16 000 000	12 885 831	12 885 831	-3 114 169	-19,5	-3 114 169	-19,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	326 899 477	326 899 477	196 872 078	196 872 078	-130 027 399	-39,8	-130 027 399	-39,8
		<b>Total Prog. 2081</b>	<b>386 926 077</b>	<b>386 926 077</b>	<b>253 784 509</b>	<b>253 784 509</b>	<b>-133 141 568</b>	<b>-34,4</b>	<b>-133 141 568</b>	<b>-34,4</b>
	<b>Total Section 62</b>	<b>115 283 607 584</b>	<b>27 104 615 459</b>	<b>115 357 089 340</b>	<b>27 118 947 174</b>	<b>73 481 756</b>	<b>0,1</b>	<b>14 331 715</b>	<b>0,1</b>	
	63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	1026 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	374 365 957	374 365 957	374 365 957	374 365 957	0	0	0
3 Acquisition de biens et services			194 050 000	194 050 000	167 214 333	167 214 333	-26 835 667	-13,8	-26 835 667	-13,8
4 Transferts courants			40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0	0
<b>Total Prog. 1026</b>			<b>608 415 957</b>	<b>608 415 957</b>	<b>581 580 290</b>	<b>581 580 290</b>	<b>-26 835 667</b>	<b>-4,4</b>	<b>-26 835 667</b>	<b>-4,4</b>
2083 Economie numérique		2 Dépenses de personnel	168 781 000	168 781 000	168 781 000	168 781 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	66 475 000	66 475 000	61 610 651	61 610 651	-4 864 349	-7,3	-4 864 349	-7,3
		4 Transferts courants	2 400 000 000	2 400 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	-100 000 000	-4,2	-100 000 000	-4,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	134 710 010 289	13 222 871 569	132 546 971 439	11 059 832 719	-2 163 038 850	-1,6	-2 163 038 850	-16,4



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	2083 Economie numérique	6 Transferts en capital	4 050 000 000	4 050 000 000	5 044 779 803	5 044 779 803	994 779 803	24,6	994 779 803	24,6
		<b>Total Prog. 2083</b>	<b>141 395 266 289</b>	<b>141 395 266 289</b>	<b>140 122 142 893</b>	<b>18 635 004 173</b>	<b>-1 273 123 396</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1 273 123 396</b>	<b>-0,9</b>
	2084 Secteur postal	2 Dépenses de personnel	29 296 000	29 296 000	29 296 000	29 296 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	18 515 000	18 515 000	17 901 689	17 901 689	-613 311	-3,3	-613 311	-3,3
		4 Transferts courants	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	350 000 000	350 000 000	264 999 792	264 999 792	-85 000 208	-24,3	-85 000 208	-24,3
		<b>Total Prog. 2084</b>	<b>2 997 811 000</b>	<b>2 997 811 000</b>	<b>2 912 197 481</b>	<b>2 912 197 481</b>	<b>-85 613 519</b>	<b>-2,9</b>	<b>-85 613 519</b>	<b>-2,9</b>
<b>Total Section 63</b>	<b>145 001 493 246</b>	<b>23 514 354 526</b>	<b>143 615 920 664</b>	<b>22 128 781 944</b>	<b>-1 385 572 582</b>	<b>-1</b>	<b>-1 385 572 582</b>	<b>-5,9</b>		
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	239 386 468	239 386 468	239 386 468	239 386 468	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	536 041 435	536 041 435	486 775 701	486 775 701	-49 265 734	-9,2	-49 265 734	-9,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	150 000 000	150 000 000	149 752 520	149 752 520	-247 480	-0,2	-247 480	-0,2
		<b>Total Prog. 1569</b>	<b>925 427 903</b>	<b>925 427 903</b>	<b>875 914 689</b>	<b>875 914 689</b>	<b>-49 513 214</b>	<b>-5,4</b>	<b>-49 513 214</b>	<b>-5,4</b>
	2102 Promotion de la microfinance	2 Dépenses de personnel	37 845 000	37 845 000	37 845 000	37 845 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	17 179 350	17 179 350	26 679 350	26 679 350	9 500 000	55,3	9 500 000	55,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	8 203 485 305	8 203 485 305	19 324 485 305	19 324 485 305	11 121 000 000	135,6	11 121 000 000	135,6
		6 Transferts en capital	863 000 000	863 000 000	1 363 000 000	1 363 000 000	500 000 000	57,9	500 000 000	57,9
		<b>Total Prog. 2102</b>	<b>9 121 509 655</b>	<b>9 121 509 655</b>	<b>20 752 009 655</b>	<b>20 752 009 655</b>	<b>11 630 500 000</b>	<b>127,5</b>	<b>11 630 500 000</b>	<b>127,5</b>
	2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	2 Dépenses de personnel	48 360 000	48 360 000	48 360 000	48 360 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	73 898 039	73 898 039	64 098 039	64 098 039	-9 800 000	-13,3	-9 800 000	-13,3
		6 Transferts en capital	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2118</b>	<b>622 258 039</b>	<b>622 258 039</b>	<b>612 458 039</b>	<b>612 458 039</b>	<b>-9 800 000</b>	<b>-1,6</b>	<b>-9 800 000</b>	<b>-1,6</b>
<b>Total Section 64</b>	<b>10 669 195 597</b>	<b>10 669 195 597</b>	<b>22 240 382 383</b>	<b>22 240 382 383</b>	<b>11 571 186 786</b>	<b>108,5</b>	<b>11 571 186 786</b>	<b>108,5</b>		



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	1027 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	448 831 056	448 831 056	448 831 056	448 831 056	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	252 656 000	252 656 000	213 299 938	213 299 938	-39 356 062	-15,6	-39 356 062	-15,6
		6 Transferts en capital	4 600 000 000	4 600 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	900 000 000	19,6	900 000 000	19,6
		<b>Total Prog. 1027</b>	<b>5 301 487 056</b>	<b>5 301 487 056</b>	<b>6 162 130 994</b>	<b>6 162 130 994</b>	<b>860 643 938</b>	<b>16,2</b>	<b>860 643 938</b>	<b>16,2</b>
	2085 Cohérence territoriale	2 Dépenses de personnel	73 089 000	73 089 000	73 089 000	73 089 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	40 000 000	40 000 000	32 445 369	32 445 369	-7 554 631	-18,9	-7 554 631	-18,9
		4 Transferts courants	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	19 581 000 000	11 056 200 000	19 581 000 000	3 456 200 000	0	0	-7 600 000 000	-68,7
		6 Transferts en capital	2 340 173 480	2 340 173 480	4 024 978 019	3 110 210 519	1 684 804 539	72,0	770 037 039	32,9
	<b>Total Prog. 2085</b>	<b>23 534 262 480</b>	<b>23 534 262 480</b>	<b>25 211 512 388</b>	<b>8 171 944 888</b>	<b>1 677 249 908</b>	<b>7,1</b>	<b>-6 837 517 592</b>	<b>-29,1</b>	
	2086 Gouvernance territoriale	2 Dépenses de personnel	590 186 000	590 186 000	590 186 000	590 186 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	362 161 000	362 161 000	359 239 739	359 239 739	-2 921 261	-0,8	-2 921 261	-0,8
		4 Transferts courants	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 032 016 249	4 349 016 249	6 003 576 298	4 320 576 298	-28 439 951	-0,5	-28 439 951	-0,7
		<b>Total Prog. 2086</b>	<b>7 324 363 249</b>	<b>7 324 363 249</b>	<b>7 293 002 037</b>	<b>5 610 002 037</b>	<b>-31 361 212</b>	<b>-0,4</b>	<b>-31 361 212</b>	<b>-0,4</b>
	2087 Financement du développement territorial	2 Dépenses de personnel	54 286 000	54 286 000	54 286 000	54 286 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	59 010 000	59 010 000	53 919 556	53 919 556	-5 090 444	-8,6	-5 090 444	-8,6
		4 Transferts courants	32 000 000 000	32 000 000 000	31 975 000 000	31 975 000 000	-25 000 000	-0,1	-25 000 000	-0,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 400 000 000	20 400 000 000	20 400 000 000	20 400 000 000	-6 000 000 000	-22,7	0	0
		6 Transferts en capital	34 509 826 520	34 509 826 520	34 509 826 520	34 509 826 520	0	0	0	0
<b>Total Prog. 2087</b>		<b>93 023 122 520</b>	<b>93 023 122 520</b>	<b>86 993 032 076</b>	<b>86 993 032 076</b>	<b>-6 030 090 444</b>	<b>-6,5</b>	<b>-30 090 444</b>	<b>0</b>	
<b>Total Section 65</b>		<b>129 183 235 305</b>	<b>112 975 435 305</b>	<b>125 659 677 495</b>	<b>106 937 109 995</b>	<b>-3 523 557 810</b>	<b>-2,7</b>	<b>-6 038 325 310</b>	<b>-5,3</b>	



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	1028 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	313 678 196	313 678 196	313 678 196	313 678 196	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	216 637 667	216 637 667	158 217 782	158 217 782	-58 419 885	-27,0	-58 419 885	-27,0
		4 Transferts courants	1 650 000 000	1 650 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	-50 000 000	-3,0	-50 000 000	-3,0
		<b>Total Prog. 1028</b>	<b>2 180 315 863</b>	<b>2 180 315 863</b>	<b>2 071 895 978</b>	<b>2 071 895 978</b>	<b>-108 419 885</b>	<b>-5,0</b>	<b>-108 419 885</b>	<b>-5,0</b>
	2088 Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	2 Dépenses de personnel	112 721 000	112 721 000	112 721 000	112 721 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	47 234 308	47 234 308	47 227 691	47 227 691	-6 617	0	-6 617	0
		4 Transferts courants	2 711 432 000	2 711 432 000	2 561 432 000	2 561 432 000	-150 000 000	-5,5	-150 000 000	-5,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	191 487 473 300	10 087 223 300	184 705 325 800	3 405 075 800	-6 782 147 500	-3,5	-6 682 147 500	-66,2
		6 Transferts en capital	350 000 000	350 000 000	4 132 147 500	3 832 147 500	3 782 147 500	1080,6	3 482 147 500	994,9
	<b>Total Prog. 2088</b>	<b>194 708 860 608</b>	<b>194 708 860 608</b>	<b>191 558 853 991</b>	<b>9 958 603 991</b>	<b>-3 150 006 617</b>	<b>-1,6</b>	<b>-3 350 006 617</b>	<b>-1,7</b>	
	2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	2 Dépenses de personnel	163 877 900	163 877 900	163 877 900	163 877 900	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	153 894 081	153 894 081	153 748 304	153 748 304	-145 777	-0,1	-145 777	-0,1
		4 Transferts courants	1 897 798 808	1 897 798 808	1 600 000 000	1 600 000 000	-297 798 808	-15,7	-297 798 808	-15,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	167 242 685 051	42 962 652 766	157 530 159 772	33 250 127 487	-9 712 525 279	-5,8	-9 712 525 279	-22,6
		6 Transferts en capital	6 775 000 000	6 775 000 000	11 608 483 927	11 608 483 927	4 833 483 927	71,3	4 833 483 927	71,3
		<b>Total Prog. 2089</b>	<b>176 233 255 840</b>	<b>176 233 255 840</b>	<b>171 056 269 903</b>	<b>46 776 237 618</b>	<b>-5 176 985 937</b>	<b>-2,9</b>	<b>-5 176 985 937</b>	<b>-2,9</b>
	2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	2 Dépenses de personnel	201 530 000	201 530 000	201 530 000	201 530 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	161 245 840	161 245 840	120 095 000	120 095 000	-41 150 840	-25,5	-41 150 840	-25,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	164 738 513 271	49 800 753 865	155 303 119 050	40 365 359 644	-9 435 394 221	-5,7	-9 435 394 221	-18,9
		6 Transferts en capital	7 025 000 000	7 025 000 000	12 023 540 507	12 023 540 507	4 998 540 507	71,2	4 998 540 507	71,2
		<b>Total Prog. 2090</b>	<b>172 126 289 111</b>	<b>172 126 289 111</b>	<b>167 648 284 557</b>	<b>52 710 525 151</b>	<b>-4 478 004 554</b>	<b>-2,6</b>	<b>-4 478 004 554</b>	<b>-2,6</b>
<b>Total Section 68</b>	<b>545 248 721 422</b>	<b>124 630 679 731</b>	<b>532 335 304 429</b>	<b>111 517 262 738</b>	<b>-12 913 416 993</b>	<b>-2,4</b>	<b>-13 113 416 993</b>	<b>-10,5</b>		



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits Inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits Inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	1570 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	269 050 000	269 050 000	316 585 500	316 585 500	47 535 500	17,7	47 535 500	17,7	
		4 Transferts courants	0	0	75 000 000	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0	
		<b>Total Prog. 1570</b>	<b>269 050 000</b>	<b>269 050 000</b>	<b>391 585 500</b>	<b>391 585 500</b>	<b>122 535 500</b>	<b>45,5</b>	<b>122 535 500</b>	<b>45,5</b>	
	2121 Développement de l'artisanat	2 Dépenses de personnel	144 145 000	144 145 000	144 145 000	144 145 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	16 545 000	16 545 000	11 345 000	11 345 000	-5 200 000	-31,4	-5 200 000	-31,4	
		4 Transferts courants	1 166 783 000	1 166 783 000	1 241 783 000	1 241 783 000	75 000 000	6,4	75 000 000	6,4	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 583 955 499	1 037 608 550	2 583 955 499	1 037 608 550	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 2121</b>	<b>3 911 428 499</b>	<b>3 911 428 499</b>	<b>3 981 228 499</b>	<b>2 434 881 550</b>	<b>69 800 000</b>	<b>1,8</b>	<b>69 800 000</b>	<b>1,8</b>	
	2122 Transformation Encadrement Economie informelle	3 Acquisition de biens et services	100 000 000	100 000 000	62 000 000	62 000 000	-38 000 000	-38	-38 000 000	-38	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	200 000 000	200 000 000	850 000 000	850 000 000	650 000 000	325	650 000 000	325	
		<b>Total Prog. 2122</b>	<b>300 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>912 000 000</b>	<b>912 000 000</b>	<b>612 000 000</b>	<b>204</b>	<b>612 000 000</b>	<b>204</b>	
	<b>Total Section 71</b>		<b>4 480 478 499</b>	<b>2 934 131 550</b>	<b>5 284 813 999</b>	<b>3 738 467 050</b>	<b>804 335 500</b>	<b>18,0</b>	<b>804 335 500</b>	<b>27,4</b>	
	75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	1029 Pilotage, Gestion et Coordination administrative	2 Dépenses de personnel	434 620 405	434 620 405	434 620 405	434 620 405	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	3 477 986 233	3 477 986 233	3 391 408 187	3 391 408 187	-86 578 046	-2,5	-86 578 046	-2,5
4 Transferts courants			340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	0	0	0	0	
<b>Total Prog. 1029</b>			<b>4 252 606 638</b>	<b>4 252 606 638</b>	<b>4 166 028 592</b>	<b>4 166 028 592</b>	<b>-86 578 046</b>	<b>-2,0</b>	<b>-86 578 046</b>	<b>-2,0</b>	
2091 Education supérieure		2 Dépenses de personnel	132 356 000	132 356 000	132 356 000	132 356 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	305 500 000	305 500 000	170 834 748	170 834 748	-134 665 252	-44,1	-134 665 252	-44,1	
		4 Transferts courants	81 288 942 094	81 038 942 094	82 603 942 094	82 353 942 094	1 315 000 000	1,6	1 315 000 000	1,6	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	200 676 164 063	46 685 149 770	163 992 164 063	9 901 149 770	-36 684 000 000	-18,3	-36 784 000 000	-78,8	
		6 Transferts en capital	348 768 050	348 768 050	9 048 768 050	9 048 768 050	8 700 000 000	2494,5	8 700 000 000	2494,5	
		<b>Total Prog. 2091</b>	<b>282 751 730 207</b>	<b>282 751 730 207</b>	<b>255 948 064 955</b>	<b>101 607 050 662</b>	<b>-26 803 665 252</b>	<b>-9,5</b>	<b>-26 903 665 252</b>	<b>-9,5</b>	



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	2092 OEuvres sociales universitaires	2 Dépenses de personnel	39 242 000	39 242 000	39 242 000	39 242 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	134 000 000	134 000 000	133 999 989	133 999 989	-11	0	-11	0
		4 Transferts courants	80 398 337 000	80 398 337 000	93 748 337 000	93 748 337 000	13 350 000 000	16,6	13 350 000 000	16,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	83 285 494 000	26 072 373 623	68 017 683 505	10 804 563 128	-15 267 810 495	-18,3	-15 267 810 495	-58,6
		<b>Total Prog. 2092</b>	<b>163 857 073 000</b>	<b>163 857 073 000</b>	<b>161 939 262 494</b>	<b>104 726 142 117</b>	<b>-1 917 810 506</b>	<b>-1,2</b>	<b>-1 917 810 506</b>	<b>-1,2</b>
	<b>Total Section 75</b>	<b>450 861 409 845</b>	<b>239 407 275 175</b>	<b>422 053 356 041</b>	<b>210 499 221 371</b>	<b>-28 808 053 804</b>	<b>-6,4</b>	<b>-28 908 053 804</b>	<b>-12,1</b>	
83 Ministère des Mines et de la Géologie	1566 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	296 095 931	296 095 931	296 095 931	296 095 931	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	260 443 000	260 443 000	167 083 347	167 083 347	-93 359 653	-35,8	-93 359 653	-35,8
		4 Transferts courants	818 000 000	818 000 000	1 118 000 000	1 118 000 000	300 000 000	36,7	300 000 000	36,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	915 000 000	915 000 000	446 850 000	446 850 000	-468 150 000	-51,2	-468 150 000	-51,2
		<b>Total Prog. 1566</b>	<b>2 289 538 931</b>	<b>2 289 538 931</b>	<b>2 028 029 278</b>	<b>2 028 029 278</b>	<b>-261 509 653</b>	<b>-11,4</b>	<b>-261 509 653</b>	<b>-11,4</b>
	2115 Mines	2 Dépenses de personnel	124 471 000	124 471 000	124 471 000	124 471 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	145 543 000	145 543 000	125 045 084	125 045 084	-20 497 916	-14,1	-20 497 916	-14,1
		4 Transferts courants	620 000 000	620 000 000	720 000 000	720 000 000	100 000 000	16,1	100 000 000	16,1
		<b>Total Prog. 2115</b>	<b>890 014 000</b>	<b>890 014 000</b>	<b>969 516 084</b>	<b>969 516 084</b>	<b>79 502 084</b>	<b>8,9</b>	<b>79 502 084</b>	<b>8,9</b>
	2116 Géologie	2 Dépenses de personnel	28 935 000	28 935 000	28 935 000	28 935 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	46 400 000	46 400 000	31 160 039	31 160 039	-15 239 961	-32,8	-15 239 961	-32,8
		4 Transferts courants	106 630 000	106 630 000	506 630 000	506 630 000	400 000 000	375,1	400 000 000	375,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	650 000 000	650 000 000	435 481 000	435 481 000	-214 519 000	-33,0	-214 519 000	-33,0
		<b>Total Prog. 2116</b>	<b>831 965 000</b>	<b>831 965 000</b>	<b>1 002 206 039</b>	<b>1 002 206 039</b>	<b>170 241 039</b>	<b>20,5</b>	<b>170 241 039</b>	<b>20,5</b>
	<b>Total Section 83</b>	<b>4 011 517 931</b>	<b>4 011 517 931</b>	<b>3 999 751 401</b>	<b>3 999 751 401</b>	<b>-11 766 530</b>	<b>-0,3</b>	<b>-11 766 530</b>	<b>-0,3</b>	



**PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**

**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	1035 COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	2 Dépenses de personnel	484 816 922	484 816 922	484 816 922	484 816 922	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	284 584 972	284 584 972	282 609 732	282 609 732	-1 975 240	-0,7	-1 975 240	-0,7
		4 Transferts courants	215 000 000	215 000 000	415 000 000	415 000 000	200 000 000	93,0	200 000 000	93,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	300 000 000	125 000 000	125 000 000	-175 000 000	-58,3	-175 000 000	-58,3
		<b>Total Prog. 1035</b>	<b>1 284 401 894</b>	<b>1 284 401 894</b>	<b>1 307 426 654</b>	<b>1 307 426 654</b>	<b>23 024 760</b>	<b>1,8</b>	<b>23 024 760</b>	<b>1,8</b>
	2105 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2 Dépenses de personnel	287 400 000	287 400 000	287 400 000	287 400 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	129 036 516	129 036 516	123 793 711	123 793 711	-5 242 805	-4,1	-5 242 805	-4,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 530 000 000	20 530 000 000	20 530 000 000	20 530 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	15 000 000 000	15 000 000 000	16 428 571 429	16 428 571 429	3 428 571 429	22,9	3 428 571 429	22,9
		<b>Total Prog. 2105</b>	<b>35 946 436 516</b>	<b>35 946 436 516</b>	<b>39 369 765 140</b>	<b>39 369 765 140</b>	<b>3 423 328 624</b>	<b>9,5</b>	<b>3 423 328 624</b>	<b>9,5</b>
	2108 EQUITE SOCIALE	2 Dépenses de personnel	22 217 000	22 217 000	22 217 000	22 217 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	17 050 000	17 050 000	17 047 522	17 047 522	-2 478	0	-2 478	0
		4 Transferts courants	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	17 134 000 000	12 134 000 000	17 134 000 000	12 134 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	32 100 000 000	32 100 000 000	32 100 000 000	32 100 000 000	0	0	0	0
<b>Total Prog. 2108</b>	<b>69 273 267 000</b>	<b>69 273 267 000</b>	<b>69 273 264 522</b>	<b>64 273 264 522</b>	<b>-2 478</b>	<b>0</b>	<b>-2 478</b>	<b>0</b>		
<b>Total Section 84</b>	<b>106 504 105 410</b>	<b>101 504 105 410</b>	<b>109 950 456 316</b>	<b>104 950 456 316</b>	<b>3 446 350 906</b>	<b>3,2</b>	<b>3 446 350 906</b>	<b>3,4</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>9 958 397 693 478</b>	<b>3 969 850 000 000</b>	<b>9 896 777 892 191</b>	<b>3 987 450 000 000</b>	<b>-61 619 801 287</b>	<b>-0,6</b>	<b>17 600 000 000</b>	<b>0,4</b>		

## ANNEXE IV: DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	LFR 2021		% PIB
<b>Ressources</b>	<b>3034,5</b>		
Recettes ordinaires hors dons	<b>2742,5</b>		
recettes fiscales		2564,5	
recettes non fiscales		118,0	
Recettes exceptionnelles		60,00	
Autres recettes (Remboursement prêts rétrocédés)			
<b>Dons budgétaires</b>	<b>64,0</b>		
<b>Ressources externes</b>	<b>228,0</b>		
Tirages sur subventions		228,0	
<b>Charges</b>	<b>3851,5</b>		
Dettes publiques (intérêt + commissions)	321,7		
Intérêts et commission dette extérieure			
Intérêts et commission dette intérieure			
Dépenses de personnel	904,9		
Autres dépenses courantes	1099,9		
Dépenses en capital sur ressources internes	741,0		
Dépenses en capital sur ressources externes	784,0		
Prêts rétrocédés			
<b>DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL</b>	<b>-817,0</b>		<b>-5,4%</b>
<b>PIB 2019</b>			<b>14999</b>

## ANNEXE V : RESERVE DE PRECAUTION

Libellé section	Libellé chapitre	Montant
<b>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION</b>	CREATION DE L'UNIVERSITE VIRTUELLE DU SENEGAL ET (UVS) ET MISE EN OEUVRE DES ESPACES NUMERIQUES OUVERTS (ENO)	1 270 000 000
<b>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION</b>	PROJET DE GOUVERNANCE ET DE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (PGFESR)	1 500 000 000
<b>MINISTERE DE L'URBANISME, DU LOGEMENT ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE</b>	PROJET DE PROMOTION DE LA GESTION INTEGREE ET DE L'ECONOMIE DES DECHETS SOLIDES AU SENEGAL (PROMOGED)	2 200 000 000
<b>MINISTERE DE L'URBANISME, DU LOGEMENT ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE</b>	UNITE DE COORDINATION ET DE GESTION DES DECHETS SOLIDES	2 000 000 000
<b>MINISTERE DE L'URBANISME, DU LOGEMENT ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE</b>	CONSTRUCTION CITE MINISTERIELLE	3 650 000 000
<b>CHARGES NON REPARTIES</b>	PROGRAMME D'ACQUISITION DE MOBILIER ET DE MATERIEL DE TRANSPORT POUR L'ADMINISTRATION	2 000 000 000
<b>CHARGES NON REPARTIES</b>	AGENCE DE REGULATION DES TELECOMMUNICATIONS ET POSTES (ARTP)	5 901 632 296
<b>HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (acquisitions de véhicules)</b>	APPUI AU HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (acquisitions de véhicules)	1 100 000 000
<b>MINISTERE DE LA JEUNESSE</b>	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA MAISON DE LA JEUNESSE ET DE LA CITOYENNETE	3 685 210 271
<b>MINISTERE DE LA JEUNESSE</b>	PROGRAMME DES DOMAINES AGRICOLES COMMUNAUTAIRES (PRODAC)	850 000 000
<b>MINISTERE DE LA JEUNESSE</b>	PROJET D'INVESTISSEMENT ANPEJ	500 000 000
<b>MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE MARITIME</b>	PROJET D'ACQUISITION D'UN PATROUILLEUR EN HAUTE MER (PHM)	1 837 333 000
<b>MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE MARITIME</b>	TRAVAUX DE REHABILITATION DES SIX VEDETTES (REFONTE)	1 500 000 000
<b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>	FACILITATION DE L'ACCES AUX INTRANTS AGRICOLES	13 269 556 981
<b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>	SAED	1 000 000 000
<b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>	PROGRAMME RECONSTITUTION CAPITAL SEMENCIER	1 000 000 000
<b>MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT</b>	PROJET DE REALISATION D'INFRASTRUCTURES D'ADDUCTION D'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL	2 149 000 000
<b>MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT</b>	PROGRAMME SPECIALE D'AMELIORATION DE LA DESSERTA EN EAU POTABLE DE DAKAR ET D'AUTRES LOCALITES (PSDAK)	2 000 000 000
<b>MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT</b>	PROJET DE DEPOLLUTION DE LA BAIE DE HANN	1 034 605 779
<b>MINISTERE DES FORCES ARMEES</b>	PROJET D'ACQUISITION ET D'EQUIPEMENTS D'AERONEFS	1 000 000 000
<b>MINISTERE DES FORCES ARMEES</b>	PROJET CHANGEMENT TENUES ARMEES	1 125 000 000
<b>MINISTERE DU COMMERCE, DE LA CONSOMMATION, DU SECTEUR INFORMEL ET DES PME</b>	PROGRAMME DE MODERNISATION DES MARCHES DE SYNDICAT DE PIKINE, SANDAGA, ZIGUINCHOR, DIOURBEL ET KAOLACK	3 532 780 378
<b>MINISTERE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE, DE L'EQUITE SOCIALE ET TERRITORIALE</b>	PROGRAMME DE PROMOTION DES VILLES DU SENEGAL (PROMOVILLES)	1 250 000 000
<b>MINISTERE DU PETROLE ET DES ENERGIES</b>	SECOND COMPACT MCA SENEGAL/ENERGIE	500 000 000
<b>MINISTERE DU PETROLE ET DES ENERGIES</b>	PROGRAMME NATIONAL D'URGENCE D'ELECTRIFICATION RURALE	2 720 000 000
<b>MINISTRERE DES INFRASTRUCTURES, DU DESENCLAVEMENT ET DES TRANSPORTS TERRESTRES</b>	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA DESSERTA FERROVIAIRE DAKAR-AIBD	4 924 881 295
<b>MINISTRERE DU TOURISME ET DES TRANSPORTS AERIENS</b>	RENOVATION AEROPORT CAP SKIRING	1 000 000 000
<b>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>	PROJET REHABILITATION DES EDIFICES RELIGIEUX (DONT GRANDES MOSQUEES DE TIVAOUANE, GUEDEIWAYE ET PIKINE)	1 500 000 000
<b>TOTAL</b>		<b>66 000 000 000</b>

## ANNEXE VI : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE

Montants en milliards de francs CFA

TYPES DE DETTE	LFI 2021			Projet LFR 2021		
	Principal	I & C	Total	Principal	I & C	TOTAL
<b>MULTILATERAUX</b>	<b>126,56</b>	<b>41,18</b>	<b>167,74</b>	<b>126,65</b>	<b>46,35</b>	<b>173,00</b>
IDA/BIRD	22,96	15,59	38,55	23,64	17,08	40,71
BEI/FED	5,99	1,49	7,49	5,99	1,86	7,85
BAD/FAD	12,92	5,11	18,04	13,14	5,15	18,29
OPEP/BADEA/BID	40,32	6,05	46,38	40,00	7,93	47,93
AUTRES	44,36	12,93	57,29	43,88	14,34	58,22
<b>BILATERAUX</b>	<b>128,45</b>	<b>51,69</b>	<b>180,15</b>	<b>100,26</b>	<b>41,18</b>	<b>141,44</b>
PAYS DE L'OCDE	36,80	12,71	49,51	20,41	1,51	21,92
PAYS ARABES	11,69	2,97	14,66	7,79	2,67	10,46
AUTRES	79,96	36,01	115,97	72,06	37,00	109,06
<b>CREDITS A L'EXPORTATION</b>	<b>55,15</b>	<b>7,31</b>	<b>62,46</b>	<b>35,06</b>	<b>7,64</b>	<b>42,70</b>
<b>COMMERCIALE</b>	<b>87,14</b>	<b>126,75</b>	<b>213,89</b>	<b>104,82</b>	<b>125,01</b>	<b>229,83</b>
EUROBOND	70,74	122,54	193,28	88,42	119,54	207,96
CREDIT SUISSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AFREXIMBANK	16,40	4,22	20,61	16,40	4,22	20,61
SCBANK	0,00	0,00	0,00	0,00	1,26	1,26
<b>INTERÊTS SUR TIRAGES FUTURES</b>	<b>0,00</b>	<b>21,00</b>	<b>21,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9,60</b>	<b>9,60</b>
<b>TOTAL HORS PPTE/IADM</b>	<b>397,31</b>	<b>247,93</b>	<b>645,24</b>	<b>366,79</b>	<b>229,78</b>	<b>596,57</b>
Rachat DTS FMI	0,00	2,44	2,44	0,00	2,44	2,44
Autres Emprunts LT	1,01	0,52	1,53	19,30	1,03	20,33
Obligations du Trésor par Adjudication	47,70	52,30	100,00	47,70	71,72	119,42
Bons du Trésor par Adjudication	105,00	0,00	105,00	55,00	0,00	55,00
Obligations du trésor par les sukuk	25,00	8,80	33,80	25,00	8,80	33,80
Obligations par Appel Public à L'Épargne	43,30	5,99	49,29	43,30	5,99	49,29
Intérêts et commission sur émissions futures		8,00	8,00	0,00	2,00	2,00
<b>TOTAL</b>	<b>222,01</b>	<b>78,03</b>	<b>300,05</b>	<b>190,30</b>	<b>91,96</b>	<b>282,27</b>
<b>TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE</b>	<b>619,32</b>	<b>325,96</b>	<b>945,28</b>	<b>557,10</b>	<b>321,74</b>	<b>878,84</b>

# ANNEXE VII : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

### TABLAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes												
Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Classification Economique - Catégorie de dépense													
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total			
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
10 Dette Publique	321 740 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	321 740 000 000	321 740 000 000
21 Présidence de la République	0	9 681 340 560	7 238 521 940	7 238 521 940	37 341 984 078	37 341 984 078	1 760 000 000	110 000 000	29 185 413 545	13 266 842 829	85 207 260 123	67 638 689 407		
22 Assemblée Nationale	0	0	0	0	16 095 015 137	16 095 015 137	0	0	8 315 171 359	2 946 447 518	24 410 186 496	19 041 462 655		
24 Conseil Economique Social et Environnemental	0	43 206 000	0	0	7 141 040 284	7 141 040 284	0	0	0	0	7 184 246 284	7 184 246 284		
25 Conseil Constitutionnel	0	540 122 400	0	0	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0	1 290 122 400	1 290 122 400		
27 Cour Suprême	0	1 014 240 000	0	0	1 050 000 000	1 050 000 000	0	0	0	0	2 064 240 000	2 064 240 000		
28 Cour des Comptes	0	1 560 614 920	0	0	4 163 453 695	4 163 453 695	0	0	3 586 029 962	1 899 157 543	9 310 098 577	7 623 226 158		
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0	14 546 000	0	0	6 100 000 000	6 100 000 000	0	0	12 980 000 000	3 300 000 000	19 094 546 000	9 414 546 000		
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0	4 534 606 980	4 147 716 214	4 147 716 214	6 727 806 496	6 727 806 496	7 833 015 930	7 833 015 930	6 135 000 000	6 135 000 000	29 378 145 620	29 378 145 620		
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	0	25 849 714 876	31 155 208 796	31 155 208 796	4 150 363 950	4 150 363 950	24 726 690 261	2 737 486 912	5 179 188 365	2 029 188 365	91 061 166 248	65 921 962 899		
32 Ministère des Forces Armées	0	127 111 561 443	55 992 206 068	55 992 206 068	3 980 000 000	3 980 000 000	66 513 462 618	27 608 830 809	96 191 251 099	42 628 045 952	349 788 481 228	257 320 644 272		
33 Ministère de l'Intérieur	0	68 901 748 139	19 591 390 488	19 591 390 488	17 752 000 000	17 752 000 000	132 279 127 421	10 727 219 159	86 391 331 418	12 817 953 971	324 915 597 466	129 790 311 757		
34 Ministère de la Justice	0	27 067 445 973	9 617 170 900	9 617 170 900	4 798 000 000	4 798 000 000	22 698 609 450	7 499 804 043	25 200 000 000	25 200 000 000	89 381 226 323	74 182 420 916		
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	0	1 734 305 643	1 501 515 182	1 501 515 182	535 000 000	535 000 000	1 588 139 600	1 588 139 600	0	0	5 358 960 425	5 358 960 425		
37 Ministère du travail du dialogue sociale et des relations avec les Institution	0	1 401 269 207	1 737 703 614	1 737 703 614	950 000 000	950 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	5 088 972 821	5 088 972 821		
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	0	1 762 348 792	504 585 275	504 585 275	8 454 049 612	8 454 049 612	99 445 674 551	24 955 165 238	81 142 701 166	7 671 233 416	191 309 359 396	43 347 382 333		
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavem	0	1 175 132 908	898 074 795	898 074 795	11 190 000 000	11 190 000 000	2 035 088 146 584	157 602 205 216	139 375 582 055	88 893 371 797	2 187 726 936 342	259 758 784 716		
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	0	2 241 361 880	1 424 685 774	1 424 685 774	66 749 252 000	66 749 252 000	650 112 587 338	88 049 971 203	12 946 775 000	12 946 775 000	733 474 661 992	171 412 045 857		

Le Système Support du Budget Programme - SYSBUDGEP



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										
Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Classification Economique - Catégorie de dépense											
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
43 Ministère des Finances et du Budget	0	25 111 268 466	13 344 732 171	13 144 732 171	19 805 715 335	19 805 715 335	67 743 650 711	22 179 376 510	57 848 378 745	57 848 378 745	183 853 745 428	138 089 471 227
44 Ministère du Pétrole et des Energies	0	502 887 883	400 868 027	400 868 027	89 737 284 018	89 737 284 018	851 932 227 426	74 047 443 723	5 648 760 000	5 648 760 000	948 222 027 354	170 337 243 651
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	0	2 040 057 309	740 075 155	740 075 155	4 662 943 130	4 662 943 130	37 409 460 326	6 318 546 634	4 492 500 000	3 242 500 000	49 345 035 920	17 004 122 228
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	0	1 354 145 322	2 028 340 338	2 028 340 338	31 951 000 000	31 951 000 000	19 371 046 543	18 011 046 543	33 072 142 884	18 650 000 000	87 776 675 087	71 994 532 203
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	0	394 584 285	441 664 440	441 664 440	3 303 380 000	3 303 380 000	106 609 117 011	5 609 117 011	2 020 000 000	2 020 000 000	112 768 745 736	11 768 745 736
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	0	670 397 149	309 145 794	309 145 794	6 965 000 000	6 965 000 000	125 663 491 908	7 728 049 878	16 274 000 000	16 274 000 000	149 882 034 851	31 946 592 821
50 Ministère de l'Education Nationale	0	458 158 859 456	55 027 335 309	55 027 335 309	18 504 524 000	18 504 524 000	80 412 670 635	23 775 633 598	302 000 000	302 000 000	612 405 389 400	555 768 352 363
52 Ministère des Sports	0	988 933 195	7 504 794 462	7 504 794 462	1 420 000 000	1 420 000 000	60 688 694 717	23 440 540 479	0	0	70 602 422 374	33 354 268 136
53 Ministère de la Culture et de la Communication	0	1 120 626 606	1 702 064 523	1 702 064 523	16 586 254 995	16 586 254 995	24 022 230 327	3 529 915 200	4 950 000 000	2 750 000 000	48 381 176 451	25 688 861 324
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0	46 334 788 006	16 156 281 268	16 156 281 268	38 938 897 000	38 938 897 000	728 583 310 455	137 854 452 778	16 693 465 788	16 693 465 788	846 706 742 517	255 977 884 840
55 Ministère de la Jeunesse	0	1 061 392 467	1 628 356 558	1 628 356 558	2 600 000 000	2 600 000 000	49 918 001 149	7 240 475 514	45 826 047 155	6 048 320 802	101 033 797 329	18 578 545 341
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	0	7 428 044 440	3 928 842 991	3 928 842 991	6 596 120 000	6 596 120 000	32 108 925 804	12 822 367 920	1 241 725 000	1 241 725 000	51 303 658 235	32 017 100 351
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	0	1 335 338 520	883 827 232	883 827 232	3 751 250 881	3 751 250 881	86 945 070 310	19 151 661 070	900 000 000	900 000 000	93 815 486 943	26 022 077 703
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle ,de l'Apprentissage et de l	0	24 207 848 671	7 267 934 132	7 267 934 132	6 461 212 600	6 461 212 600	25 503 008 609	17 263 671 036	2 604 612 000	2 604 612 000	66 044 616 012	57 805 278 439
60 Charges non Réparties	0	51 139 840 912	67 458 314 787	67 458 314 787	74 949 730 128	74 949 730 128	42 032 373 790	42 032 373 790	49 957 107 012	45 457 107 012	285 537 366 629	281 037 366 629
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	0	1 051 541 110	2 205 915 502	2 205 915 502	7 727 128 685	7 727 128 685	52 833 426 819	13 388 426 819	31 050 000 000	9 050 000 000	94 868 012 116	33 423 012 116
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	0	2 515 347 647	974 670 146	974 670 146	529 142 000	529 142 000	106 933 540 895	18 695 398 729	4 404 388 652	4 404 388 652	115 357 089 340	27 118 947 174
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	0	572 442 957	246 726 673	246 726 673	4 940 000 000	4 940 000 000	132 811 971 231	11 324 832 511	5 044 779 803	5 044 779 803	143 615 920 664	22 128 781 944



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes											
Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Classification Economique - Catégorie de dépense												
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total		
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	0	325 591 468	577 553 090	577 553 090	0	0	19 474 237 825	19 474 237 825	1 863 000 000	1 863 000 000	22 240 382 383	22 240 382 383	
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement	0	1 166 392 056	658 904 602	658 904 602	33 815 000 000	33 815 000 000	45 984 576 298	28 176 776 298	44 034 804 539	43 120 037 039	125 659 677 495	106 937 109 995	
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	0	791 807 096	479 288 777	479 288 777	5 761 432 000	5 761 432 000	497 538 604 622	77 020 562 931	27 764 171 934	27 464 171 934	532 335 304 429	111 517 262 738	
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	0	144 145 000	389 930 500	389 930 500	1 316 783 000	1 316 783 000	3 433 955 499	1 887 608 550	0	0	5 284 813 999	3 738 467 050	
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	0	606 218 405	3 696 242 924	3 696 242 924	176 692 279 094	176 442 279 094	232 009 847 568	20 705 712 898	9 048 768 050	9 048 768 050	422 053 356 041	210 499 221 371	
83 Ministère des Mines et de la Géologie	0	449 501 931	323 288 470	323 288 470	2 344 630 000	2 344 630 000	882 331 000	882 331 000	0	0	3 999 751 401	3 999 751 401	
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	0	794 433 922	423 450 965	423 450 965	20 415 000 000	20 415 000 000	37 789 000 000	32 789 000 000	50 528 571 429	50 528 571 429	109 950 456 316	104 950 456 316	
<b>Totaux</b>	<b>321 740 000 000</b>	<b>904 900 000 000</b>	<b>325 007 327 882</b>	<b>324 807 327 882</b>	<b>775 302 672 118</b>	<b>775 052 672 118</b>	<b>6 511 680 225 231</b>	<b>975 061 397 355</b>	<b>922 197 666 960</b>	<b>549 938 602 645</b>	<b>9 760 827 892 191</b>	<b>3 851 500 000 000</b>	

# ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes				Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6							
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
10 Dette Publique	AE	321 740 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	321 740 000 000
	CP	321 740 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	321 740 000 000
21 Présidence de la République	AE	45 148 533 238	700 421 589	0	35 898 307 000	0	300 000 000	0	3 000 000 000	0	159 998 296	0	85 207 260 123
	CP	45 148 533 238	700 421 589	0	18 329 736 284	0	300 000 000	0	3 000 000 000	0	159 998 296	0	67 638 689 407
22 Assemblée Nationale	CP	19 041 462 655	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 041 462 655
	AE	24 410 186 496	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 410 186 496
24 Conseil Economique Social et Environnemental	CP	7 184 246 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 184 246 284
	AE	7 184 246 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 184 246 284
25 Conseil Constitutionnel	CP	0	0	1 290 122 400	0	0	0	0	0	0	0	0	1 290 122 400
	AE	0	0	1 290 122 400	0	0	0	0	0	0	0	0	1 290 122 400
27 Cour Suprême	CP	0	0	2 064 240 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 064 240 000
	AE	0	0	2 064 240 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 064 240 000
28 Cour des Comptes	AE	0	0	9 310 098 577	0	0	0	0	0	0	0	0	9 310 098 577
	CP	0	0	7 623 226 158	0	0	0	0	0	0	0	0	7 623 226 158
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	CP	9 414 546 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 414 546 000
	AE	19 094 546 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 094 546 000
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	AE	15 833 594 690	0	0	2 324 200 000	0	0	5 177 872 013	0	2 148 835 000	3 893 643 917	0	29 378 145 620
	CP	15 833 594 690	0	0	2 324 200 000	0	0	5 177 872 013	0	2 148 835 000	3 893 643 917	0	29 378 145 620

Le Système Support du Budget Programme - SYSBUDGEP



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes				Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6							
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	CP	64 000 829 964	0	307 775 180	0	0	0	0	1 077 568 000	0	535 789 755	0	65 921 962 899
	AE	89 140 033 313	0	307 775 180	0	0	0	0	1 077 568 000	0	535 789 755	0	91 061 166 248
32 Ministère des Forces Armées	CP	1 350 000 000	244 613 912 910	3 737 798 547	0	0	1 055 000 000	4 911 231 793	0	832 822 582	819 878 440	0	257 320 644 272
	AE	4 350 000 000	310 681 749 866	24 737 798 547	0	0	1 055 000 000	7 311 231 793	0	832 822 582	819 878 440	0	349 788 481 228
33 Ministère de l'Intérieur	CP	13 064 145 877	292 000 000	116 321 914 176	0	0	0	20 536 704	0	0	91 715 000	0	129 790 311 757
	AE	34 102 145 877	292 000 000	290 409 199 885	0	0	0	20 536 704	0	0	91 715 000	0	324 915 597 466
34 Ministère de la Justice	CP	0	0	69 574 269 966	43 149 823	0	0	144 783 689	0	1 507 582 540	2 912 634 898	0	74 182 420 916
	AE	0	0	84 773 075 373	43 149 823	0	0	144 783 689	0	1 507 582 540	2 912 634 898	0	89 381 226 323
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	AE	5 328 996 880	0	0	0	0	0	0	0	0	29 963 545	0	5 358 960 425
	CP	5 328 996 880	0	0	0	0	0	0	0	0	29 963 545	0	5 358 960 425
37 Ministère du travail du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	AE	0	0	100 000 000	4 606 917 329	0	0	0	0	0	382 055 492	0	5 088 972 821
	CP	0	0	100 000 000	4 606 917 329	0	0	0	0	0	382 055 492	0	5 088 972 821
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	AE	0	0	27 642 817 443	163 580 345 272	0	0	0	0	81 896 681	4 300 000	0	191 309 359 396
	CP	0	0	4 196 116 433	39 065 069 219	0	0	0	0	81 896 681	4 300 000	0	43 347 382 333
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	AE	0	0	0	2 186 023 937 664	1 500 000 000	0	0	0	190 000 000	12 998 678	0	2 187 726 936 342
	CP	0	0	0	258 055 786 038	1 500 000 000	0	0	0	190 000 000	12 998 678	0	259 758 784 716
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	AE	0	0	0	733 066 382 895	0	0	0	0	397 934 097	10 345 000	0	733 474 661 992
	CP	0	0	0	171 003 766 760	0	0	0	0	397 934 097	10 345 000	0	171 412 045 857



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTURE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
43 Ministère des Finances et du Budget	AE	151 906 460 512	0	2 930 000 000	26 183 017 203	0	1 000 000 000	0	0	1 483 014 323	351 253 390	0	183 853 745 428
	CP	126 118 900 851	0	535 000 000	8 601 302 663	0	1 000 000 000	0	0	1 483 014 323	351 253 390	0	138 089 471 227
44 Ministère du Pétrole et des Energies	AE	0	0	0	948 212 577 440	0	0	0	0	0	9 449 914	0	948 222 027 354
	CP	0	0	0	170 327 793 737	0	0	0	0	0	9 449 914	0	170 337 243 651
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	CP	0	0	0	14 496 422 228	0	2 500 000 000	0	0	0	7 700 000	0	17 004 122 228
	AE	0	0	0	21 837 335 920	0	27 500 000 000	0	0	0	7 700 000	0	49 345 035 920
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	AE	7 673 589 465	0	16 422 142 884	50 000 000	27 303 236 798	34 977 962 242	0	1 275 000 000	0	74 743 698	0	87 776 675 087
	CP	7 673 589 465	0	2 000 000 000	50 000 000	27 303 236 798	33 617 962 242	0	1 275 000 000	0	74 743 698	0	71 994 532 203
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	AE	0	0	0	112 263 655 612	0	0	170 000 000	0	325 091 071	9 999 053	0	112 768 745 736
	CP	0	0	0	11 263 655 612	0	0	170 000 000	0	325 091 071	9 999 053	0	11 768 745 736
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	AE	0	0	0	148 020 852 975	1 742 000 000	0	0	0	114 681 876	4 500 000	0	149 882 034 851
	CP	0	0	0	30 085 410 945	1 742 000 000	0	0	0	114 681 876	4 500 000	0	31 946 592 821
50 Ministère de l'Education Nationale	CP	0	0	0	0	0	0	361 623 121	43 630 912	555 358 098 330	5 000 000	0	555 768 352 363
	AE	0	0	0	0	0	0	361 623 121	43 630 912	611 995 135 367	5 000 000	0	612 405 389 400
52 Ministère des Sports	AE	0	0	0	3 890 000 000	0	0	0	66 583 509 051	105 788 722	23 124 601	0	70 602 422 374
	CP	0	0	0	290 000 000	0	0	0	32 935 354 813	105 788 722	23 124 601	0	33 354 268 136
53 Ministère de la Culture et de la Communication	AE	0	0	0	0	0	0	0	47 990 432 358	377 177 212	13 566 881	0	48 381 176 451
	CP	0	0	0	0	0	0	0	25 298 117 231	377 177 212	13 566 881	0	25 688 861 324



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	AE	100 000 000	0	0	0	0	0	841 131 740 448	0	1 701 827 829	3 773 174 240	0	846 706 742 517
	CP	100 000 000	0	0	0	0	0	251 641 385 301	0	1 701 827 829	2 534 671 710	0	255 977 884 840
55 Ministère de la Jeunesse	CP	181 941 900	0	0	9 943 963 516	0	0	575 400 000	7 845 557 085	0	31 682 840	0	18 578 545 341
	AE	1 277 036 208	0	0	88 447 912 295	0	0	1 675 400 000	9 601 765 986	0	31 682 840	0	101 033 797 329
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	CP	0	0	0	13 360 355 955	18 607 524 396	0	0	0	49 220 000	0	0	32 017 100 351
	AE	0	0	0	13 360 355 955	37 894 082 280	0	0	0	49 220 000	0	0	51 303 658 235
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	2 760 537 800	23 118 992 047	142 547 856	26 022 077 703
	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	5 760 537 800	87 912 401 287	142 547 856	93 815 486 943
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	AE	0	0	0	34 049 326 059	0	0	0	0	31 965 621 315	29 668 638	0	66 044 616 012
	CP	0	0	0	29 414 326 059	0	0	0	0	28 361 283 742	29 668 638	0	57 805 278 439
60 Charges non Réparties	AE	187 350 838 028	0	0	62 736 528 601	0	1 430 000 000	0	1 020 000 000	0	33 000 000 000	0	285 537 366 629
	CP	187 350 838 028	0	0	58 236 528 601	0	1 430 000 000	0	1 020 000 000	0	33 000 000 000	0	281 037 366 629
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	AE	39 578 250 254	0	0	53 939 761 862	0	0	0	1 350 000 000	0	0	0	94 868 012 116
	CP	16 333 250 254	0	0	15 739 761 862	0	0	0	1 350 000 000	0	0	0	33 423 012 116
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	AE	800 995 321	0	0	114 466 217 826	0	0	0	0	34 483 793	55 392 400	0	115 357 089 340
	CP	800 995 321	0	0	26 228 075 660	0	0	0	0	34 483 793	55 392 400	0	27 118 947 174
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	CP	0	0	0	21 884 557 802	0	0	0	61 190 000	0	183 034 142	0	22 128 781 944
	AE	0	0	0	143 371 696 522	0	0	0	61 190 000	0	183 034 142	0	143 615 920 664



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	CP	13 576 000	0	0	21 819 646 238	0	0	0	0	0	407 160 145	0	22 240 382 383
	AE	13 576 000	0	0	21 819 646 238	0	0	0	0	0	407 160 145	0	22 240 382 383
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	CP	60 224 312 831	0	0	13 695 765 088	32 908 826 520	0	0	0	0	108 205 556	0	106 937 109 995
	AE	61 139 080 331	0	0	31 503 565 088	32 908 826 520	0	0	0	0	108 205 556	0	125 659 677 495
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	CP	225 093 920	0	0	6 010 007 687	55 567 593 487	49 554 618 953	0	0	0	159 948 691	0	111 517 262 738
	AE	225 093 920	0	0	6 010 007 687	258 230 639 043	267 709 615 088	0	0	0	159 948 691	0	532 335 304 429
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	AE	258 450 000	0	0	4 032 685 999	0	0	0	0	138 278 000	855 400 000	0	5 284 813 999
	CP	258 450 000	0	0	2 486 339 050	0	0	0	0	138 278 000	855 400 000	0	3 738 467 050
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	AE	340 000 000	0	0	5 207 813	2 700 000 000	0	0	0	418 887 191 480	120 956 748	0	422 053 356 041
	CP	340 000 000	0	0	5 207 813	572 373 623	0	0	0	209 460 683 187	120 956 748	0	210 499 221 371
83 Ministère des Mines et de la Géologie	CP	0	0	0	3 995 751 401	0	0	0	0	0	4 000 000	0	3 999 751 401
	AE	0	0	0	3 995 751 401	0	0	0	0	0	4 000 000	0	3 999 751 401
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	CP	0	0	0	31 213 215 206	0	0	0	0	0	73 737 241 110	0	104 950 456 316
	AE	0	0	0	36 213 215 206	0	0	0	0	0	73 737 241 110	0	109 950 456 316
TOTALS :	AE	1 019 395 652 817	311 674 171 455	457 587 270 289	4 999 952 557 685	362 278 784 641	333 972 577 330	855 993 187 768	132 003 096 307	1 078 097 119 688	209 730 926 355	142 547 856	9 760 827 892 191
	CP	904 127 304 158	245 606 334 499	205 350 462 860	982 576 712 576	138 201 554 824	89 457 581 195	263 002 832 621	73 906 418 041	805 429 236 785	143 699 014 585	142 547 856	3 851 500 000 000

# ANNEXE IX : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

**TABLAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE (DIVISIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)**

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										
Classification fonctionnelle Division	Classification Economique - Catégorie de dépense											
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
01 SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	321 740 000 000	123 314 404 643	130 049 930 558	129 849 930 558	181 471 644 828	181 471 644 828	122 716 784 817	59 261 927 499	137 702 887 971	86 089 396 630	1 016 995 652 817	901 727 304 158
02 DEFENSE	0	127 106 272 443	54 586 997 006	54 586 997 006	1 474 566 700	1 474 566 700	37 226 662 618	24 722 030 809	91 279 672 688	37 716 467 541	311 674 171 455	245 606 334 499
03 ORDRE ET SECURITE PUBLICS	0	93 488 426 432	22 246 624 463	22 246 624 463	24 448 453 695	24 448 453 695	170 337 372 060	20 729 658 391	149 466 393 639	46 837 299 879	459 987 270 289	207 750 462 860
04 AFFAIRES ÉCONOMIQUES	0	24 000 047 012	13 462 815 092	13 462 815 092	243 506 309 025	243 506 309 025	4 335 434 631 186	480 012 060 144	383 548 755 370	221 595 481 303	4 999 952 557 685	982 576 712 576
05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	0	3 595 650 136	3 226 370 752	3 226 370 752	22 118 120 000	22 118 120 000	287 161 067 799	63 083 837 982	46 177 575 954	46 177 575 954	362 278 784 641	138 201 554 824
06 LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	0	1 601 446 178	1 388 040 037	1 388 040 037	17 387 432 000	17 387 432 000	280 878 511 615	36 663 515 480	32 717 147 500	32 417 147 500	333 972 577 330	89 457 581 195
07 SANTE	0	45 205 025 786	15 381 329 366	15 381 329 366	39 870 277 000	39 870 277 000	734 913 089 828	141 922 734 681	20 623 465 788	20 623 465 788	855 993 187 768	263 002 832 621
08 LOISIRS, CULTURE ET CULTTE	0	2 952 379 388	11 698 677 979	11 698 677 979	19 994 254 995	19 994 254 995	86 337 783 945	30 441 105 679	11 020 000 000	8 820 000 000	132 003 096 307	73 906 418 041
09 ENSEIGNEMENT	0	478 895 572 421	66 529 098 131	66 529 098 131	203 356 834 494	203 106 834 494	319 514 846 592	47 096 963 689	9 800 768 050	9 800 768 050	1 078 097 119 688	805 429 236 785
10 PROTECTION SOCIALE	0	4 740 775 561	4 037 444 498	4 037 444 498	24 074 779 381	24 074 779 381	137 016 926 915	70 985 015 145	39 861 000 000	39 861 000 000	209 730 926 355	143 699 014 585
Crédits dont la Classe n'est pas identifiée	0	0	0	0	0	0	142 547 856	142 547 856	0	0	142 547 856	142 547 856
<b>Totaux</b>	<b>321 740 000 000</b>	<b>904 900 000 000</b>	<b>322 607 327 882</b>	<b>322 407 327 882</b>	<b>777 702 672 118</b>	<b>777 452 672 118</b>	<b>6 511 680 225 231</b>	<b>975 061 397 355</b>	<b>922 197 666 960</b>	<b>549 938 602 645</b>	<b>9 760 827 892 191</b>	<b>3 851 500 000 000</b>

**ANNEXE XI : LISTE DES MINISTERES ET INSTITUTIONS PILOTES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DECONCENTRATION DE L'ORDONNEMENT**

N° d'ordre	Institutions et Ministères
01	Présidence de la République
02	Assemblée nationale
03	Haut Conseil des Collectivités Territoriales
04	Conseil Economique Social et Environnementale
05	Conseil Constitutionnel
06	Cour Suprême
07	Cour des Comptes
08	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur
09	Ministère des Forces Armées
10	Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel
11	Ministère de la Microfinance et de l'Economie Sociale et Solidaire
12	Ministère du Travail, du Dialogue social et des relations avec les Institutions
13	Ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public
14	Ministère des Mines et de la Géologie
15	Ministère de l'Economie numérique et des Télécommunications
16	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération
17	Ministère du Développement industriel et des Petites et Moyennes industries